

30 mai 2023 (The Economist)

[It will take years to get Deutsche Bahn back on track \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Deutsche Bahn

## It will take years to get Deutsche Bahn back on track

Europe's biggest rail operator has gone off the rails



May 25th 2023 | BERLIN

In mid-May Germans were bracing for the third, and longest, national rail strike this year. Deutsche Bahn (db) was locked in a dispute over pay with evg, the union representing most German railway workers, including 180,000 at **the state-run behemoth**. At the last minute union leaders called off a 50-hour stoppage that was going to begin on the evening of May 14th. German travellers breathed a sigh of relief—and then gasped as db failed to reinstate all of the 50,000 cancelled services. The next day roads were clogged by commuters who, worried about getting stuck at a train station, took the car instead.

On May 23rd db and the union met for a fourth round of wage talks, with no long-term resolution in sight. And labour unrest is only one of many fronts on which db is fighting. **Once a source of national pride, it has become the butt of bad jokes** (“We have one about db but we don’t know whether it will work”). In April just 70% of its long-distance trains were on time. And even that was an improvement on the whole of last year, when only 60% were punctual; the company’s (unambitious) goal is at least 80%. db services are “too crowded, too old and too *kaputt*”, Berthold Huber, who sits on db’s board, told the *Süddeutsche Zeitung*, a daily, this month.

**db’s woes are the result of poor management, a bloated bureaucracy, political interference and years of underinvestment**. In 2004 db’s annual budget for the construction and upgrading of railway lines was cut from €4bn (\$5bn) a year to €1.5bn, notes Christian Böttger of the University of Applied Sciences in Berlin. It has edged up since but last year was still only €1.9bn. This year it will be €2bn. **The railway business has been bleeding money for years; in 2022 it made an operating loss of €500m. db’s overall operating profit of €1.3bn, on revenues of €56bn, was all down to its logistics arm, db Schenker**, which has benefited from the uptick in e-commerce and now contributes nearly half of sales.

Vowing to make up for the failings of its predecessors, Olaf Scholz’s newish cabinet has ambitious plans for db. It wants to pump an extra €45bn into the network, hoping almost to double the number of passenger journeys by 2030 to around 4bn, and to increase freight volumes by 25%. This year db is beginning to renovate and modernise 650 train stations, as well as upgrading 2,000km of tracks, 1,800 switch points and 200 bridges. It will also add another 500 people to its 4,300-strong team of security personnel, who are tasked with protecting train tracks against mischief-makers (last October db was hit by suspected sabotage, causing the suspension of all services in northern Germany). And it is accelerating the digitisation of railway traffic, from signals and switches to digital “twins” of wagons ferrying goods.

**In time this may improve passengers’ lot. But not soon**. This year carriages may get more packed: **since May 1st Germans can buy a monthly *Deutschland ticket*, valid on all regional and local trains, for just €49**. Delays and missed connections are forecast to be worse than in 2022, in part owing to all those upgrade works. And db may slip into the red. It is forecasting a loss of €1bn from operations in 2023,

because of the investments, as well as high cost inflation that is politically tough to pass on to travellers (who, in a further drain on db cash, can demand compensation for all the delays). **“The pretence of running an economically viable business was abandoned ...long ago,” says Mr Böttger.** It is all about getting more cash from the state.

30 mai 2023 (Contrepoints)

[La dette publique : dangereuse et immorale ! - Contrepoints](#)

## La dette publique : dangereuse et immorale !

[Jean-Yves Naudet](#)

La dette publique : c'est un sujet qui intéresse assez peu le grand public, et pourtant les économistes le considèrent comme majeur et compréhensible par tous.



image générée par ia

Publié le 30 mai 2023

Tout d'abord, d'où provient la dette publique ?

Comme une famille, un organisme public (État, collectivités locales, organismes de protection sociale comme l'assurance retraite ou l'assurance maladie) a des recettes et des dépenses. Pour les recettes, il s'agit essentiellement des **impôts** et des cotisations sociales. Lorsque les dépenses dépassent les recettes, il y a donc déficit. Toujours comme une famille, l'**organisme public** finance ce déficit en empruntant : c'est l'origine de la dette publique.

### Emprunter pour financer des investissements ?

Ce déficit, et donc cette dette, sont-ils acceptables ?

Cela dépend largement de ce que l'on finance. Pour une famille, tout le monde comprend que si elle veut acheter un logement, et si elle a des revenus réguliers, elle peut légitimement emprunter sur 15 ou 20 ans, par exemple. Si les revenus réguliers sont suffisants, ils permettent de payer les intérêts et de rembourser peu à peu le capital. À la fin du processus, le logement est toujours là et va durer bien au-delà du crédit. S'il arrive malheur, il existe des assurances et, au pire, le logement peut être revendu.

De la même façon, on peut trouver légitime que l'État ou une collectivité locale empruntent pour réaliser un investissement, construire une piscine ou une école, une route ou un hôpital. Certes, pendant la durée de l'emprunt il faudra payer les intérêts et rembourser le capital, ce qui peut impliquer la génération suivante si l'emprunt est de longue durée ; mais cette génération suivante va elle aussi bénéficier de l'investissement réalisé. Il n'est pas anormal qu'elle participe ainsi au financement.

### Où emprunter pour financer les dépenses courantes de fonctionnement ?

Il n'en va pas nécessairement de même pour des dépenses de fonctionnement.

Que penser d'une famille qui emprunterait pour financer ses achats courants au supermarché ? Cela peut s'imaginer quand on traverse exceptionnellement une mauvaise passe, mais cela n'a qu'un temps, et de toute façon il faut bien rembourser un jour car il n'est ni possible ni raisonnable de dépenser chaque mois, en achats courants, davantage que ce qu'on gagne, cela finit mal en général.

Or, ce qui est évident pour une famille paraît moins évident pour un organisme public. Certes, lui aussi (un État par exemple) peut être légitimement en déficit dans des circonstances exceptionnelles et ponctuelles, comme une guerre ou une crise majeure. Mais que va-t-il se passer si cela devient une habitude et si l'État finance chaque année ses dépenses de fonctionnement courant à crédit en recourant au déficit ?

Voilà des dizaines d'années qu'en France, l'État et les organismes de protection sociale sont en déficit. Le dernier budget de l'État en équilibre remonte à 1974, soit bientôt 50 années de déficit ininterrompu. L'opinion publique ne réalise pas que cela signifie que depuis tant d'années une partie des dépenses de fonctionnement est financée à crédit, par exemple les traitements des fonctionnaires, ou encore les dépenses d'assurance maladie ou de retraite.

Certes, on peut trouver certaines d'entre elles nécessaires, voire indispensables, mais on refuse de les financer par l'impôt ou les cotisations sociales, ce qui se comprend, car la France est l'un des pays où [les prélèvements obligatoires sont les plus élevés](#) et pèsent lourdement sur les entreprises et les ménages : 47,5 % du PIB en France, contre 41,3 % en moyenne dans l'Union européenne.

On préfère recourir au déficit, donc à l'emprunt. C'est supportable une année ou deux, en période de vaches maigres, puisqu'on remboursera si les années suivantes sont des périodes de vaches grasses.

Mais lorsque le déficit est ininterrompu depuis près de 50 ans ?

## **Une dette publique de 3000 milliards, soit 44 000 euros par habitant**

Le premier inconvénient, c'est qu'il faut chaque année payer la charge de la dette, c'est-à-dire les intérêts. Parfois les taux sont très élevés. Mais il est vrai que pendant une grande partie de cette période, lorsque l'inflation était faible, les taux l'étaient aussi, et la France a parfois emprunté à des taux situés entre 0 et 1 %. Mais quand l'inflation revient, les taux augmentent ainsi que la charge de la dette. En 2023, cette charge (qui ne concerne donc que les intérêts) représente environ 50 milliards, ce qui en fait un des plus gros postes budgétaires, pas très loin du budget de l'éducation.

Mais il faut bien aussi rembourser le capital. L'État emprunte pour des durées variables, la moyenne actuelle étant d'environ dix années. Donc, au bout de cette période, il faut rembourser le capital. Mais avec quoi, puisque les nouveaux budgets sont encore en déficit ? C'est mécaniquement une fuite en avant, car ne pouvant rembourser le capital grâce aux recettes, on emprunte pour rembourser les emprunts arrivant à échéance.

C'est ainsi qu'en 2023 il faut emprunter environ 156 milliards pour la dette arrivant à échéance, qui s'ajoutent aux 158 milliards de déficit de l'année, qu'il faut bien financer également par l'emprunt ; il nous faut donc emprunter plus de 300 milliards cette année, et cela pour le seul budget de l'État. Depuis des dizaines d'années, le pays emprunte chaque année, non seulement pour combler les déficits de l'année, mais aussi pour rembourser les crédits arrivant à échéance. Résultat : [la dette publique](#) ne cesse d'augmenter.

Elle atteint actuellement en France [3000 milliards d'euros](#).

Ce chiffre est très abstrait et on le compare souvent au PIB : actuellement 112 % du PIB, contre 84 % en moyenne dans l'Union européenne. Cela ne veut pas dire grand-chose, car le PIB c'est la production, à savoir les revenus des Français pendant une année, et ces revenus nous servent à vivre.

On ne mettra donc fin au processus qu'en revenant à l'équilibre budgétaire, et même à l'excédent permettant de rembourser. Ces 3000 milliards de dette représentent environ 44 000 euros par Français, bébés compris : quel beau cadeau de naissance !

## Les dangers de la hausse des taux et de la perte de confiance

On mesure les dangers du processus.

Le premier danger, c'est que les nouveaux emprunts servant à rembourser les anciens se font aux nouveaux taux. Actuellement autour de 3 %, contre 1 % ou moins il y a peu ; l'échéance moyenne étant de dix ans, en dix ans l'essentiel de la dette ancienne est remplacé par de la nouvelle. 1 % de taux d'intérêt en plus représente à terme 30 milliards d'euros de charge de la dette en plus ! Et si les taux montent encore, chaque point de plus, c'est à terme encore 30 milliards de plus.

Or, deuxième danger : qui nous prête ? Sans doute en partie des ménages, via des fonds de placement, et des organismes financiers français ; mais la majorité de nos emprunts se fait sur les marchés internationaux. La majorité de la dette française est donc détenue par des non-résidents qui ne font pas de sentiments.

Plus ils sentent la fragilité de la situation, la faible capacité de remboursement, plus ils prêtent à des taux élevés. Cette capacité à emprunter est notamment mesurée par des agences de notation. Actuellement, nos notes sont encore bonnes et nous empruntons à des taux certes en hausse, mais pas encore explosifs. Cependant, dès le 28 avril, [l'agence de notation Fitch a légèrement diminué la note de la France, passant de AA à AA-](#) ; c'est un avertissement, qui n'a pas encore de trop graves conséquences, mais dont il faut tenir compte.

En effet, si demain la hausse des taux se poursuivait et la défiance s'installait, qui nous prêterait ou alors à quel taux ?

Chacun se souvient par exemple de [ce qui s'est passé pour la Grèce](#) il y a quelques années. Un pays trop endetté devient dépendant des marchés et donc des financements extérieurs. Les pays dans cette situation se voient imposer des plans de redressement des finances publiques.

C'est donc un jeu dangereux, et il faut donc réagir et diminuer notre dette.

## Faire payer nos petits-enfants

Au-delà de ces aspects financiers, il y a aussi une dimension morale.

Faire financer un investissement à crédit, comme une piscine, c'est le faire financer en partie par les générations suivantes, qui vont le rembourser, mais elles vont aussi profiter de la piscine. Mais faire financer nos dépenses d'assurance maladie, de retraite ou le revenu actuel des fonctionnaires par nos enfants et petits-enfants, [est-ce bien moral](#) quand il leur faudra rembourser un jour nos emprunts actuels ?

On veut leur laisser une planète vivable, mais on leur laisse surtout nos dettes, pour des dépenses que nous voulons faire maintenant, sans en assumer le coût ! Certains pensent qu'il suffirait de refuser de rembourser, d'organiser la banqueroute. Mais outre le fait que c'est ne pas respecter nos engagements, c'est un fusil à un coup, car plus personne ne voudrait alors nous prêter par la suite : les emprunts russes n'ont pas laissé un bon souvenir à nos grands-parents.

On peut aussi imaginer que la Banque centrale européenne rachète une partie, ce qui se fait aujourd'hui en rachetant des titres en circulation de la dette publique : à cette occasion, de la monnaie est créée, donc de l'inflation ; chacun en mesure les conséquences aujourd'hui sur le pouvoir d'achat. Cela n'a donc qu'un temps.

## **Les conseils de Turgot à Louis XVI toujours d'actualité**

Ainsi, la dette publique, surtout quand elle dure depuis un demi-siècle, est à la fois dangereuse et immorale. Mais ce n'est pas nouveau.

En 1774, lorsque Louis XVI a nommé Turgot à la tête des finances, celui-ci a écrit au monarque :

« Je me borne en ce moment, Sire, à vous rappeler ces trois paroles : point de banqueroute ; point d'augmentation d'impôts ; point d'emprunts. Point de banqueroute, ni avouée ni masquée par des réductions forcées. Point d'augmentation d'impôts, la raison en est dans la situation de vos peuples, et encore plus dans le cœur de Votre Majesté. Point d'emprunts, parce que tout emprunt diminue toujours le revenu libre ; il nécessite au bout de quelque temps ou la banqueroute, ou l'augmentation des impositions [...]. Pour remplir ces trois points, il n'y a qu'un moyen. C'est de réduire la dépense au-dessous de la recette ».

Deux ans plus tard, Turgot était limogé et son plan de redressement oublié. La dette publique n'a alors cessé de croître et chacun connaît le rôle qu'elle a joué dans le déclenchement de la Révolution. Le message de Turgot n'est-il pas toujours d'actualité ?

30 mai 2023 (Le Figaro)

[Geoffroy Roux de Bézieux: «La semaine de quatre jours n'est pas une solution» \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## Geoffroy Roux de Bézieux: «La semaine de quatre jours n'est pas une solution»

Par [Louise Darbon](#) et [Marie Visot](#)

Publié hier à 17:24 , mis à jour hier à 17:24



Geoffroy Roux de Bézieux, qui quittera la présidence du Medef le 6 juillet. *François BOUCHON/Le Figaro*

### **ENTRETIEN - Le président du Medef se félicite de la relance du dialogue social durant les cinq années de son mandat.**

Geoffroy Roux de Bézieux, qui passera la main à la tête du Medef le 6 juillet à l'issue des élections, défend son bilan et souligne que l'image des entreprises n'a jamais été aussi bonne.

### **LE FIGARO. - Il y a une semaine, vous rencontriez Élisabeth Borne à Matignon pour évoquer les dossiers post-retraites sur lesquels il faudra travailler. Dans quel état d'esprit en êtes-vous ressorti?**

**Geoffroy ROUX DE BÉZIEUX.** - Je salue la volonté du gouvernement de changer de méthode en matière de dialogue social. Nous l'avions demandé. Emmanuel Macron voulait que nous discussions des sujets à venir en «*cent jours*». J'ai dit que ce n'était pas possible. Rappelons par exemple que l'accord sur le partage de la valeur a nécessité 10 séances de négociation entre les partenaires sociaux, et celui sur les accidents du travail pas moins de 14 séances. Ce n'est pas une question d'inertie, c'est une question de compromis. Et construire un compromis, ça prend du temps. Même si je comprends que cela puisse créer des frustrations du côté de l'exécutif.

### **Vous vous êtes dit notamment disponibles pour parler de l'emploi des seniors...**

Effectivement. Mais nous souhaitons une discussion large, qui ne se cantonne pas aux deux dispositifs censurés par le Conseil constitutionnel dans la réforme des retraites, à savoir [l'index senior](#) et le [CDI senior](#) - dispositifs que nous n'avions d'ailleurs pas demandés. **Nous devons réfléchir à la façon d'augmenter notre taux d'emploi des seniors, qui est en dessous de la moyenne européenne. Il serait intéressant d'envoyer les négociateurs en Europe du Nord par exemple, pour s'inspirer de nos voisins qui réussissent mieux - avec, il faut le dire quand même, des âges de départ à la retraite plus élevés.** En France, il ne faut plus que l'âge de la retraite soit un couperet ou une césure absolue. **Le véritable enjeu est de développer une transition progressive entre emploi et retraite.** Devront également être mis sur la table **la question complexe de l'embauche du senior, qui a de l'expérience mais un coût plus élevé, et celle des allocations-chômage des seniors.**

### **Quels autres sujets devraient faire l'objet d'une négociation entre partenaires sociaux?**

Nous souhaitons parler de la progression des salariés dans l'entreprise. Elle doit d'abord être abordée sous l'angle de la progression salariale. Depuis la forte augmentation de la prime d'activité, lorsque l'entreprise augmente de 100 euros un salarié dont la rémunération est comprise en un et deux smics, il n'en empoche environ que 30 euros net. C'est une des raisons qui expliquent le succès de la prime partage de la valeur (*ex-prime Macron, NDLR*), qui représente la même somme nette pour le chef d'entreprise et le salarié. **Mais l'étatisation des revenus n'est pas une solution d'avenir.** Le second aspect, c'est la manière dont on recrée de **la progression dans les carrières: c'est devenu de plus en plus difficile de gravir des échelons.** **C'est pourtant une question essentielle pour les salariés, mais aussi pour les entreprises dans un marché de l'emploi où la dynamique s'est inversée en leur défaveur. Faire progresser ses collaborateurs, c'est un outil de fidélisation.**

Le gouvernement souhaite discuter du compte épargne temps universel (Cetu), qui permet de cumuler des jours de repos non utilisés, tout au long de la vie. Nous y sommes prêts, avec deux limites: nous refusons l'abondement, qui reviendrait à une baisse du temps de travail. Et nous souhaitons qu'un pourcentage puisse être pris à la retraite et non dans la vie active. Si un employé décide de poser une longue période de congés d'un coup, cela pourrait s'avérer très compliqué à gérer pour l'employeur, en particulier dans les PME.

**Quels sont les sujets sur lesquels, au contraire, vous ne souhaitez pas qu'on revienne?**

**Notre ligne rouge, ce serait le détricotage des ordonnances travail de 2017.** Cette simplification n'a pas eu pour effet de ralentir un dialogue social, bien au contraire, et **elle a contribué au dynamisme de l'économie.** **L'autre «marotte» sur laquelle nous ne voulons pas négocier, c'est la conditionnalité des aides.** Par définition, les aides et crédits d'impôt sont conditionnés. Si on reçoit une subvention pour embaucher un apprenti, elle est conditionnée au fait qu'il reste pendant deux ans ; si on touche du crédit d'impôt recherche, c'est parce que l'on fait des dépenses d'innovation. Mettre ce sujet sur la table me paraîtrait donc incompréhensible.

**Les chefs d'entreprise ont « fait le job » - en tout cas à la mesure de leurs moyens financiers - pour soutenir le pouvoir d'achat**

*Geoffroy Roux de Bézieux*

**Que répondez-vous à ceux qui affirment que les entreprises ne font pas assez d'efforts sur les salaires pour soutenir le pouvoir d'achat?**

**Je leur réponds que le salaire moyen par tête a augmenté de 5,8 %, quand l'inflation est à 5,9 %.** Et que les entreprises ont joué le jeu, surtout sur les bas salaires. Si l'on peut toujours faire mieux - nous avons bien conscience que l'inflation alimentaire est au plus haut -, **je dis aujourd'hui que les chefs d'entreprise ont «fait le job» - en tout cas à la mesure de leurs moyens financiers - pour soutenir le pouvoir, tout en évitant de dégrader trop dangereusement leurs marges et de tomber dans une spirale inflationniste.**

**La relation des Français au travail a évolué avec la crise du Covid. Les entreprises sont-elles parvenues à s'adapter et à se réorganiser?**

Plusieurs phénomènes se télescopent, notamment parce que, **pour des questions de croissance et de démographie, le rapport de force entre employeur et salarié s'est inversé.** Mais je ne crois pas pour autant à la «grande démission»! Le juge de paix, c'est que **de plus en plus de Français travaillent: il y a 1,5 million de salariés de plus qu'il y a cinq ans.** Les chefs d'entreprise se sont adaptés, en témoignent les nombreux accords signés sur le télétravail. Ce qui est vrai, c'est **qu'il y a un problème pour ceux dont les emplois ne sont pas «télétravaillables».** **Mais je ne crois pas que la semaine de quatre jours soit une solution. Cela crée plutôt le risque d'augmenter le stress au travail.** La tendance de fond, qui avait débuté avant le Covid d'ailleurs, est surtout la demande de sens dans le travail, l'attente d'un **management moins vertical, moins paternaliste.** Heureusement, il n'y a pas plus adaptable qu'une entreprise. C'est probablement la raison pour laquelle nos entreprises n'ont jamais eu une si bonne image.



## **Le rapport de France Stratégie chiffre à 60 milliards d'euros par an le coût de la transition énergétique, dont une part importante portée par les entreprises. Est-ce possible?**

Ce que je retiens d'abord de ce rapport, c'est **qu'il existe un consensus large sur la possibilité de concilier croissance et transition écologique. Ce qui est une bonne nouvelle pour nous, qui considérons que la décroissance n'est pas une option.** Mais si nous sommes d'accord sur ce diagnostic, nous ne le sommes pas sur les solutions. **Le rapport considère que l'État doit jouer un rôle plus important que l'innovation: c'est un contresens! De plus, nous ne pensons pas qu'il faille financer cet effort par l'endettement ou l'impôt. Au contraire, nous n'y parviendrons qu'en allégeant la fiscalité des entreprises afin de leur donner les moyens d'investir dans cette transition.** J'ajoute que les entreprises n'ont de toute façon pas d'autres choix que de se verdir, dans la mesure où cela devient une condition de financement. Et avec des règles de plus en plus nombreuses et contraignantes venues de Bruxelles, il est impératif de ne pas alourdir la législation française en la matière.

### **Et quid d'un ISF vert?**

**J'y suis fermement opposé.** Il suffit de voir les effets positifs de la suppression de l'ISF sur l'attractivité de la France, qui a notamment inversé l'exil fiscal. **Vouloir résoudre les problèmes par des taxes ne fonctionne pas. Ne retombons pas dans ces mauvais réflexes pavloviens.** À l'inverse, avoir réduit le taux d'impôt sur les sociétés se traduit aujourd'hui par davantage de recettes qu'en 2019, parce que son assiette a été élargie.

**L'Europe et le monde économique sortent de leur naïveté et c'est une bonne chose**

*Geoffroy Roux de Bézieux*

### **À quel point l'Europe doit-elle s'investir pour sa souveraineté?**

L'Europe et le monde économique sortent de leur naïveté et c'est une bonne chose: j'ai été un des premiers à le demander quand c'était moins à la mode. **Mais il ne faut pas non plus tomber du mauvais côté, qui consisterait à confondre souveraineté et protectionnisme.** On est en droit de s'inquiéter de la guerre de subventions que se mènent les États. *Face à l'IRA américain (plan de soutien américain au verdissement de l'industrie),* ou encore à la manière dont la Chine finance son secteur automobile, **il faut que l'Europe se positionne de manière équilibrée. Parce plus de subventions publiques, ça se traduit, à un moment ou à un autre, par des hausses d'impôts.**

### **Vous quitterez la présidence du Medef le 6 juillet. Quel bilan dressez-vous de ces cinq ans à la tête de l'organisation patronale?**

Il revient surtout aux adhérents de faire ce bilan. Mais je crois avoir contribué à redorer l'image des entreprises dans l'opinion. Je pense aussi laisser un mouvement soudé, qui ne souffre plus de polémiques internes. Et puis durant ce mandat, nous sommes parvenus à relancer le dialogue social, notamment grâce à l'instauration de l'agenda autonome qui a permis la signature de plusieurs accords, sur le télétravail, les accidents professionnels, le partage de la valeur, etc. Aujourd'hui, le président de la République et la première ministre laissent davantage la main aux partenaires sociaux pour négocier et c'est une bonne nouvelle. Attention, je ne dis pas qu'il faut le faire sur tous les sujets. La démocratie politique devait jouer son rôle sur la réforme des retraites, par exemple. Sinon, elle n'aurait jamais vu le jour... Enfin, nous ne pouvons que nous satisfaire que, depuis 2017, Emmanuel Macron et Bruno Le Maire aient mené une politique de l'offre, pro-entreprise. Ça a toujours été notre combat principal.

### **Des regrets?**

Les deux ans de Covid ont paralysé notre action, nous empêchant d'aller au bout de certains combats, comme celui sur l'inflation normative venue de Bruxelles. Rendre le Medef plus puissant à l'échelle européenne est donc l'un des défis qui attendra mon successeur ou ma «successeuse».

## Quel regard portez-vous sur la campagne pour votre succession, qui bat son plein, entre Patrick Martin et Dominique Carlac'h?

Je me réjouis de voir que ces deux candidats, qui faisaient partie de mon équipe, s'inscrivent dans la continuité de ce que nous avons porté ces cinq dernières années, tout en apportant des idées nouvelles. Aujourd'hui, la campagne se joue moins sur les idées que sur l'incarnation et la compétence. Et cette campagne montre que l'élection n'est en rien verrouillée, contrairement à certains propos entendus au début d'année. Au contraire, les règles ont été modifiées au début de mon mandat, pour élargir le corps électoral et mieux organiser le déroulement de la campagne.

**Même s'il y a des tensions, la vie en entreprise se porte mieux qu'on ne le croit et les Français sont majoritairement heureux au travail.**

*Geoffroy Roux de Bézieux*

## Quels sont vos projets pour la suite?

Je vais m'occuper davantage de mes affaires, que j'ai délaissées ces dernières années. **Le Medef, c'est un plein-temps bénévole!** Mais je garderai certainement du temps pour l'intérêt général, probablement plus tourné vers l'international.

## La société est fracturée. Quelle réponse lui apporter aujourd'hui?

**Je crois la société plus fracturée sur les chaînes d'information et les réseaux sociaux qu'elle ne l'est dans la réalité, notamment dans les entreprises.** Même s'il y a des tensions, la vie en entreprise se porte mieux qu'on ne le croit et **les Français sont majoritairement heureux au travail.** **Toutes les études le montrent.** Ce qui ne veut pas dire que l'on doive se satisfaire de la situation. Nous avons plus que jamais besoin de **retrouver un narratif, c'est-à-dire offrir une vision aux Français.** C'est le rôle des responsables politiques et c'est comme cela qu'ils retrouveront leur légitimité. Parce que dans un monde démocratique, la réussite économique est importante mais pas suffisante. **Il faut aussi redonner de la fierté aux peuples.**

29 mai 2023 (The Economist)

[Rome fell. Will the modern-day West follow suit? \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Great-power decline

## Rome fell. Will the modern-day West follow suit?

“Why Empires Fall” makes a diverting historical comparison, if not a wholly convincing one



May 25th 2023

**Why Empires Fall.** By John Rapley and Peter Heather. *Yale University Press*; 200 pages; \$27. Allen Lane; £20

Declinism is in fashion again. As relations between America and China worsen, studying the ends of earlier ages of hegemony becomes more popular. Books predicting the unstoppable rise of autocratic strongmen and the death of democracy proliferate. There is much talk of the [“Thucydides trap”](#): the inevitability of a clash between a rising power and an established one, as Athens challenged Sparta in the fifth century bc.

This provocative short book adapts this approach with a novel twist. It draws a comparison between the West in 1999, the zenith of its confidence, and Rome exactly 1,600 years earlier, in 399—just decades before the empire’s collapse.

The most interesting part of the story [concerns Rome](#). John Rapley, a political economist, and Peter Heather, a historian, dissent from the analysis familiar since Edward Gibbon of an empire in gradual decline almost from its inception under Augustus. Rome, they argue, was as strong as ever at the turn of the fifth century ad. An admittedly extensive and sometimes rickety empire was held together mainly by co-opting talented outsiders, devolving extensive power to strong commanders and doing deals with potential enemies. Yet within a decade Rome had pulled its legions out of Britain (the authors dub this withdrawal the first [Brexit](#)). Less than a century later, the last western emperor, Romulus Augustulus, was gone.

What went wrong? The book dwells on foreign forces that became ever harder to resist. At the empire’s weakening periphery, local bigwigs began throwing in their lot with [Goths](#), Ostrogoths, Visigoths, Huns, Vandals and the rest. The sister of one emperor even married a Visigoth leader (apparently voluntarily) and produced a son with serious imperial claims. As Gibbon laboured to explain 250 years ago, the eastern empire based in Constantinople continued for almost another millennium. But it, too, was weakening and steadily losing territory, initially through costly wars against Persia and later with the rise of Islam and the [Ottomans](#).

Over the centuries western Europe recovered, first under Charlemagne and later even more spectacularly when it spread its power (and its own empires) across most of the known world. The question the authors pose is whether, despite its apparent dominance as recently as the turn of the 21st

century, the West is now inexorably heading in the same direction as Rome in the fifth. They point to such issues as rising debt burdens, costly welfare states, depressed productivity growth, demographic decline and mass immigration. They see big challenges to the West from the growth of Asia, particularly China and India, and also from anti-Western powers such as Russia and the rise of Africa.

Yet the analogy with Rome's decline and fall is ultimately unconvincing. The rest of the world is certainly catching up with the West, both economically and demographically. China's economy may soon be bigger than America's. Europe accounted for a quarter of the global population in 1914, but has less than a tenth today. Immigration, especially from Africa and Latin America, is politically testing. Populism is on the march.

All the same, on a global scale it is hard to envisage a serious military rival to the clout of the United States and its European allies. Russia is revanchist [in Ukraine](#), but it is also in long-term decline. China is brittle and its growth is slowing sharply. India is politically rancorous. The West's grip on the best technology and research is firm. And though Europe's economic prospects may be cloudy, American productivity leaves most competitors in the dust.

Declinists like to cite George Bernard Shaw, whose dictum on the transience of great powers jokily invoked an English village: "Rome fell. Babylon fell. Hindhead's turn will come." It is tempting to think that way. But for now, at least, it is not obvious when, if ever, the West will follow suit.

29 mai 2023 (The Economist)

[As it spreads across the world, who owns English? \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Johnson

## As it spreads across the world, who owns English?

Or, for that matter, French or Portuguese?



May 25th 2023

What country does French belong to? The answer seems obvious: France, as it says on the label. But there are roughly four times as many speakers of French outside France as there are within it. Who does Portuguese belong to? You might now hesitate to blurt out “Portugal”, remembering that Brazil’s population is about 20 times bigger than Portugal’s. Maybe Portuguese [belongs jointly](#) to them both. But then 70m people live in African countries in which Portuguese is an official language. Perhaps it belongs to them, too.

The English can be under no illusion that the language of the same name is exclusively theirs. The small matters of the other nations in the British Isles, and of the superpower across the Atlantic, make clear that it is joint property. But these countries—along with Canada, Australia and other Anglophone peoples—must at some point come to terms with the fact that, even collectively, their language no longer belongs to them. Of the estimated billion people who speak English, less than half live in those core English-speaking countries.

Every day, the proportion of English-speakers born outside the traditional Anglosphere grows. Perhaps 40% of people in the [European Union speak English](#), or about 180m—vastly more than the combined population of Britain, Canada, Australia and New Zealand. In India, calculations range from 60m to 200m. Most such estimates make it the second-biggest Anglophone country in the world.

English-speakers pride themselves on the [spread of the language](#), and often attribute that to an open, liberal-minded attitude whereby it has happily soaked up words from around the world. In the coming century, though, English will do more than borrow words. In these non-Anglophone countries, it is becoming not just a useful second language, but a native one. Already it is easy to find children in northern Europe who speak as though they come from Kansas, the product of childhoods immersed in subtitled films and television in English, along with music, gaming and YouTube.

Today, many learners still aim for an American or British standard. Textbooks instruct Indian English-speakers to avoid Indianisms such as “What is your good name?” for “What is your first name?”, or “I am working here for years” instead of “I have been working here for years.” A guide to avoiding [Europeanisms](#) has long circulated in European Union institutions, to keep French- or German-speakers from (for example) using “actual” to mean “current”, as it does in their languages.

Yet as hundreds of millions of new speakers make English their own, they are going to be less keen to sound British or American. A generation of post-colonial novelists has been mixing native words and phrasings into their English prose, without translation, italics or explanation. Academic movements such

as “English as a lingua franca” (elf) have been developing the ideology that speakers—no longer referred to as “non-native” but rather “multilingual”—should feel free to ignore British or American norms. Karen Bennett of Nova University in Lisbon says the university website has been translated using words common in southern European English—like “scientific” for “academic”, or “rector” for “vice-chancellor”. The appropriate local dialect is not British or American but elf.

Given enough time, new generations of native speakers contribute not just words but their own grammar to the language they learn—from older speakers’ point of view, distorting it in the process. “I am working here for years” is a mistake today, but it is not hard to imagine it becoming standard in the future in culturally confident Anglophone Indian circles.

If this disturbs you, remember that this column is written in a mangled version of Anglo-Saxon, learned badly by waves of Celts, Vikings, Normans and others until it became an unrecognisably different tongue. And take comfort in the fact that such changes usually happen too slowly to affect comprehension in a single lifetime. Written language is less volatile than the spoken kind and exerts a stabilising force.

But if language is [always evolving](#) (true to the point of cliché), the adaptations are even more profound when they come as a result of new speakers hailing from different linguistic worlds. No language has ever reached more speakers than English. It is hard to predict how they will change it, but easy to rule out the notion that they will not change it at all. In the end, it will be theirs too.

29 mai 2023 (The Economist)

[China's cancel culture is nationalist, not woke \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Dog's dinner

## China's cancel culture is nationalist, not woke

One comedian finds himself unwittingly on the end of it



May 25th 2023 | BEIJING

Dog jokes are usually fairly inoffensive. The audience laughed when Li Haoshi, a Beijing-based comedian, wisecracked at a show on May 13th about seeing his two dogs chasing a squirrel. The dogs' zeal, he said, reminded him of military slogans associated with the People's Liberation Army (pla): "Forge exemplary conduct! Fight to win!" The slogans have become something of a motto for the armed forces (and are also favourites of President Xi Jinping). The incident may have ended Mr Li's career.

His joke was recorded and posted on Weibo, a social-media platform. Nationalists claimed he was comparing the pla to dogs. Outrage built. Hashtags about the joke received over a billion views. Within days Beijing's police had started an investigation. They have not said what Mr Li will be charged with, but he has already been banned from performing. The media company he worked for was fined \$2m for "wantonly slandering the glorious image of the pla". Its line-up of shows was cancelled.

Since the incident, several other events have also been called off with little explanation. On May 20th, an open-air concert in Beijing (aptly named "What the Folkstival") was about to begin when police arrived to shut it down. A Japanese band's concert in the southern city of Guangzhou was also cancelled.

The uproar around Mr Li's joke sounds absurd. But it is just the latest example of a toxic loop between China's angry nationalists and its paranoid authorities. Someone unwittingly insults China. Bloggers denounce the mistake. State-run media weigh in to attack the offender. Authorities punish them. Tougher standards are set for what is [politically acceptable](#), squeezing China's already cramped space for self-expression.

Several well-known figures have fallen victim to this cycle in recent years. In 2022 Luo Changping, a former investigative reporter, was sentenced to seven months in jail for insulting "heroes and martyrs". He had used a pun on social media to suggest that Chinese soldiers who fought in the Korean war were stupid. The year before, Zhang Zhehan, an actor, was purged from China's film industry after a photo emerged of him standing outside the Yasukuni shrine in Tokyo, where war criminals involved with Japan's invasion of China are commemorated. Mr Zhang said he was just there to see cherry blossoms.

The chilling effect is particularly visible in the entertainment industry. Comedians urge audience members not to record their shows. Performing abroad is not safe either. Wang Yuechi, a comedian who toured North America this year, has been deleted from Chinese social-media platforms because of politically sensitive material in his shows there. Wary venues ask performers to submit their jokes or songs in advance for approval. Industry associations urge actors and musicians to be more patriotic.

In response, performers self-censor and pledge to spread “positive energy”. But the government still keeps a close eye. One Shanghai district sends volunteers to theatres. They are trained in “political awareness” and must report anything untoward. One described how she follows the approved version of a play’s script on her mobile phone to be sure actors are sticking to their lines. “I can’t relax, for fear of missing something,” she told state media. The stress is worth it, though, she says. “We’re doing our little bit to build Shanghai into the performing-arts capital of Asia.”

If people think things are going too far, it is hard for them to say so. Hu Xijin, a well-known nationalist commentator, denounced Mr Li’s dog joke, but said he should be given another chance. Mr Hu was scolded for being too soft. One woman in the coastal city of Dalian was bold enough to defend Mr Li on social media. She was detained by police.



29 mai 2023 (The Economist)

[Europe has shaken off Putin's gas embargo \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Charlemagne

## Europe has shaken off Putin's gas embargo

Now it needs to think about how to deal with China



May 25th 2023

Weapons come in all shapes and sizes, from the Javelins that blow up Russian tanks to the f-16s Ukrainian aces may soon be flying. As his invasion of Ukraine got bogged down last year, Vladimir Putin, Russia's president, reached for a weapon few imagined he would dare to wield: the throttling of deliveries from Russia's vast gasfields to its main customers in Europe. Particularly for Germany and other countries that had piped the stuff straight into their homes and factories, doom-mongers predicted dire consequences—think double-digit falls in gdp, surging unemployment, not to mention freezing households. Yet Mr Putin's weapon of mass economic destruction has turned out to be a dud. The crisis has all but passed, and far less harm came of it than expected. Once they are done breathing a sigh of relief, policymakers should reflect on what this means as they ponder their next geopolitical challenge: how to “de-risk” the continent's trade with China. If Putin's super-weapon fizzled, how much should Europe pay to rid itself of dependence on China for its imports of everything from rare earths to mobile phones?

In retrospect, the dependence built up by dozy policymakers and short-sighted businesses on Russian gas was reckless: gas accounted for a quarter of energy consumption in Europe, and Russia made up a third of that. Yet the impact of the Kremlin turning off the tap (not entirely, as some Russian gas is still being piped west through Turkey and Ukraine, of all places) fell well short of the “gastastrophe” feared by some. Prices for natural gas in Europe have tumbled from over €300 (\$324) per megawatt hour last summer to €30 in recent days. That is high, but back within the normal historical range. Even if prices jump once thermostats are cranked back up come winter, few expect them to spike very much.

How has Europe gone from running out of gas to wondering where it will store the stuff? Benjamin Moll, Georg Zachmann and Moritz Schularick, three economists, recently compared the doom-mongers' vision with reality in Germany. Far from falling into an abyss, Europe's largest economy suffered only the mildest of technical recessions. Some have put this down to luck, notably a mild winter in much of Europe reducing the demand for heating. In fact, the economists find, the weather was in line with recent years. If anything, other factors compounded the effect of missing Russian gas. French nuclear plants turned out to need unexpected maintenance at the worst possible time, for example.

Rather, millions of firms and people in Europe have turned out to be unwitting heroes of making do. “Market economies have a tremendous ability to adapt to changing circumstances,” says Mr Moll, a professor at the London School of Economics. Households turned down the heating, at least in countries

where politicians did not cap energy prices in a bid to placate voters. Factories once dependent on gas found ways to switch to other fuels. The most power-hungry bits of industry, such as those producing paper, cement, aluminium and some chemicals, were sometimes shuttered. Instead, those products were imported: effectively, an alternative way to bring energy to Europe's shores.

The supply of energy also adapted. New piped gas was found, from Norway, Algeria or Azerbaijan. Given sky-high prices, ships laden with liquefied natural gas (lng) flocked in. The installation of a new facility to unload such boats was thought to need years, yet Germany pulled it off in ten months. Mothballed coal-fired plants were revived, and renewables installed. Countries far and wide contributed to Europe's energy pivot, too. It can be difficult for a factory in Spain to make do without gas, say. But a utility in Vietnam or China (where demand was muted by covid-19 lockdowns) might have more options, and its cargoes of lng could be diverted to Europe. The effects can be brutal: Pakistan faced power shortages as its utilities could not outbid gas-starved Europeans.

## **From Nord Stream to No Stream**

Europe will not soon come to depend on Russian gas again—not least because the Nord Stream pipeline that brought lots of it was blown up by an unknown party in September. But the episode has spooked politicians into thinking about which other nefarious powers might one day hold them to ransom. Prompted in no small part by America, Europe wants to ensure it is not beholden to China. What good is defusing the Russian gas weapon if it is replaced with a similar dependence on Chinese solar panels?

One coping mechanism is to replace imports with stuff made in Europe. This idea, popular with trade sceptics in France, gained ground during the pandemic, when the eu ran short of facemasks and paracetamol. Voters were promised that production would be “reshored”. Thus mask factories popped up in France (now gathering dust); a paracetamol plant is in the offing, backed by millions in state aid. The Russian gas imbroglio has increased the list of products statisticians think Europe should make at home. Targets have been set, Soviet-style, for various sectors. The largesse for microchip and battery plants can already be counted in billions.

The other approach is to keep buying from abroad, but diversify. Businesses that would herd to a single country's suppliers, often Chinese ones, can be nudged to new shores. Under the impetus of more liberal (ie, less French) forces in Brussels, this is being mooted: public tenders for renewables projects, for example, will be penalised if products are sourced from a country that supplies more than 65% of the eu market. That will induce firms to look beyond the usual Chinese factories. Because the effect is gradual and harnesses market forces, it will be far less costly.

The Russian gas embargo that failed is a useful reminder that economies are more adaptable than politicians think. But recession was averted in part thanks to expensive bungs from government. All the more reason for the right lessons to be learned. It pays to think where your stuff comes from. But some ways of de-risking are smarter than others.

29 mai 2023 (The Economist)

[Women take over France's powerful trade unions \(economist.com\)](https://www.economist.com)

French unions

## Women take over France's powerful trade unions

Amid speculation that a departing (male) leader could go into politics



May 25th 2023 | PARIS

In many respects, this has been a dreadful year for French trade unionism. A four-month struggle against pension reform has come to little. New rules that raise the retirement age from 62 years to 64 have been forced through parliament, without a direct vote, and written into law. Yet France's unions are upbeat. Why?

One reason is that all eight French unions have stuck together throughout. Another is that the public-sector workers who usually fill the streets have been joined by young people and private-sector employees. Only 10.8% of French workers belong to a union, compared with 23.5% in Britain and 16.3% in Germany. But French unions derive their strength from their ability to pack protest rallies, as well as the strong statutory role they enjoy within firms.

The most arresting reason involves a change of leadership. In March, for the first time in its 128-year history, the *cgt*, a union with links to the Communist Party, elected a female leader, Sophie Binet. Aged 41, the one-time student unionist is as relaxed in a television studio as she is behind a megaphone. She also has a knack for the one-liner. In April she mocked an address by President Emmanuel Macron, designed to calm matters after rioting and saucepan-banging protests, by suggesting that it "could have been written by Chatgpt".

Green, feminist and from a white-collar union branch, Ms Binet has her hands full dealing with what has traditionally been a muscular union centred on heavy industry. But this is also what makes her an interesting pick. Ms Binet thinks she can still get the government to shelve the new pension rules. A poll suggests that 60% of the French want the protests to continue. Unions have called a 14th one-day strike for June 6th. The opposition is trying to get parliament to annul the new pension age.

The feminisation of the labour movement is also under way at the *cfdt*, France's biggest union. After ten years, Laurent Berger will stand down on June 21st and hand over to his deputy, Marylise Léon. In this case, though, it is the departing Mr Berger who is the source of speculation. The son of a shipbuilder and a familiar face at every protest march, he has earned credibility on the left for standing up to Mr Macron and holding the unions' alliance together. Paris swirls with rumours that he is considering a political future.

Asked by *The Economist*, Mr Berger insists he does not want to go into politics "if it's just about giving your name to put on a poster". Yet he is clearly thinking hard about how to create a political space

between the radicalised left and what he calls Mr Macron's "hyper-centre". Mr Berger has a new book out about the politics of work. The French left, he says, needs to move on from the idea that "work is misery, alienation, exploitation" and think about how to make it fairer, and more valued.

If Mr Berger does go into politics, he could be a formidable challenger to any centrist successor to Mr Macron. The union leader deplores the way the president imposed pension reform, outrage that taps into a strong popular feeling. Yet he is thoughtful about how work culture needs to change. Mr Berger plans to take some time out to think about the left's future, as well as his own. "Am I going to disappear?" he asks. "Evidently not."

29 mai 2023 (The Economist)

[Recep Tayyip Erdogan is re-elected as Turkey's president \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Five more years

## Recep Tayyip Erdogan is re-elected as Turkey's president

The best chance in a decade to repair its democracy is lost



May 28th 2023 | ISTANBUL

As in many elections before, rumours of Recep Tayyip Erdogan's political demise turned out to be vastly exaggerated. With nearly all the ballot boxes opened in the [second round](#) of Turkey's presidential elections on May 28th, Turkey's leader had earned 52.1% of the vote, enough to claim victory. His challenger, Kemal Kilicdaroglu, had 47.9%. Mr Erdogan, who has already ruled Turkey for 20 years, first as prime minister and then as president, will now be able to do so for another five, and perhaps more.

Speaking to supporters from the top of a campaign bus parked near the Camlica Mosque in Uskudar, a district of Istanbul, Mr Erdogan sounded a few notes of unity, before reverting to form. "The only winner today is Turkey," he proclaimed. Minutes later, he called the opposition [lgbt sympathisers](#). "For us, family is holy," he said. He remained in campaign mode, looking ahead to Turkey's local elections, scheduled for March of next year. "There is no stopping," he said.

Turkey's opposition had the best shot in a generation of unseating Mr Erdogan. Six opposition parties had settled on a comprehensive reform programme, and on a presidential candidate. The economy had been, and continues to be, [ravaged by inflation](#) that topped 86% last year, largely the result of a bizarre monetary policy that saw low interest rates as the way to bring down consumer prices. A [pair of earthquakes](#), abetted by shoddy building methods, corruption and a botched emergency response, killed 50,000 people and covered an area the size of Bulgaria with rubble.

But that was not enough. Using the same playbook that has helped him win [election after election](#), Turkey's strongman won again by fanning the flames of Turkey's culture wars and depicting the opposition as a threat to Turkish culture and national security. He used the backing Mr Kilicdaroglu received from the country's main Kurdish party to accuse his opponent of teaming up with the [Kurdistan Workers' Party](#) (pkk), an armed separatist group. A few days before the vote, Mr Erdogan casually acknowledged that a video purporting to show pkk fighters singing Mr Kilicdaroglu's campaign song, which he aired at one of his mass rallies, had in fact been a fake.

Media bias helped too. Private news channels, mostly run by businessmen beholden to Mr Erdogan, and the state media, which has become an arm of his government, offered the president limitless air-time, refusing to challenge his unfounded claims when he was in front of the cameras and regurgitating them when he was not.

Mr Kilicdaroglu appeared mostly on social media, and on a handful of channels close to the opposition. His late attempts to win over the hard right, by promising to send millions of refugees based in Turkey back home and ruling out peace talks with the pkk, did not go according to plan. The nationalist candidate

Sinan Ogan, who won 5.2% in the first round, endorsed Mr Erdogan in the second. Many of his voters appeared to do the same. Mr Erdogan's margin of victory, of some 2.3m votes, was only slightly lower than his lead of 2.5m in the first round.

A chance to [repair Turkey's democracy](#) and its economy has been lost. The opposition had promised to reverse Mr Erdogan's creation of a powerful executive presidency, a blueprint for one-man rule; to release at least some of Turkey's political prisoners; and hand power back to nominally independent state institutions, starting with the central bank, and to parliament. Mr Erdogan now retains a free hand to rule as he pleases, using the unchecked powers he has accumulated to keep the courts, the central bank, and his own party in line.

Soon, instead of poll numbers and election results, Turks will have to start watching the exchange rate. To help Mr Erdogan's chances in the elections, the central bank has been selling billions of dollars in foreign reserves every week, so as to prevent a run on Turkey's currency, the lira, and keep inflation from spiralling out of control. The result is a currency that is overvalued, despite having lost 80% of its value against the dollar over the past five years.

But problems are mounting. The central bank's net foreign reserves are now in negative territory for the first time since 2002. Including swaps with local lenders and foreign countries, net reserves are estimated to be over \$70bn in the red. Signs of stress are already visible. The lira has fallen by 2% since the first round of the presidential elections, dipping to a record low of 20 to the dollar. Unless Mr Erdogan reverses course and decides to raise interest rates, the currency will plunge as soon as the central bank runs out of ways to defend it.

Mr Erdogan has suggested this will be his last term. That does not necessarily have to be true. According to constitutional amendments that Mr Erdogan pushed through in 2017, a president in his second term can run for a third if parliament calls a snap election before the end of his mandate. Since Mr Erdogan's coalition has 323 out of 600 seats in the assembly, this could easily be made to happen. Assuming his health holds up, Mr Erdogan, who is 69, could remain in power well into the 2030s.

29 mai 2023 (Le Point)

[Jean Peyrelevade : « La France aurait pu devenir le Venezuela » \(lepoint.fr\)](#)

## Jean Peyrelevade : « La France aurait pu devenir le Venezuela »

L'ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon dénonce dans un essai la folie de la « pensée magique économique », de Mitterrand à Macron. Percutant.

Propos recueillis par [François Miguet](#)

Publié le 18/05/2023 à 12h01



**D**iplômé de Polytechnique, où il a longtemps enseigné l'économie, ancien directeur adjoint du cabinet de [Pierre Mauroy](#) sous le premier septennat de [François Mitterrand](#) puis banquier, [Jean Peyrelevade](#) a atteint l'âge (83 ans) auquel on ne retient plus ses coups. Son dernier livre\*, à la fois docte et fluide, est un objet hybride passionnant. Mi-Mémoires, mi-vade-mecum pour sortir notre pays de sa torpeur. [Jacques Attali](#), [Laurent Fabius](#), [Jean-Pierre Chevènement](#) et, bien sûr, [François Mitterrand...](#) les principales figures tutélaires de la gauche de gouvernement en prennent pour leur grade. L'ex- conseiller des puissants n'épargne pas non plus Emmanuel Macron. Le président le lira-t-il ?

**Le Point :** Vous commencez votre livre par un avertissement : « Tout laisse à penser qu'à un horizon assez court nous sommes exposés au risque d'un retour d'une forme autoritaire, voire dictatoriale, de l'exercice du pouvoir. » Pourquoi ?

**Jean Peyrelevade :** Malheureusement, quand on regarde l'histoire des réformes en France, on se rend compte que la plupart d'entre elles ont été réalisées en dehors du cadre démocratique. C'est-à-dire sous la Révolution, Napoléon I<sup>er</sup>, Napoléon III, ou à la Libération, avec le programme du Conseil national de la résistance. À deux exceptions près : les gouvernements de [Léon Blum](#) et de [Pierre Mauroy](#). Ces derniers ont d'ailleurs un point commun : [Blum a explicitement renoncé à son idéologie anticapitaliste](#) ; [Mauroy était un vrai social-démocrate, même s'il ne l'affichait pas](#). Certes, à droite, le président [Valéry Giscard d'Estaing](#) a essayé de régler un certain nombre de sujets, notamment sociétaux, mais il a fini par se faire trahir par ses alliés. [On voit donc que le bilan est mince. Cette impuissance historique de la démocratie française à fabriquer de la réforme m'inquiète. Et elle me conduit à penser que nous sommes à nouveau dans l'une de ces périodes, nombreuses dans notre histoire, qui précèdent l'arrivée au pouvoir d'un personnage providentiel, ce qui est rarement compatible avec le cadre démocratique.](#)

**Votre ouvrage raconte notamment votre passage à Matignon, sous Pierre Mauroy. En résumé, c'est l'arrivée d'un homme des chiffres dans la jungle des utopistes...**

[À l'époque, la gauche était sous l'emprise d'une idéologie radicalisée et anticapitaliste. Au congrès de Metz, en 1979, les modérés, Pierre Mauroy et Michel Rocard, s'étaient fait balayer. Ce contexte explique le programme économique complètement déconnecté de François Mitterrand.](#) Il consistait à faire de la relance keynésienne par la consommation au moment même où le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Paul Volcker, lançait la remontée des taux d'intérêt pour

lutter contre l'inflation mondiale. **La recette parfaite pour aller droit dans le mur. À cette époque-là, je cesse de militer et m'éloigne du Parti socialiste.** Mais quand Pierre Mauroy, devenu le Premier ministre de François Mitterrand après l'élection présidentielle de 1981, m'appelle pour me proposer de le rejoindre à Matignon comme directeur adjoint de son cabinet et conseiller économique, j'ai une telle relation de confiance avec lui que j'accepte.



**Complicité.** Jean Peyrelevade, Richard Gardel, Jérôme Clément et Pierre Mauroy au Sénat, en 1982.

**En quoi Pierre Mauroy était-il différent des autres socialistes ?**

C'était un homme sérieux, attaché au principe de réalité. Dès la dévaluation du franc d'octobre 1981, soit six mois après l'entrée en fonction du président Mitterrand, il sait que le retour à l'équilibre économique est nécessaire. Pour lui, c'est la condition indispensable pour installer la gauche durablement au pouvoir. **Il dit alors à François Mitterrand : « Monsieur le Président, si vous ne faites pas le tournant de la rigueur, vous allez terminer votre mandat sous les tomates. »** Et, alors que sa pensée économique est tout à fait minoritaire, voire clandestine, chez les socialistes, **il impose le retour au sérieux. Les opposants étaient nombreux dans nos rangs. Notamment Jean-Pierre Chevènement, qui a ensuite accusé Mauroy de trahison dans ses Mémoires.** On nous a reproché d'avoir fait passer le pays du bonheur à l'austérité. On nous a fait **des procès en « complicité avec le capitalisme ».** Or, ce virage était nécessaire. Il faut se rendre compte de l'ambiance de l'époque. En mars 1983, Mitterrand dit ceci à Mauroy : **« Je vous garde comme Premier ministre, mais on sort du Serpent monétaire européen (SME). »** Ce à quoi Mauroy lui répond cette phrase formidable pour un non-économiste : **« Je ne sais pas conduire sur verglas. » Si Mauroy avait obtempéré à cette demande du président, la France aurait eu une monnaie flottante, et probablement un destin semblable à celui du Venezuela ou de l'Argentine. C'est-à-dire un défaut monétaire, suivi d'un déclassement économique et d'une marginalisation sur la scène internationale.** Mitterrand n'aurait certainement pas fait deux mandats. Et nous aurions été dans l'impossibilité de créer l'euro.

**Pierre Mauroy est celui qui a abaissé l'âge de départ à la retraite de 65 à 60 ans. Une mesure généreuse en principe, mais aux lourdes conséquences économiques. À l'époque, vous y étiez opposé. Avez-vous échoué à le convaincre ?**

C'est la seule faute économique que je m'attribue. Il faut préciser que la situation démographique était bien différente : on ne voyait pas de problème à court ou à moyen terme à passer cette réforme. **Le problème était à long terme, et je n'étais pas assez expert du sujet pour élaborer un argumentaire convaincant. Jacques Delors, alors ministre de l'Économie et des Finances, avait, lui aussi, ses doutes.** Mais, de toute façon, nous étions minoritaires. **A posteriori, il est clair que le passage à 60 ans a été une erreur. Ce que nous aurions dû faire, c'est raisonner non pas en âge de départ mais en nombre d'annuités, ce qui est plus facile à modifier dans le temps et plus souple pour**



**les Français.** On a d'ailleurs vu que la réforme portée par Marisol Touraine est passée bien plus facilement que celle d'Élisabeth Borne.

**À vous lire, on comprend que François Mitterrand n'entendait rien à l'économie...**

**François Mitterrand n'avait aucune culture économique. Et il était entouré d'opportunistes et d'incompétents aux opinions multiples.** Jacques Attali, alors conseiller spécial du chef de l'État, passait son temps à dire que la croissance économique mondiale allait revenir très vite et que les autres pays allaient suivre la politique française. Or, rien n'était plus faux ! Je me rappelle aussi le ministre délégué au Budget, **Laurent Fabius, qui a milité jusqu'à la dernière minute pour la sortie du SME.** Il y avait en outre les « **conseillers du soir** » du président, tous nuls en macroéconomie, comme l'industriel Jean Riboud, l'homme de presse Jean-Jacques Servan-Schreiber ou encore le financier **Lucien Pfeiffer.** Certains disaient : « **Nul besoin de rétablir la balance commerciale !** » D'autres affirmaient : « **Il suffit d'interdire les importations !** » **Il faut enfin mentionner les fanatiques de l'endettement, dont faisaient partie Jean-Pierre Chevènement mais aussi, ce qui peut sembler plus surprenant, Michel Rocard.** Ce dernier nous poussait à dévaluer le franc et à continuer, en même temps, la relance keynésienne, alors que nous étions dans un moment où l'inflation était gigantesque. En somme, il nous conseillait de mettre de l'huile sur le feu. **Enfin, c'est Pierre Mauroy qui a sauvé le pays de toutes ces folies. Avec pour unique allié au gouvernement Jacques Delors. Les autres étaient tous dans la pensée magique économique.** Le paradoxe étant que les socialistes l'étaient plus encore que les quatre ministres communistes, car ces derniers avaient quand même des liens avec le monde du travail, et en particulier l'industrie.

**Ce déni de réalité économique reste-t-il d'actualité ?**

**Bien sûr. On entend le même type de discours fantaisiste aujourd'hui dans les rangs de la Nupes.** De fait, à gauche, le déni est revenu deux ans à peine après le tournant de la rigueur. Et, depuis, il n'a fait que s'accroître, avec en outre une droite silencieuse et perdue. **Le problème, c'est que la situation économique actuelle de la France est bien plus sombre que celle que nous avons eu à redresser il y a quarante ans. Notre pays est aux prises avec un déséquilibre budgétaire structurel et profond, alors même qu'il a devant lui un défi climatique immense à relever.**

**La part de la France dans les exportations de marchandises est passée de 5,1 % à 2,7 % depuis 2000, notre dette se situe autour de 3 000 milliards d'euros, ce qui nous classe parmi les mauvais élèves en Europe. Enfin, notre pression fiscale, à 45 % de la richesse nationale, est la deuxième plus forte du continent, malgré des services publics peu performants...**

C'est exact. Et je voudrais ajouter deux autres points. **En premier lieu, l'État français est débiteur net vis-à-vis de l'étranger.** Autrement dit, nous avons plus de dettes que de créances vis-à-vis de l'étranger. Cela pose un problème de souveraineté. En second lieu, nous sommes, de tous les pays de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), celui **qui a le plus externalisé sa production (62 %).** Cela veut dire que nos entreprises françaises préfèrent réaliser leurs investissements à l'international plutôt que sur notre sol. On n'en parle quasi jamais. Pourtant, c'est très préoccupant.

**Comment expliquez-vous ces délocalisations ?**

D'abord, on a détruit notre appareil productif, en le surtaxant par rapport à ses concurrents étrangers (impôts de production, cotisations sociales, etc.) : **les prélèvements sociaux seuls pèsent pour 10 % du produit intérieur brut (PIB), contre de 7 à 8 % pour la moyenne européenne.** Ensuite, il y a le problème de la relation au travail. Par comparaison, les Français sont paresseux. Ils travaillent moins que les autres, et ils sont nombreux à penser que le travail est un enfer. Cela plaide pour un changement du mode de fonctionnement du dialogue social en entreprise, avec moins de verticalité. Mais ce sera difficile, car on a fabriqué un conflit artificiel « capital contre

travail », qui est lié à la radicalité de la gauche française et au mauvais comportement historique de la grande bourgeoisie du pays. Cette vision des choses est un fléau auquel il faut mettre fin.

**Que pensez-vous de l'action d'Emmanuel Macron en la matière ?**

**Emmanuel Macron n'a aucune vision de long terme.** Pour lui, la politique, c'est la prise du pouvoir. Mais pour faire quoi ? Ça n'a pas l'air d'avoir beaucoup d'importance à ses yeux. Il semble résoudre les problèmes uniquement quand ils se présentent à lui, sans vision longue. **Chez lui, la parole paraît remplacer l'action. Il parle beaucoup, mais se soucie peu de déterminer un plan clair, et encore moins de veiller à son exécution.** Or, tout dirigeant doit d'abord avoir une vision longue, et définir ensuite clairement les moyens de la déployer. **À part la réforme du chômage et de l'apprentissage, je ne vois pas quelle mesure il faudrait mettre à son crédit. Six ans pour faire une mauvaise réforme des retraites, il fallait le faire !** D'autant que celle qui vient d'être adoptée ne suffira pas à équilibrer le système. On devra y revenir.

**Vous écrivez : « Le pouvoir politique se vante de plus en plus bruyamment de l'attractivité de la France alors que nos entreprises, beaucoup plus qu'ailleurs, la fuient. » Vous soutenez aussi que notre pays masque sciemment la réalité de ses chiffres aux Français comme aux investisseurs. On nous ment ?**

**Oui, la France ment sur la réalité de ses chiffres. J'ai commencé à dénoncer la désindustrialisation française dès 2005. On la voyait très bien dans les données. Pourtant, personne n'en parlait. Aujourd'hui, aucun ministre ne parle du déficit de la balance commerciale. Tous les mauvais chiffres sont masqués aux Français. Avez-vous entendu le chef de l'État dire qu'il va falloir investir deux ou trois points de PIB de plus par an pour régler la question du réchauffement climatique ? Non.** Pourtant tous les économistes spécialistes du sujet le savent. Et tous les conseillers de Bercy aussi. Qui le dit aujourd'hui dans l'espace politique ? Personne. **Autre exemple : le gouvernement vient d'indiquer à la Commission européenne, dans un document qui l'engage, qu'il fera seulement +0,6 % de dépenses publiques en moyenne d'ici à 2027. Or, tout le monde sait qu'il n'y parviendra pas.**

**À vous entendre, il faut que le gouvernement s'attelle au désendettement s'il veut pouvoir répondre à la question climatique. Mais le Parlement comme la population semblent rétifs à tout retour au sérieux budgétaire. Comment procéder ?**

Le gouvernement a barré tous les sujets qui pourraient rétablir l'équilibre : le premier est la relation des Français au travail. **Si nous avons le même taux d'emploi que les Allemands, nous serions en excédent budgétaire. Qui s'en occupe ? Personne, semble-t-il.** Deuxième sujet : les impôts. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, affirme qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts, après en avoir baissé, parfois inutilement. Donc cela veut dire un rétablissement des équilibres par la diminution de la dépense publique puisque l'on sait que la croissance ne sera pas suffisante. Je suis curieux : dans quoi coupe-t-on ? **Pour le moment, le gouvernement n'apporte aucune réponse convaincante. Bruno Le Maire, décidément, préfère la fiction à la réalité.**

29 mai 2023 (Le Point)

[L'économie française à l'arrêt \(lepoint.fr\)](https://lepoint.fr)

## L'économie française à l'arrêt

ÉDITO. La stagflation menace notre pays, plombé par la dette. Seul un retour de la croissance, indispensable, saurait aboutir au plein-emploi.

Par [Nicolas Baverez](#)



Emmanuel Macron à Dunkerque pour l'implantation d'une usine de batteries par le taïwanais ProLogium.© PASCAL ROSSIGNOL / POOL / AFP

Publié le 29/05/2023 à 06h30

**Sous l'éloge de la résilience de notre économie**, dont l'activité a progressé de 0,2 % au premier trimestre, de la célébration de son attractivité lors du sommet de Versailles autour des 13 milliards d'investissements étrangers, des records du CAC 40 grâce aux géants du luxe, de la mise en scène du retour au plein-emploi pour 2027, pointe l'entrée de la France dans la stagflation.

**Loin d'être protégée, notre économie se trouve rattrapée par l'enchaînement des crises et freine brutalement. En 2023, la croissance plafonnera à 0,3 %. L'inflation atteindra 5,5 %. Le chômage repartira à la hausse pour toucher 8 % de la population active à la fin de l'année**, notamment en raison des destructions d'emplois liées aux faillites – en hausse de 45 % au premier trimestre. **Le déficit public et celui de la balance commerciale dépasseront 5 % du PIB.**

**Le ralentissement découle tout d'abord de la panne de tous les moteurs de l'activité.** La consommation des ménages reculera de 1,3 % en raison de la baisse de 0,4 % du pouvoir d'achat et de l'effondrement de la confiance. Les entreprises, dont les marges sont laminées par la hausse des charges, n'auront d'autre choix que de couper dans leurs investissements et leurs effectifs, à l'exception des filières du luxe, de l'aéronautique et de l'armement. **La hausse des taux d'intérêt pèsera de plus en plus fortement, notamment sur le secteur de l'immobilier**, qui connaît un krach larvé touchant simultanément les marchés du résidentiel, du commercial et du bureau – en chute de 34 % –, comme sur le secteur bancaire.

**Par ailleurs, l'environnement international continuera à se durcir** sous l'effet des tensions géopolitiques qui font éclater la mondialisation en blocs et provoquent le retournement des échanges mondiaux. Dans le même temps, nos entreprises sont prises en tenaille par leurs concurrentes américaines, dopées par l'IRA, chinoises, de retour sur les marchés mondiaux à grand renfort de dumping pour contourner l'atonie de la demande intérieure, et allemandes, qui se réorientent vers le grand marché à la suite de la fermeture des Brics.

### Permanence des chocs

La situation est d'autant plus préoccupante que le trou d'air de l'économie française n'est pas temporaire mais durable. **Les chocs ne sont en effet pas une exception mais un régime permanent** : il est donc vain de tableur sur un retour vers la mondialisation et la société ouverte qui dominèrent les premières années du XXI<sup>e</sup> siècle. **Surtout, la stagnation de l'activité renvoie aux maux structurels de notre système économique et social** : le ralentissement et le vieillissement démographiques ; le décrochage à long terme de la productivité en raison de l'affaiblissement du capital humain et de la recherche ; la désindustrialisation et le déclasserment de l'offre

française ; l'effondrement des services publics de l'éducation, de la santé, des transports, de la police et de la justice ; le surendettement public et privé ; la paupérisation de la population ; l'ensauvagement de la société ; l'impuissance de l'État et le dérèglement des institutions.

**La chute de la croissance** rend caduques les promesses de retour au plein-emploi, de passage du déficit public sous le seuil de 3 % ou de diminution de la dette à l'horizon 2027. Elle acte **l'insoutenabilité du modèle de décroissance à crédit, fondé sur l'éviction de la production par la consommation, financée par la dette et soutenue par les importations à bas coût au détriment de l'emploi.** Elle ne permet pas le financement des services publics et de l'État-providence qui absorbent 58 % du PIB, pas plus que des investissements requis pour la transition climatique, la souveraineté et la sécurité de la nation. **Elle approfondit la paupérisation des classes moyennes, alimentant le populisme.** Elle rend inéluctable un choc financier sur notre pays, plombé par une dette de 3 000 milliards d'euros dont la charge dépassera 70 milliards en 2027.

L'enfermement de l'économie française dans la stagflation témoigne de **l'échec de la politique économique conduite par Emmanuel Macron.** Face à la multiplication des crises, **il a endetté l'État de plus de 700 milliards d'euros non pour reconstituer une offre compétitive, pour moderniser l'État et pour renforcer la résilience de la nation mais pour distribuer du pouvoir d'achat fictif au nom du slogan « quoi qu'il en coûte ».** Des Gilets jaunes à la réforme des retraites en passant par la pandémie de Covid, **il a cherché à acheter la paix sociale en distribuant sans fin des chèques aux ménages.** Il a laissé se poursuivre, quand il ne l'a pas accéléré, le travail de sape des filières d'excellence française, de l'industrie nucléaire à l'agriculture en passant par la santé, l'automobile ou la construction. Il a enfermé les entreprises françaises, au nom d'une conception décroissante de l'écologie, dans un carcan réglementaire meurtrier pour l'activité et pour l'emploi.

### **La rente illusoire de la France**

**La croissance n'est pas une relique barbare de la société industrielle. Elle est la condition première du rétablissement du plein-emploi, de la pérennité de l'État-providence, de la stabilisation des classes moyennes et de la restauration de notre souveraineté. Mais elle doit être qualitative et non quantitative. Elle ne peut plus être fondée sur la hausse de la dette publique,** qui constitue aujourd'hui un frein à l'activité et non plus un moteur, un facteur de risque et non de stabilité. Le cumul des chocs sanitaire, énergétique, alimentaire, financier et stratégique constitue ainsi la dernière chance de **moderniser notre modèle économique en le réorientant vers la production, le travail et l'innovation.**

La France dispose encore de vrais atouts pour le faire, notamment **grâce au dynamisme d'une partie des entreprises qui contraste avec la déliquescence de l'État.** Mais le temps lui est compté en raison de la dégradation de sa situation financière. **Et, pour l'heure, ses dirigeants comme la majorité de ses citoyens préfèrent vivre à crédit d'une rente illusoire plutôt que d'affronter les réalités du XXI<sup>e</sup> siècle et de se mettre au travail pour reconquérir la maîtrise de leur destin.**

29 mai 2023 (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/le-monde-des-religions/article/2023/05/18/l-apotre-paul-un-conservateur-misogyne-et-antisemite-ce-proces-est-totalement-injuste\\_6173824\\_6038514.html](https://www.lemonde.fr/le-monde-des-religions/article/2023/05/18/l-apotre-paul-un-conservateur-misogyne-et-antisemite-ce-proces-est-totalement-injuste_6173824_6038514.html)

## L'apôtre Paul, un conservateur misogyne et antisémite ? « Ce procès est totalement injuste »

Paul de Tarse, ou saint Paul pour les catholiques, est parfois considéré comme le fondateur du christianisme. A l'occasion de la fête de l'Ascension, l'historien Daniel Marguerat revient sur cette figure controversée qui, après avoir persécuté la jeune communauté chrétienne, en est devenu le plus ardent défenseur.

Propos recueillis par [Cyprien Mycinski](#)

Publié le 18 mai 2023 à 06h00, modifié le 18 mai 2023 à 09h03

L'Ascension, qu'une partie des chrétiens célèbrent ce jeudi, marque l'élévation au ciel de Jésus et la dernière rencontre avec ses disciples après la Résurrection. D'après le Nouveau Testament, seul Paul de Tarse bénéficiera ensuite d'une dernière apparition du Christ, donnant ainsi l'impulsion à une activité missionnaire qui allait faire des émules tout autour de la Méditerranée.

Zoom sur ce personnage sans qui le christianisme n'aurait peut-être pas perduré, avec l'historien Daniel Marguerat, professeur honoraire de théologie protestante à l'université de Lausanne (Suisse) et auteur de *Paul de Tarse. L'enfant terrible du christianisme* (Seuil, 560 pages, 25 euros).

### **Dans les Actes des apôtres, récit du Nouveau Testament venant après les Evangiles, la première image que l'on a de Paul est celle d'un persécuteur des disciples de Jésus. Pourquoi leur était-il si hostile ?**

Paul, qui est un juif de la diaspora, opte dans sa jeunesse pour la voie de l'excellence religieuse, représentée dans le judaïsme de ce temps par [le courant pharisien](#). Les pharisiens sont des laïcs qui se donnent pour vocation de préserver la sainteté du peuple d'Israël. Cela induit une observance extrêmement rigoureuse de la Loi, c'est-à-dire de l'ensemble des prescriptions rituelles données par Dieu à son peuple.

Ceux qui s'en éloignent sont regardés par les pharisiens comme des déviants, qui souillent la pureté d'Israël. Or, les disciples de Jésus relèvent assurément de cette catégorie. D'une part, ils voient le Messie dans un individu mort de la manière la plus honteuse, ce qui est une croyance scandaleuse pour les pharisiens. D'autre part, Jésus de Nazareth a prêché que la Loi consiste essentiellement à aimer Dieu et son prochain. En vérité, cela revient à relativiser ou à mettre en cause des normes rituelles (comme le respect du sabbat) que les pharisiens, quant à eux, entendent faire respecter scrupuleusement.

### **Les Actes des apôtres présentent Paul comme étant le dernier homme à avoir rencontré le Christ, quelque temps après l'Ascension, lors d'une apparition de celui-ci « sur le chemin de Damas ». Les lettres attribuées à Paul, l'autre principale source le concernant, mentionnent simplement une « révélation ». Que lui arrive-t-il exactement ?**

Il vit assurément une expérience mystique qui l'a bouleversé. Quelles sont les circonstances précises de cet événement ? On serait bien en mal de répondre à cette question.

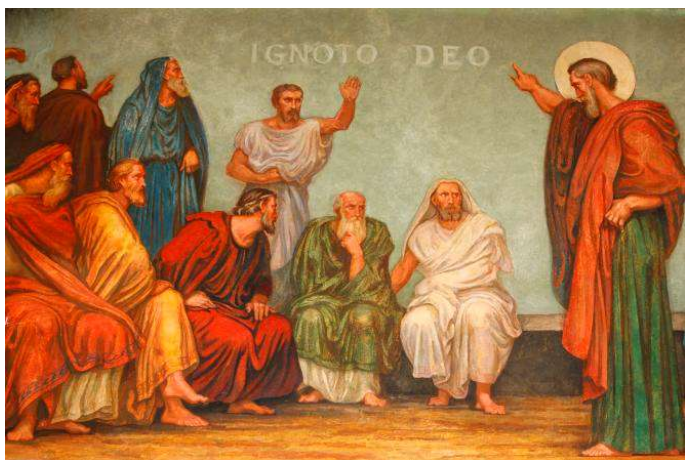
Quoi qu'il en soit, cela le conduit à prendre le parti de ceux qu'il poursuivait jusque-là. Le terme de « conversion », très souvent utilisé, est toutefois impropre. Paul n'a en effet jamais changé de religion.

Dans son esprit, il ne cesse pas d'être juif. Simplement, il considère désormais que le judaïsme passe par Jésus de Nazareth, qu'il regarde comme le Messie annoncé par les prophètes. Paul n'est donc absolument pas un renégat. [Disons plutôt qu'il change de courant au sein du judaïsme.](#)

## Dès lors, il prêche la foi dans le Christ. Comment organise-t-il son activité missionnaire ?

Durant trente ans, de son « revirement » vers l'an 32 jusqu'à sa mort entre 62 et 64, Paul se consacre à la mission. Citoyen romain, il a une bonne connaissance du fonctionnement de l'Empire, ce qui le conduit à faire un usage efficace de ses infrastructures. Empruntant les voies romaines d'Asie mineure et de Grèce, il se rend dans les principales métropoles régionales. Là, il commence par se tourner vers la synagogue, ce qui lui permet de bénéficier du généreux réseau d'hospitalité de la diaspora.

Le plus souvent, la rupture avec les juifs locaux advient assez vite, puisque la prédication de Paul va à l'encontre du judaïsme majoritaire. Toutefois, il parvient fréquemment à convaincre quelques individus, ce qui lui permet d'établir une première communauté chrétienne. Apparaissent alors les « églises de maison », distinctes de la synagogue : ceux que Paul rallie à la foi en Jésus se retrouvent dans l'habitation de l'un d'entre eux pour la catéchèse et la célébration de l'eucharistie.



Eglise Saint-Paul de Lyon. Fresque représentant saint Paul prêchant. FRED DE NOYELLE/GODONG / PHOTONONSTOP / FRED DE NOYELLE/GODONG / PHOTONONSTOP

Rapidement, Paul forme des collaborateurs locaux qu'il charge de la gestion de la nouvelle communauté, afin de l'établir dans la durée. Finalement, après quelques mois, Paul part vers une nouvelle ville où il recommence à prêcher. Il crée ainsi un réseau de communautés avec lesquelles il restera en contact par le biais de lettres, que l'on appelle aujourd'hui épîtres (en grec ancien, lettre se dit « *epistole* »).

## Paul est parfois désigné comme « l'apôtre des nations », celui qui, le premier, aurait prêché la foi chrétienne aux non-juifs. Est-ce le cas ?

Paul prêche à la fois aux juifs et aux « gentils » (traduction habituelle de l'hébreu « *goyim* », qui désigne les non-juifs) et fonde ainsi des communautés « mixtes ». Toutefois, il n'est pas l'inventeur de cette prédication chrétienne à destination des non-juifs. Avant lui, la communauté d'Antioche avait déjà commencé à s'ouvrir aux gentils. Disons que Paul systématise cette ouverture.

Il formule d'ailleurs très clairement l'identité chrétienne comme universelle, dépassant le clivage entre juifs et païens. « *Il n'y a plus ni juif ni Grec (...) car vous êtes tous un en Jésus-Christ* » (Gal 3, 28), écrit-il dans son épître aux Galates. Dans cette perspective, non sans raison, le philosophe Alain Badiou fait de Paul l'inventeur de l'universalisme.

Reste que cette mission vers les païens suscite des controverses. Paul considère en effet que les gentils qui reçoivent sa prédication n'ont pas à se soumettre aux prescriptions rituelles juives, comme la circoncision. Or, parmi les disciples de Jésus, certains refusent absolument cet abandon de la Loi juive. L'Eglise de Jérusalem,

dirigée par [Jacques, dit « le frère du Seigneur »](#), développe ainsi une contre-mission vers les communautés fondées par Paul, afin qu'elles se soumettent au respect des normes juives.

## **Comment Paul a-t-il adapté sa prédication à un auditoire réunissant juifs et non-juifs ?**

Paul est un homme de double culture. Il est bien sûr juif, connaît l'hébreu et maîtrise parfaitement la Torah. Mais il est né à Tarse, dans l'actuelle Turquie, bien loin de Jérusalem, et sa langue maternelle est le grec, la langue de communication de toute la Méditerranée orientale. S'adressant aux juifs comme aux gentils, il intègre donc dans sa prédication à la fois des éléments issus de la tradition juive – en s'appuyant sur la Torah – et d'autres tirés de la philosophie grecque. En ce sens, il est le premier artisan de l'hellénisation du christianisme.

On pourrait prendre pour exemple le thème de l'Eglise comme corps du Christ. Paul reprend ici une idée grecque puisque, dans le monde antique, de nombreux penseurs regardent la société comme un corps au sein duquel certains organes nobles dirigent tandis que les organes inférieurs exécutent. Paul regarde lui aussi la communauté des fidèles comme un corps. Cependant, il considère qu'il n'y a pas, en l'Eglise, de hiérarchie entre les membres, car tous ont une égale dignité.

## **Aujourd'hui, Paul est parfois regardé comme misogyne et on considère qu'il a contribué à reléguer les femmes au second plan dans le christianisme. Qu'en pensez-vous ?**

Ce procès est totalement injuste. Commençons par dire que Paul organise des communautés où femmes et hommes sont à égalité, et dans lesquelles des femmes occupent des fonctions qu'on dirait aujourd'hui ministérielles. Or, il le fait dans une société antique patriarcale, qui ne connaît pas cette mixité et cette égalité religieuses.

Cette organisation nouvelle a entraîné des difficultés dans certaines communautés. A Corinthe, la célébration du culte semble ainsi être devenue difficile car les interventions des fidèles, hommes et femmes, sont tellement pléthoriques qu'elles tournent au chaos. Les Corinthiens demandent donc conseil à Paul. C'est à cette occasion qu'il écrit : « *Que les femmes se taisent dans les assemblées* » (I Cor 14, 34).

La formule a fait des ravages. Il faut noter que, dans les siècles qui ont suivi, on a tordu le sens de cette règle fonctionnelle pour en faire un interdit général, ce qui n'était pas l'intention de Paul. On a retenu ce qui coïncidait avec l'organisation patriarcale de la société de l'époque et laissé de côté ce qui allait dans le sens de l'égalité de valeur entre tous les baptisés, hommes et femmes. Ce dernier point était pourtant essentiel pour Paul – qui affirme aussi : « *Il n'y a plus ni homme ni femme, car vous tous, vous êtes un en Jésus-Christ* » (Gal 3, 28).

## **On considère aussi que Paul a contribué à fonder l'antijudaïsme chrétien...**

Sur ce sujet, il faut absolument éviter l'anachronisme. Aujourd'hui, nous lisons Paul après la Shoah et certains passages de ses épîtres nous paraissent d'une insupportable brutalité à l'égard des juifs. Dans l'épître aux Romains, il évoque ainsi Israël qui a persécuté les prophètes.

Reste que c'est là un poncif présent dans le judaïsme dès le VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Les rabbins du I<sup>er</sup> siècle – c'est-à-dire de l'époque de Paul – sont également nombreux à le mobiliser. En vérité, il s'agit là d'une critique d'Israël sur lui-même. Précisons encore que, dans cette même épître aux Romains, Paul affirme que « *tout Israël sera sauvé* » (Rm 11, 26). Enfin, rappelons que Paul a précisément voulu créer des communautés réunissant juifs et non-juifs. Il n'a donc nullement souhaité la rupture définitive entre juifs et chrétiens, qui est advenue cinquante ans après lui.

## **Paul est en outre perçu comme responsable d'un certain conservatisme social dans l'Eglise. Est-ce le cas selon vous ?**

On reproche principalement à Paul de ne pas avoir appelé à l'abolition de l'esclavage. Rappelons d'abord que, dans l'Antiquité, personne n'imagine une société sans esclaves. Paul, qui a le même « outillage mental » que les hommes de son temps, pouvait difficilement avoir une telle idée.

Gardons aussi en tête que le christianisme de l'époque n'a rien d'une institution puissante. Il se résume à une nébuleuse de communautés minoritaires et suspectées, il est sociologiquement insignifiant. Il était donc inenvisageable que la prédication de Paul ait le moindre impact sur la société. Mais surtout, pour Paul, c'est l'égalité devant le Christ qui importe ; elle est tellement fondamentale que la hiérarchie sociale en devient secondaire.

### **Les chrétiens du XXI<sup>e</sup> siècle gagneraient-ils à s'intéresser davantage à la figure de Paul ?**

Je le crois profondément. Le christianisme européen retrouve d'ailleurs de plus en plus la situation qui était la sienne à l'époque de Paul : il devient minoritaire, au sein d'une société qui lui est largement indifférente.

Les chrétiens devraient revenir à Paul pour deux raisons. D'abord, parce qu'il n'est pas un théologien fixant des impératifs moraux. Il considère que Dieu n'exige rien du croyant et offre le salut. Le christianisme du XXI<sup>e</sup> siècle gagnerait sans doute à abandonner un discours saturé d'injonctions.

Ensuite, Paul a fondé des communautés où tout le monde est sur le même pied, où chacun a égale dignité. L'avenir du christianisme ne résiderait-il pas dans des communautés restreintes, où se vivent concrètement cette égalité et cette convivialité ? Paul, à mon sens, n'est pas un homme du passé. Sa vision de l'Eglise dégage au contraire une belle ambition pour le christianisme d'aujourd'hui.

« Paul de Tarse. L'enfant terrible du christianisme », Daniel Marguerat, Seuil, 549 pages, 25 euros.



29 mai 2023 (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/05/28/la-semaine-de-quatre-jours-comme-solution-a-la-penurie-de-main-d-uvre-en-europe-selon-le-commissaire-europeen-a-l-emploi\\_6175226\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/05/28/la-semaine-de-quatre-jours-comme-solution-a-la-penurie-de-main-d-uvre-en-europe-selon-le-commissaire-europeen-a-l-emploi_6175226_3234.html)

## La semaine de quatre jours comme solution à la pénurie de main-d'œuvre en Europe, selon le commissaire européen à l'emploi

Selon Nicolas Schmit, les secteurs ayant « des difficultés à attirer » des employés doivent « devenir plus attractifs », notamment par cette mesure mise en place dans certaines entreprises.

Le Monde

Publié hier à 17h06



Le commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, le Luxembourgeois Nicolas Schmit, ici au Parlement européen, en juin 2021. JULIEN WARNAND / AFP

Plus de productivité, de bien-être des salariés... et solution possible à la pénurie de main-d'œuvre ? L'idée de la semaine de travail de quatre jours progresse – elle est déjà testée dans certaines entreprises. Le commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, Nicolas Schmit, suggère de la déployer dans les secteurs ayant « des difficultés à attirer [des employés] », dit-il dans [un entretien à l'agence de presse portugaise Lusa](#) publié jeudi 25 mai.

Nicolas Schmit considère que « *le plus gros problème [dans l'Union européenne] n'est pas tant le chômage* » mais plutôt la pénurie de main-d'œuvre. « *De nombreux secteurs cherchent désespérément des employés et ne peuvent les trouver parce que les gens ne veulent pas y travailler ou n'ont pas les bonnes compétences* », affirme-t-il. « *Ils doivent devenir plus attractifs* », selon le Luxembourgeois, qui souligne que « *c'est quelque chose qui avance progressivement (...) parce que les nouvelles générations ont une certaine vision de l'équilibre entre le travail et la vie personnelle* ». Il prévient toutefois qu'il « *n'y a pas de position commune* » au sein de l'UE sur cette question.

Cette démarche nécessite selon M. Schmit des « *négociations entre les partenaires sociaux* » et prend l'exemple de l'Allemagne, où le plus grand syndicat du pays, IG-Metall, [plaide depuis plusieurs années pour une généralisation de la semaine de quatre jours dans le secteur de la métallurgie](#).

Cette déclaration survient au moment où le Portugal doit lancer un projet-pilote autour de la semaine de quatre jours, sur une base volontaire et sans perte de revenus. Quarante-six entreprises se sont dites intéressées par la mise en place de cette réforme – la plupart comptant jusqu'à dix salariés, cinq d'entre elles employant plus de 1 000 personnes, et évoluant dans les secteurs du conseil, des activités scientifiques et techniques, ou encore de l'information et de la communication.

En France, certaines entreprises – encore largement minoritaires – ont adopté la semaine de quatre jours, qui est également testée dans certains services publics, comme l'Urssaf ou la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV).

29 mai 2023 (Le Figaro)

[David Lisnard: «Emmanuel Macron parle de “décivilisation”, d'accord, et ensuite ?» \(lefigaro.fr\)](#)

## David Lisnard: «Emmanuel Macron parle de “décivilisation”, d'accord, et ensuite ?»

Par [David Lisnard](#)

Publié le 26/05/2023 à 18:21



David Lisnard. *JOEL SAGET/AFP*

**FIGAROVOX/TRIBUNE - Pour le maire LR de Cannes, l'emploi du terme de «décivilisation» traduit une prise de conscience salutaire de la part de l'exécutif. Mais ce constat doit selon lui s'accompagner d'une réelle action pour rétablir la justice, la sécurité et la cohésion nationale.**

*David Lisnard est maire LR de Cannes et président de l'Association des maires de France.*

Derrière **les chiffres de la délinquance et de la criminalité qui explosent ces dernières années (+51% des coups et blessures volontaires et +15% des homicides depuis 2017)**, se trouvent des victimes de plus en plus souvent confrontées à **des actes que l'on peut sans peine qualifier de barbares**. Les exemples sont multiples, de la lâche agression d'une octogénaire par deux jeunes de quatorze et quinze ans au meurtre **d'une enfant de douze ans perpétré par une femme sous OQTE**, en passant par d'innombrables affaires qualifiées de «*faits divers*» mais qui témoignent d'un véritable ensauvagement de la société.

Tandis que **le garde des Sceaux nous expliquait en 2020 que parler d'ensauvagement «renforce le sentiment d'insécurité», le président de la République a déclaré hier en Conseil des Ministres qu'«aucune violence n'est légitime, qu'elle soit verbale ou contre les personnes»** et appelé à **«travailler en profondeur pour contrer ce processus de *décivilisation*»**. Cette sortie, qu'elle corresponde à une tardive prise de conscience de la réalité ou bien qu'elle ne soit qu'un énième coup de menton d'un président expert en grandiloquence des mots, rejoint le constat que j'avais dressé en septembre dernier **dans une tribune publiée dans *Le Figaro***, cosignée avec Naïma M'Fadel et le pédopsychiatre Maurice Berger.

**L'exécutif ne saurait être exonéré de ses responsabilités qui se caractérisent par la déliquescence de l'autorité régaliennne, le laxisme judiciaire, la culture de l'excuse au plus haut sommet de l'État, ou encore la faillite de notre politique migratoire.**

*David Lisnard*

**Nous y rappelions que «le niveau d'ensauvagement du pays est le reflet d'une *décivilisation* caractérisée par la loi du plus fort, le non-respect dû aux anciens et même de la vie humaine». Nous empruntons alors ce concept de «*décivilisation*» à **Norbert Élias** pour évoquer les violences gratuites, le manque d'empathie, parfois même la fierté ressentie par les agresseurs**

et leur «*jouissance sadique*» à voir leur victime souffrir. Si le sociologue allemand faisait à l'époque référence à la question que posait le national-socialisme «*quant au grand effondrement du comportement civilisé, à la grande poussée de barbarisation, qui se sont produits en Allemagne sous [ses] yeux*», ce concept traduit bien cette diminution de l'autocontrôle et cette rupture de l'interdépendance sociale que nous observons dans notre société, comme un retour à des formes de comportement violentes et destructrices.

Dès 2018, dans un livre corédigé avec Jean-Michel Arnaud, j'alertais déjà sur ce que nous appelions les «*incommunautés*» du quotidien qui sont un «*manque de vouloir-vivre ensemble*» et qui accentuent d'autant plus les fractures sociétales qu'il n'y a plus de référentiel culturel commun. Devant cette situation délétère, l'exécutif ne saurait être exonéré de ses responsabilités qui se caractérisent par **la déliquescence de l'autorité régalienne, le laxisme judiciaire, la culture de l'excuse au plus haut sommet de l'État, ou encore la faillite de notre politique migratoire.**

**Il faut que l'État se recentre sur ses missions souveraines, garant de justice et de sécurité, et parallèlement renouer avec un idéal de cohésion nationale autour de valeurs et d'espérances communes qui transcendent les appartenances.**

*David Lisnard*

Au-delà des mots, l'État doit agir. Il faut qu'il se recentre sur ses missions souveraines, garant de justice et de sécurité, et parallèlement renouer avec un idéal de cohésion nationale autour de valeurs et d'espérances communes qui transcendent les appartenances ethniques, sociales, religieuses et générationnelles, ce qui nécessite d'avoir **une grande ambition éducative et culturelle**. Parce que l'instruction et la culture sont des armes de République massives, tout doit être fait pour lutter contre le recul de la raison critique ainsi que tous les délires «wokes», relativistes et nihilistes, destructeurs de liens civiques.

Cela passera par la défense et la valorisation de notre patrimoine historique, artistique et culturel, par la maîtrise de la langue française, par son étymologie grecque et latine, par la maîtrise des nouveaux outils numériques, par l'enseignement des compétences douces, par l'accès au sport, par tout ce qui permettra de créer un haut dénominateur commun, générer de la fierté collective, de l'égalité des chances, de **l'émancipation individuelle**, de la liberté dans le sentiment de la responsabilité.

**Voilà le défi civilisationnel** que nous devons relever **pour éviter la dissolution de la nation dans un agglomérat de populations et d'individus qui ne partagent plus rien entre eux**. L'avenir de notre civilisation, de la France telle qu'elle doit perdurer passe par **ce sentiment d'appartenance à un commun français**. C'est devenu aujourd'hui un enjeu politique prioritaire.

29 mai 2023 (Le Figaro)

[Quelle langue Jésus parlait-il? \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## Quelle langue Jésus parlait-il?

Par [Dorian Grelier](#)



«Le repas chez Simon» de Philippe de Champaigne (vers 1656). [www.bridgemanimages.com/Bridgeman Images](http://www.bridgemanimages.com/BridgemanImages)

**Né dans une famille juive de Galilée, le Christ voulait être compris des foules qui venaient écouter ses enseignements. Dans quelle langue s'exprimait-il?**

**«Allez dans le monde entier. Proclamez la Bonne Nouvelle à toute la création»** (Marc 16.15-18), aurait dit **Jésus** à ses disciples. Ce après les avoir quittés et promis de leur transmettre la force de l'Esprit-Saint. Quand vint l'arrivée sur Terre de l'esprit de Dieu - ce que célèbre la **Pentecôte** -, les douze apôtres purent, à Jérusalem, témoigner publiquement de Jésus dans différentes langues. Mais quelle langue parlaient-ils avec le Christ?

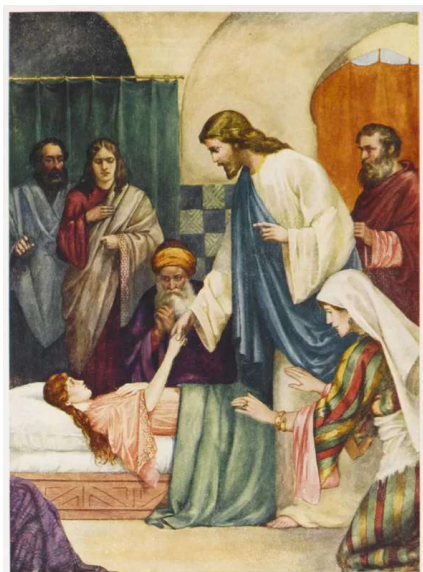
Né dans une famille juive de Galilée (au nord d'Israël), Jésus a été élevé dans la religion juive. Une religion qui repose sur les écrits de la **Bible hébraïque** (l'Ancien Testament pour les chrétiens), rédigée en **hébreu**. Ainsi que l'explique Jean Sellier dans *Une histoire des langues et des peuples qui les parlent* (La Découverte), cette langue appartient au groupe sémitique, qui **date de la seconde moitié du troisième millénaire avant J.-C.**

Parlée par les Hébreux de la région de Canaan (réunissant Israël, la Palestine, l'ouest de la Jordanie, le Liban et l'ouest de la Syrie), elle fut en usage jusqu'à l'exil à Babylone de l'élite juive de Jérusalem et du royaume de Juda (586-538 av. JC). Le roi néobabylonien **Nabuchodonosor II** fit alors de Judée une province vassale de son empire. Ce jusqu'à la prise de Babylone par les Perses, qui autorisèrent les Juifs («membres de la tribu de Juda») à rentrer dans leur pays d'origine.

## Christ polyglotte

**À l'époque de Jésus, les Juifs ont définitivement adopté l'araméen, autre langue sémitique née à l'aube de l'âge de fer** - dont le nom désigne à l'origine un peuple du désert de l'actuelle Syrie, selon le *Trésor de la langue française*. **Dans la Judée d'alors, on parle donc l'araméen. Les Evangiles le montrent. Rédigées en grec (devenu la langue écrite à partir de la conquête de l'Empire perse par Alexandre le Grand, en 334 avant J.-C.), les récits bibliques citent le Christ dans sa langue.** Dans le récit de la Passion, raconté dans l'Évangile de Matthieu, on peut lire: **«Eloï, Eloï, lama**

*sabachthani?»* (27.46). Autrement dit: «*Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné?*», comme le criait Jésus depuis sa croix. De même, «*talitha koum*» («*petite fille, lève-toi!*») a-t-il un jour dit à la fille de Jaïre avant de lui rendre la vie.



Jésus redonne vie à la fille de Jaïre et lui dit «*talitha koum*». Illustration de 1906. [www.bridgemanimages.com/Bridgeman Images](http://www.bridgemanimages.com/Bridgeman Images)

Parce que le Christ voulait être compris des foules, notamment celles qui venaient écouter ses enseignements, ce dernier s'exprimait en araméen, parlé par un nombre important de peuples du Moyen-Orient. Toutefois, l'hébreu ayant subsisté dans la liturgie, il parlait également cette langue. On le vit ainsi lire et commenter le texte du livre d'Esaië dans la synagogue de Nazareth (Luc 4.16-17).

**De nos jours, l'araméen est une langue encore utilisée dans les liturgies de plusieurs communautés chrétiennes du Moyen-Orient**, comme les Chaldéens, les Syriaques miaphysites, les Syriaques catholiques et les Maronites.

29 mai 2023 (Le Figaro)

Jean-Pierre Robin: «La réindustrialisation coûte cher: 1,63 million d'euros pour créer un emploi» (lefigaro.fr)

## «La réindustrialisation coûte cher: 1,63 million d'euros pour créer un emploi»

Par Jean-Pierre Robin

Publié hier à 16:51 , mis à jour hier à 16:51



Emmanuel Macron reçoit des grands patrons de multinationales lors du 6e sommet annuel de Choose France («Choisir la France») le 15 mai 2023 au château de Versailles. *POOL/REUTERS*

### **CHRONIQUE - C'est le capital nécessaire aux investissements étrangers en France.**

Imagine-t-on le général de Gaulle, au nom de «*son cher et vieux pays*», faisant la retape auprès des capitaines d'industrie de la planète, fussent-ils Elon Musk ou Albert Bourla, le PDG de Pfizer? Autres temps, autres mœurs, Emmanuel Macron, son lointain successeur à l'Élysée, vient de réunir au château de Versailles 200 patrons d'entreprises multinationales pour le 6<sup>e</sup> sommet annuel de Choose France («Choisir la France»). Et de clamer haut et fort que les 28 projets industriels annoncés lors de ce raout **représentent «13 milliards d'euros d'investissements et 8000 emplois sur l'ensemble du territoire»**. Bravo.

Curieusement, le chef de l'État s'est abstenu de faire la division entre ces deux chiffres et c'est bien dommage. **Il aurait découvert, et les Français avec lui, que chaque emploi ainsi créé nécessite de mobiliser 1,63 million d'euros de capital en moyenne**. C'est même 1,73 million d'euros pour chacun des 3000 postes sur le site de production de batteries solides du leader mondial ProLogium venu de Taïwan pour investir à Dunkerque 5,2 milliards d'euros. **La réindustrialisation, attendue chez nous comme le Messie, s'annonce fort gourmande en capital et, a contrario, assez peu créatrice d'emplois.**

Il y a trois manières d'appréhender un tel chiffre qui paraît a priori vertigineux. Comparer tout d'abord ce capital investi de 1,63 million d'euros aux salaires qu'il permet d'engendrer. Regarder ensuite la norme générale en la matière - la répartition entre les deux facteurs de production, le capital et le travail - qui prévaut dans l'ensemble de l'économie française (industrie, BTP, commerce, services, etc.). Et, enfin, comprendre l'enjeu crucial de ces investissements étrangers pour l'Hexagone.

Alors que l'Élysée se targue d'avoir créé 1,743 million d'emplois supplémentaires depuis mai 2017, se dessine une économie à deux vitesses

En se rappelant que **le coût moyen d'un salarié, toutes charges comprises, est en France de l'ordre de 55.000 euros par an pour une entreprise** (selon Eurostat), **un investissement de 1,63 million équivaut à 30 années de la rémunération totale de cet employé**. C'est dire l'importance du capital dans le fonctionnement des groupes étrangers investissant chez nous.

À l'évidence, cela ne correspond pas aux ratios habituels des entreprises françaises travaillant dans l'Hexagone. Sur ce point, l'Insee publie des données très précises concernant leur «intensité capitalistique», autrement dit le capital engagé pour chaque employé à temps plein (*Les Entreprises en France, édition 2022*). Dans l'industrie manufacturière, qui représente 85% de l'ensemble des activités industrielles françaises, ce capital est en moyenne de 177.800 euros, près de dix fois moins que l'intensité capitalistique des projets d'investissements annoncés à Versailles le 15 mai. En revanche, dans l'industrie «non manufacturière», l'énergie et les mines, les capitaux engagés atteignent 1,20 million d'euros par employé.

L'Insee nous apprend également que le taux de marge représente 48,6% (de la valeur ajoutée) dans ces secteurs énergétiques et miniers, alors que ce même taux est de 26,4% en moyenne dans les industries manufacturières. Plus une entreprise déploie de capital, et plus ses marges et ses profits sont importants. Voilà qui n'est pas une découverte, sauf sans doute pour les Français, qui comprennent difficilement ce mode de fonctionnement du capitalisme, TotalEnergies étant le bouc émissaire rituel à cet égard.

## Économie à deux vitesses

L'intensité capitalistique est par ailleurs extrêmement diverse dans les autres secteurs de notre économie: elle n'est que de 73.410 euros par employé dans la construction, de 99.000 euros dans le commerce, de 368.900 euros dans les transports et entreposage et de 238.700 euros dans les services marchands, etc. . Il s'agit, bien sûr, de moyennes, avec d'énormes disparités au sein même de chacun de ces regroupements. Dans les services, en particulier, qui font travailler au total 4,3 millions de personnes dans le pays, «les activités immobilières» (dont les marchands de biens) mobilisent un capital de 2,7 millions d'euros par employé, très au-dessus de la moyenne générale...

Il ne faut donc pas s'étonner que la moisson des projets industriels de Choose France détonne dans notre paysage économique, dont ils ne sont pas représentatifs. Batteries, panneaux photovoltaïques (Holosolis), nucléaire (la start-up italienne Newcleo), pharmacie (Pfizer, GSK), télécommunications (Nokia)... Autant de domaines industriels et d'investissements gourmands en capitaux, y compris sous la forme de recherche-développement, mais qui créent peu d'emplois directs. Même en tenant compte des effets multiplicateurs de deux à trois postes chez les sous-traitants, le bilan en termes d'unités de travail reste modeste. *«Ce n'est pas l'essentiel. L'objectif premier n'est pas de créer des emplois. Il s'agit de secteurs qui présentent un enjeu de souveraineté industrielle»*, fait observer Denis Ferrand, directeur de l'institut Rexecode.

L'apport des investissements étrangers à l'objectif de plein-emploi, l'alpha et l'oméga du deuxième quinquennat, est assez mince. Alors que l'Élysée se targue d'avoir créé 1,743 million d'emplois supplémentaires depuis mai 2017, se dessine une économie à deux vitesses. D'un côté quelques secteurs très capitalistiques, fer de lance de la réindustrialisation et dont les investisseurs étrangers constituent la face la plus visible. De l'autre des créations d'emplois à tout va - entre autres les 400.000 contrats en alternance - mais peu qualifiés, voire précaires, et dont la productivité laisse à désirer, tout comme leur contribution à la croissance économique. Emmanuel Macron entend incarner les deux volets en même temps. Le chef de l'État est Dr Jekyll et Mr Hyde, pourrait-on dire.

28 mai 2023 (NZZ)

[Otmar Issing, der erste Chefökonom der Europäischen Zentralbank, zieht nach 25 Jahren Bilanz: «Ich sehe mit grosser Sorge die zunehmende Politisierung der EZB» | NZZ](#)

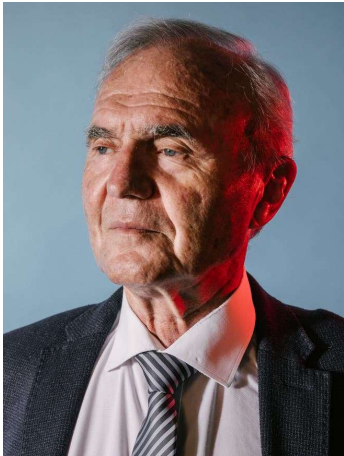
INTERVIEW

## Otmar Issing, der erste Chefökonom der Europäischen Zentralbank, zieht nach 25 Jahren Bilanz: «Ich sehe mit grosser Sorge die zunehmende Politisierung der EZB»

Er hat die geldpolitische Strategie der Europäischen Zentralbank wesentlich mitgeprägt. Nun steht mit der hohen Inflation die Glaubwürdigkeit und Reputation der Währungshüter auf dem Spiel. Issing findet klare Worte zu ihren Versäumnissen und auch zu denjenigen der Banken – und glaubt doch an die Zukunft des Euro.

Peter A. Fischer

28.05.2023, 05.30 Uhr



Griechenland hätte Otmar Issing temporär aus der Währungsunion ausscheiden lassen. Er glaubt, dass die EU-Länder ohne echten Sinneswandel in der Finanzpolitik längerfristig auf einen Schuldenschnitt zusteuern. Dennoch ist Issing zuversichtlich, dass die EZB die Inflation im Euro-Raum wieder unter 2 Prozent drücken wird. Sebastian Lock / Laif

Herr Issing, Sie waren von 1998 bis 2006 als erster Chefökonom der Europäischen Zentralbank wesentlich daran beteiligt, dass die Stabilitätskultur der Deutschen Bundesbank zu Beginn auch die EZB prägte. Im Herbst vergangenen Jahres schnellte die Inflationsrate im Euro-Raum erstmals auf über 10 Prozent. Hätten Sie sich so etwas vor 25 Jahren vorstellen können?

In der Tat sollte ich auch personell die Bundesbank-Tradition verkörpern und in der EZB garantieren. Deshalb erhielt ich auch die Verantwortung für den Bereich Geldpolitik, Ökonomie und Forschung. Gemessen an den Preissteigerungsraten in der ersten Zeit ist die an mich gestellte Erwartung aufgegangen. Ich denke, es wird etwas zu wenig gewürdigt, wie reibungslos der Übergang von der Deutschen Mark und den nationalen Währungen damals entgegen allen Befürchtungen verlaufen ist. **Der neuste Anstieg der Inflation war vor allem durch die Energiepreise getrieben. Einen solchen Angebotsschock kann keine Notenbank der Welt verhindern. Man kann mit höheren Zinsen keinen Ölpreisanstieg ungeschehen machen.**

Aber die Notenbank sollte in der mittleren Frist Preisstabilität gewähren, indem sie die Auswirkungen des Energiepreisschocks abfedert.



Das entscheidende Kriterium ist die mittlere Frist. **Ich hatte zu Beginn der EZB eine geldpolitische Strategie entwickelt und damals gesagt, wir verstehen Preisstabilität als einen Anstieg der Inflation von im jährlichen Durchschnitt unter 2 Prozent; zu gewähren in der mittleren Frist.** Das ist, wofür die Geldpolitik verantwortlich ist. Damit will ich die Notenbanken nicht von der Verantwortung für den jüngsten Inflationsschub freisprechen.

«Die Treiber der Inflation haben sich gewandelt. Sie sind nicht mehr importiert, sondern hausgemacht. Das ist die Zeit der Notenbanken.»

Wir sind nun mit einer Kerninflation von um die sechs Prozent konfrontiert, es gibt Zweitrundeneffekte . . .

Absolut. Die Treiber der Inflation haben sich gewandelt. Sie sind nicht mehr importiert, sondern hausgemacht. **Das ist die Zeit der Notenbanken.**

**Die zu spät reagiert haben.**

Die Notenbanken entschuldigen sich damit, die Pandemie und der Krieg hätten sie überrascht. Aber sie hatten vorher schon den Boden bereitet. **Die Inflation, mit der wir nun kämpfen, war schon unterwegs. Man sagte, die Notenbanken sollten keine zu restriktive Politik machen. Aber es war viel schlimmer. Sie haben eine extrem expansive Politik fortgesetzt, als es dafür überhaupt keinen Grund mehr gab.** Die Notenbanker waren noch im Krisenmodus, als es von Krise gar nichts mehr zu sehen gab.

Wie erklären Sie sich dieses Versagen?

Ich denke, **eine überraschend triviale Erklärung ist, dass das Inflationsproblem vom Radar der Notenbanken verschwunden war.** Als ich zur EZB ging, tat ich das mit dem innerlichen Auftrag «Du musst jetzt dafür sorgen, dass der Euro stabil bleibt». Nach mir kamen viele im Bewusstsein «Wir müssen schauen, dass wir nicht in die Deflation abrutschen». **Die stark angelsächsisch geprägte Zunft der Makroökonomien diskutierte das intensiv und verlor darüber das Inflationsproblem aus den Augen. Und so war es kein Wunder, dass die Zentralbanken «too low for too long» blieben.**

«Die Notenbanker waren noch im Krisenmodus, als es von Krise gar nichts mehr zu sehen gab.»

Jetzt kämpft die EZB um ihre Reputation und auch etwas um ihre Unabhängigkeit.

Es hat viel zu lange gedauert, bis die EZB, aber auch die Bank of England und das Fed erkannten, dass sie falschlagen. **Aber man muss ihnen auch zugutehalten, dass sie couragiert reagiert haben, als im Sommer vergangenen Jahres der Sinneswandel passiert ist. Die EZB hat in bisher sieben Schritten die Leitzinsen um 375 Basispunkte erhöht. Das ist wohl die schnellste Umkehr der Geldpolitik, die es je gegeben hat.**

Beim Fed waren es 500 Basispunkte.

Das stimmt, aber zuvor war das Schlafen des Fed eigentlich noch weniger erklärlich, weil in den USA ja nicht nur die Preise stiegen, sondern die Regierung auch noch riesige Ausgabenprogramme durchführte. **Auch im Euro-Raum hat die expansive Fiskalpolitik wesentlich zum Preisschub beigetragen.**

Glauben Sie, die Notenbanken meinen es jetzt ernst mit ihrem Kampf gegen die Inflation?

Die EZB Ja. Das zeigt sich schon daran, dass sie mehr gemacht hat, als ich es erwartete und mir erhoffte. Der Sinneswandel war echt und konsequent, da tun ihr die Kritiker, die das nicht sehen wollen, unrecht.

**«Die Unabhängigkeit der Zentralbank ist für mich demokratiepolitisch nur verantwortbar, wenn das Mandat der Notenbank eng auf Preisstabilität begrenzt ist.»**

Der überschuldeten Politik kommt doch etwas Inflation zupass. Und seit Mario Draghi mit seinem «whatever it takes» in Finanzministerkreisen ein gefragter Gast wurde, **ist auch die EZB gegen politischen Einfluss nicht gefeit.**

**Ich sehe mit grosser Sorge die zunehmende Politisierung der EZB. Sie kommt daher, dass die Notenbanken ihr Mandat aus meiner Sicht vertragswidrig ausgeweitet haben.** Das hängt auch mit dem «whatever it takes» zusammen. **Die EZB hat damit explizit für den Zusammenhalt der Währungsunion Verantwortung übernommen, obwohl dies nicht ihre Aufgabe, sondern eine politische sein sollte. Die Politisierung der EZB ist auch schleichend gekommen mit dem massiven Ankauf von Staatspapieren. Damit hat man die Grenze zur Fiskalpolitik überschritten.** Und Notenbanken politisieren sich auch, indem sie sich Verantwortung für Klimawandel oder Verteilungsfragen zuschreiben, die der Politik vorbehalten bleiben sollten. **Die Unabhängigkeit der Zentralbank ist für mich demokratiepolitisch nur verantwortbar, wenn das Mandat der Notenbank eng auf Preisstabilität begrenzt ist, damit sie die Grenze zur Politik nicht überschreitet.**

Kann sich die Zentralbank wirklich auf die Inflationsbekämpfung konzentrieren, wenn nach einer langen Zeit der Niedrigzinsen Staaten und Banken durch schnelle Zinserhöhungen in Bedrängnis geraten?

Das ist die zentrale Frage. **Wir leben jetzt in einer Phase, in der sich die EZB das Problem mit ihrer zu langen ultraexpansiven Niedrigzinspolitik selbst eingehandelt hat. Nun kommen Bedenken auf wegen der Finanzstabilität, die Märkte sind labil, die Staaten hoch verschuldet.** Die EZB weiss, dass sie zur Bekämpfung der Inflation die Zinsen weiter anheben und hochhalten muss, auf der anderen Seite schaut sie auf die Finanzmärkte und die Finanzpolitik. **Im Euro-Raum ist die**

**unterschiedlich starke Verschuldung der Mitgliedstaaten ein besonderes Problem, das die USA so nicht haben.**

«Ohne echten Sinneswandel in der Finanzpolitik steuert man längerfristig auf einen Schuldenschnitt zu.»

**Latent lauert eben doch die Gefahr eines Auseinanderbrechens der Währungsunion.**

Über der Währungsunion schwebt schon seit längerer Zeit das Damoklesschwert der hohen Verschuldung des italienischen Staates. **Allmählich kommt Frankreich dazu, was heisst, dass wir auf eine ganz schwierige Situation zusteuern.** Und die Vorschläge der EU-Kommission für eine Revision des Stabilitätspaketes tragen nicht zur Beruhigung bei.

Was schlagen Sie denn vor, wie sollte Europa aus dieser Situation herausfinden?

**Ohne echten Sinneswandel in der Finanzpolitik steuert man längerfristig auf einen Schuldenschnitt zu. Das ordentlich zu bewerkstelligen, wird eine extreme Herausforderung.**

Politisch attraktiver wären finanzielle Repression und für einige Zeit höhere Inflationsraten von vielleicht vier bis fünf Prozent.

**Manche Ökonomen haben schon vor längerer Zeit höhere Inflationsziele vorgeschlagen. Ich finde, das löst kein Problem. Wie eine Notenbank besser in der Lage sein soll, fünf Prozent Inflation im Zaun zu halten als zwei Prozent, muss mir erst einmal einer erklären.**

Sie denken, die EZB wird die Inflation wieder dauerhaft unter zwei Prozent bringen?

**Damit steht und fällt ihre Glaubwürdigkeit.**

«Wenn es ein Land gibt, das jeden Tag für die Stabilität des Euro beten sollte, dann ist es die Schweiz.»

Sollte man ihr das nicht zutrauen, stellt sich die Frage nach Alternativen. Man könnte in den Franken flüchten, vielleicht wäre die schwedische Krone stabiler als der Euro.

Es gibt den Wettbewerb zwischen den existierenden frei konvertiblen Währungen, und das ist gut so. Aber immer, wenn ich in der Schweiz bin, erinnere ich mich an die Jahre kurz vor Beginn der Währungsunion, als ich in der Bundesbank war. Wir hatten sehr gute Beziehungen zur Schweizerischen Nationalbank. **Die Schweizer waren gegenüber dem Euro noch skeptischer als die Deutschen. Ich sagte dann immer: Wenn es ein Land gibt, das jeden Tag für die Stabilität des Euro**

beten sollte, dann ist es die Schweiz. Denn wenn der Euro nicht stabil ist, haben die Schweizer ein Riesenproblem am Hals.

Man könnte auch in **Kryptowährungen** anlegen. Diszipliniert das die EZB nicht?

Bei aller Kritik am Euro und seiner Stabilität: Den Vergleich mit Bitcoin und dergleichen muss er nicht scheuen. **Was da an Auf und Ab passiert, wird oft als Währung bezeichnet. Aber das sind keine wirklichen Zahlungsmittel und schon gar keine Wertaufbewahrungsmittel. Der Bitcoin ist ein Spekulationsobjekt ohne intrinsischen Wert.** Die Hoffnung ist, dass es immer noch jemanden gibt, der mehr bietet und so den Wert weiter in die Höhe treibt.

Der Wert von Papiergeld-Fiat-Währungen ist doch auch durch nichts gedeckt.

**Der Wert von Fiat-Währungen wird bestimmt vom Vertrauen in die Notenbanken.** Damit will ich nicht sagen, dass wir in der besten aller Welten leben, aber die gibt es halt leider nicht. Der Optimist sagt, wir leben in der besten aller Welten, der Pessimist antwortet, ich fürchte, das stimmt. **Die Geldgeschichte ist eine Geschichte der Inflation. Das fing schon zu Zeiten der Römer und auch mit Gold-Umlaufwährungen an. Die römischen Kaiser verdoppelten den Nominalwert, nahmen minderwertigeres Metall.** Gegen politischen Missbrauch ist am Ende kein Kraut gewachsen.

**Ausser klaren Regeln.**

Als man das Mandat der EZB verabschiedet hat, war das nach dem Stand der Wissenschaft ein optimales Notenbankstatut. **Die Unabhängigkeit der EZB und ihre Ausrichtung auf Preisstabilität sind fest verankert in einem völkerrechtlichen Vertrag, den man nur einstimmig ändern kann.** Das muss aber gelebt werden. Weil vieles nicht so aufgegangen ist, wie wir es gedacht haben, sind wir nun in dieser Krise.

«Ich habe mit Finanzminister Wolfgang Schäuble darüber mehrfach diskutiert. Mein Vorschlag war, dass Griechenland ausscheidet und wir alle nur erdenkliche Unterstützung bieten, damit sich Griechenland ausserhalb der Währungsunion erholt.»

Auch weil die Währungsunion **kein optimaler Währungsraum** ist und das ganze Projekt deswegen unter einer **strukturellen Spannung** leidet. **Sollte man daraus ausscheiden können?**

Ich habe mich in der Griechenland-Krise intensiv damit befasst und auch mit Finanzminister Wolfgang Schäuble darüber mehrfach diskutiert. **Mein Vorschlag war damals, dass Griechenland ausscheidet und wir alle nur erdenkliche Unterstützung bieten, damit sich Griechenland ausserhalb der Währungsunion erholt und dann gefestigt und im Bewusstsein, dass Stabilität wichtig ist, zurückkehrt. Ich hätte das auch deswegen für besser gehalten, weil dann das ganze Geld, das man investiert hat, direkt bei den Menschen angekommen wäre und nicht bei den Banken, die das Malaise mitverschuldet hatten.**

Man hat das dann nicht gemacht. Halten Sie es dennoch für eine Option, etwa mit Italien?

Man fürchtete sich vor einer Kettenreaktion; einem Zerfall der Währungsunion. Aber Griechenland wäre ein abschreckendes Beispiel geworden. Genau wie Grossbritannien mit dem Brexit. Ich denke, das Interesse an einem Ausscheiden aus der EU hat mit den Erfahrungen des Brexits deutlich nachgelassen.

Griechenland als Exempel wäre die EU günstiger zu stehen gekommen, als es Italien oder Frankreich würden.

**Absolut.**

«Das, was 2007/08 geschehen ist, war das Schlimmste, was der Marktwirtschaft in einer Demokratie passieren kann.»

Sie betonen, dass Hilfe bei den Leuten ankommen sollte und nicht bei den Banken. Wie beurteilen Sie denn den gegenwärtigen Stress im Finanzsystem und die Rettungsaktionen der Behörden?

**Das, was 2007/08 geschehen ist, war das Schlimmste, was der Marktwirtschaft in einer Demokratie passieren kann. Gewinne sind privat, Schulden werden sozialisiert. Das ist die Perversion der Marktwirtschaft und geht weit über das Wirtschaftliche hinaus. Man sagte, das darf nie mehr passieren. Und jetzt ist es wieder passiert, wenngleich bisher nur in überschaubarer Dimension.**

Sie haben in Europa in einer Kommission mitgewirkt, die geholfen hat, Regeln aufzustellen. Man hat höhere Eigenkapitalquoten verlangt und die Liquiditätsvorschriften verschärft. Trotzdem ist jetzt die Credit Suisse in existenzielle Schwierigkeiten geraten und hat man die neuen Regeln nicht angewandt. Sind diese unbrauchbar?

Bei der Credit Suisse wundert es mich eher, dass das so lange gedauert hat. Es gab eine derart lange Reihe von Skandalen, das war ein Sonderfall.

«Den Fall der Silicon Valley Bank hätte die Aufsicht sehen und einschreiten müssen. Dass sie das nicht rechtzeitig getan hat, ist für mich unverständlich.»

Wenn bei solchen Sonderfällen wieder der Staat einspringen muss, sind wir doch wieder an dem Punkt, wo das System die Glaubwürdigkeit der Marktwirtschaft unterhöhlt. Was hat man nicht bedacht?

Man hat nicht einfach bloss etwas nicht bedacht. Wenn Sie den Fall der Silicon Valley Bank nehmen, dann wurde dort das primitivste Einmaleins des Banking und der Bankenaufsicht verletzt. Dass man Probleme kriegt, wenn die Zinsen steigen und man Ausleihungen langfristig zu tiefen Zinsen gebunden hat, aber sich kurzfristig finanziert, das hätte die Aufsicht doch sehen und einschreiten

müssen. Dass sie das nicht rechtzeitig getan hat, ist für mich unverständlich. Ich fürchte, da ist auch noch einiges unterwegs; wir sind da noch nicht durch.

Fehlt es an Kompetenz, oder haben die Aufseher einfach zu wenig Biss?

Zu wenig Erfahrung. Mein Kollege Martin Hellwig und Anat Admati haben ja das Buch «Des Bankers neue Kleider» geschrieben. Sie warben darin für Eigenkapitalquoten von mindestens 20 Prozent und wurden dafür vom Bankensektor wüst beschimpft. Natürlich geht das nicht von heute auf morgen. **Aber es stellt sich zunehmend heraus, dass die Glaubwürdigkeit des Bankensektors von einer hohen Eigenkapitalausstattung und der Einhaltung der Liquiditätsvorschriften abhängt. Die Banken müssen dem Vorrang einräumen vor kurzfristigen Gewinnmöglichkeiten.**

«Ob sie ein offizielles Mandat haben oder nicht, die Zentralbanken werden für die Finanzstabilität mitverantwortlich gemacht.»

Ist es richtig, dass viele Zentralbanken auch für die Finanzstabilität zuständig sind? Gefährdet das nicht den Fokus auf die Preisstabilität?

**Es gab international eine intensive Diskussion, ob man das Mandat der Notenbanken nicht um Finanzstabilität erweitern sollte. Ich bin der Meinung, ob sie jetzt ein offizielles Mandat haben oder nicht, die Zentralbanken werden für die Finanzstabilität mitverantwortlich gemacht. Das können sie nicht einfach wegschieben, sie sind implizit darin verhaftet. Deshalb halte ich es auch für so schlimm, dass sie in den vergangenen Jahren derart lange eine Liquiditätsschwemme erzeugt haben, die zu einem grossen Teil erst zu dem unverantwortlichen Verhalten der Banken geführt hat. Die Suche nach Renditen in einem Nullzinsumfeld erzeugt ein Umfeld, in dem ökonomisch fragwürdige Investitionen getätigt und unverantwortliche Risiken eingegangen werden.** Alan Greenspan sagte vor der Finanzmarktkrise, die Welt sei jetzt viel stabiler, weil die Risiken in einem vollkommenen Markt perfekt verteilt seien.

Was eigentlich ein Mehrwert des Finanzsystems sein sollte.

Das Gegenteil ist passiert. Diejenigen Banken haben damals die US-Hochrisikopapiere gekauft, die sie nicht verstanden haben, und nicht diejenigen, die stabil genug gewesen wären, um in Krisen auch damit umzugehen.

Die Zentralbanken und die Politik haben eine grosse weltwirtschaftliche Krise erfolgreich verhindert.

Das war 2007/08 die richtige Lehre aus der Grossen Depression. Aber doch nicht bis heute. **Markus Brunnermeier, einer der gescheiterten Köpfe in dem Bereich, hat ein Buch über Resilienz geschrieben.** Seine Botschaft lautet kurzgefasst: **Es wird immer Krisen geben. Zu versuchen, alle Krisen zu vermeiden, ist völlig falsch. Ich sehe gerade in Deutschland mit grosser Besorgnis, dass die Politik dabei ist, bei jeder Krise einzugreifen.** Entschuldigen Sie, aber das hat auch etwas mit den Medien zu tun. Wenn irgendwo etwas auftaucht, wird die Politik gefragt, was sie jetzt tue. Und **kein Politiker traut sich im Fernsehen zu sagen: «Da können wir nichts**

machen, das muss sich ausheilen.» **Also sagt die Politik in Deutschland immer öfter: «Wir lösen das.» Das schürt bei den Leuten eine Erwartung, die die Politik nicht erfüllen kann. Das halte ich demokratiepolitisch für sehr gefährlich.** Die Tatsache, dass wir mit immer weniger Schwung in den nächsten Aufschwung gehen, hat damit zu tun, dass wir die Strukturen nicht bereinigt haben und «Zombies» weiter existieren. Japan leidet bis heute daran, dass man versucht hat, mit Geldpolitik strukturelle Probleme zu lösen. Das ist das falsche Mittel.

«Ich sehe gerade in Deutschland mit grosser Besorgnis, dass die Politik dabei ist, bei jeder Krise einzugreifen. Entschuldigen Sie, aber das hat auch etwas mit den Medien zu tun.»

Die EZB feiert ihr 25-Jahre-Jubiläum, und **Sie sind jetzt 87 Jahre alt.** Glauben Sie, dass es den Euro noch gibt, wenn Sie hundert werden?

Gut, haben Sie mich nicht gefragt, ob ich glaube, hundertjährig zu werden. **Ich bin sicher, dass der Euro lange leben wird.** Die Weltgeschichte zeigt, dass man langfristige Prognosen über hundert Jahre hinweg nie machen sollte, das wäre unseriös. Zu viel kommt ganz anders, als man es sich überhaupt vorstellen kann. **Aber in den Euro wurde von den Ländern so viel politisches Kapital investiert, dass sie am Euro festhalten werden.** Man muss auch bedenken: **Ein Zusammenkrachen der Währungsunion wäre ein ökonomisches und politisches Desaster. Das wird die Politik verhindern. Die Frage ist für mich nicht, ob der Euro überlebt, sondern welcher Euro überlebt und wie stabil er sein wird.**

«Ein Zusammenkrachen der Währungsunion wäre ein ökonomisches und politisches Desaster. Das wird die Politik verhindern.»

## Ein praxiserfahrener Akademiker Otmar Issing, Geldpolitiker

Er war Professor für Volkswirtschaftslehre an den Universitäten Erlangen und Würzburg und hat über 250 wissenschaftliche Artikel und Stellungnahmen zu geld-, wirtschafts- und finanzpolitischen Fragen publiziert. Doch für viele im deutschsprachigen Raum ist Otmar Issing bis heute *das* deutsche Gesicht der Europäischen Zentralbank (EZB), das sich nüchtern und unbestechlich kritisch – und gerne auch mit einer Prise Humor – für eine solide, stabilitätsorientierte Geldpolitik einsetzt. Issing war Mitglied der deutschen Wirtschaftsweisen, bevor er 1990 ins Direktorium der Bundesbank berufen wurde. Der damalige Bundeskanzler Helmut Kohl soll zu seinem Finanzminister Wolfgang Schäuble gesagt haben, er frage sich, wann Issing endlich mal den Euro loben werde. Issings Berufung ins Direktorium der EZB hat das nicht verhindert. Von 1998 bis 2006 prägte er dort als erster Chefökonom die Geldpolitik der EZB entscheidend mit. Issing mahnte weiter und stärkte so die Unabhängigkeit der Geldpolitik. Nach der Finanzkrise war er Mitglied in deutschen und europäischen Expertenkommissionen zur Reform der Finanzmarktregulierung. Bis heute schreibt und spricht der beneidenswert vital gebliebene 87-jährige Ehrenpräsident des Frankfurter Centers for Financial Studies über die neusten Entwicklungen in Akademie und Praxis. Das Gespräch wurde am Rande der [17. Gottfried-von-Haberler-Konferenz](#) in Vaduz geführt.

28 mai 2023 (Le Figaro)

[Philippe Fontana: «Des associations subventionnées détournent le droit d'asile pour promouvoir l'immigration» \(lefigaro.fr\)](#)

## Philippe Fontana: «Des associations subventionnées détournent le droit d'asile pour promouvoir l'immigration»

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié il y a 3 heures , mis à jour il y a 3 heures



Philippe Fontana. *Fabien Clairefond*

**ENTRETIEN - Militantisme des associations financées par l'État, jurisprudence délétère des cours européennes et nationales, lenteurs des procédures administratives... Dans un essai très documenté, *La Vérité sur le droit d'asile*, l'avocat met à nu, derrière l'idéal de l'accueil universel, la réalité d'un système dévoyé.**

**LE FIGARO. - Votre nouvel essai s'intitule *La Vérité sur le droit d'asile*. En France, si chaque année la plupart des 150.000 demandeurs sont déboutés, la majorité demeure sur le territoire. Peut-on évaluer le nombre de clandestins sur le territoire français? Le phénomène est-il encore en train de s'amplifier?**

**Philippe FONTANA. -** Le phénomène s'accroît puisque 200.000 demandeurs d'asile sont attendus en 2023. La raison est simple. Tout étranger doit solliciter un visa ou un titre de séjour pour entrer sur le territoire national, à l'exception d'un demandeur d'asile. Même si son entrée en France est illégale, il se verra remettre une autorisation provisoire de séjour (APS), le temps de l'instruction de sa demande, prolongée en cas de recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). En outre, il sera logé dans un Centre d'accueil pour demandeur d'asile (Cada) et percevra une allocation (ADA). Six mois après sa première demande, il sera autorisé à travailler. Cette situation est attrayante pour les Afghans, Bangladais ou Turcs, les premières nationalités à le solliciter. Pour se conformer à ses obligations, l'État multiplie la création de Cada: 360 en 2020 contre 63 en 1999. Le coût de l'asile est évalué à 66 % du projet de loi de finances en matière d'immigration, qui est de 2 milliards d'euros en crédits de paiement, soit plus de 1,3 milliard pour 2023. Socialement, le nombre de Français confrontés à la présence de demandeurs d'asile va en augmentant. Le gouvernement continue une politique de délocalisation des structures d'accueil en province pour soulager la région parisienne. Enfin, s'il obtient la qualité de réfugié, sa demande de regroupement familial ne sera pas soumise à un encadrement, contrairement aux autres bénéficiaires d'un titre de séjour.

**Comment expliquez-vous une telle impuissance de l'État? Le principal obstacle est-il juridique? Faut-il modifier la Constitution? Au-delà du droit français, quel est le rôle joué par les Cours européennes?**



L'État est corseté par la jurisprudence du Conseil constitutionnel et celle du Conseil d'État qui imposent l'obligation d'instruire une demande d'asile, malgré le caractère illégal du séjour en France. Édouard Balladur avait fait adopter en 1993 une modification de la Constitution par le Parlement réuni en Congrès à Versailles procédant à un véritable «lit de justice». À l'époque, c'était pour éviter l'annihilation des mécanismes de Schengen et de Dublin, qui empêchaient le dépôt d'une demande d'asile multiple dans les États les ayant adoptés. Une nouvelle modification apparaît nécessaire pour suivre l'exemple du Danemark, du Royaume-Uni et de la Hongrie. Ces États ont adopté des règles différentes, mais dont le résultat est de réduire drastiquement les demandes d'asile en les décourageant.

Or, le Danemark dont l'exemple est cité frénétiquement avait négocié, après un premier refus du traité de Maastricht en 1992, une option de retrait dite «opt-out». Elle lui a permis de ne pas adhérer aux dispositions du traité en matière de justice et affaires intérieures, donc de l'asile. La France est soumise aux directives européennes, puisque l'asile est désormais une compétence de l'UE. La jurisprudence de la CJUE est restrictive, notamment sur le contrôle aux frontières qu'elle entend proscrire. La CEDH condamne, elle, en 2022 la France pour le renvoi d'un Tchétchène bénéficiaire du droit d'asile et auteur de faits de terrorisme sur le territoire national.

### **Votre livre souligne également le rôle délétère des associations. Quel est-il?**

D'abord celui de contester systématiquement, et souvent avec succès, toute décision réglementaire restreignant le détournement du droit d'asile. Par exemple, lorsque l'Ofpra adopte une liste de pays d'origine sûr, elles contestent cette décision devant le Conseil d'État. Or, cette liste est stratégique. Elle réduit de six mois à quinze jours les délais d'instruction d'une demande d'asile devant l'Ofpra. Et de cinq mois à cinq semaines l'examen d'un recours devant la CNDA, confié à un juge unique. Ce qui écarte certains assesseurs désignés par le HCR qui adoptent une attitude idéologique.

Ensuite, elles symbolisent une forme d'alliance sur ce sujet avec la haute fonction publique. Deux exemples: France terre d'asile (FTDA) compte deux conseillers d'État à son bureau. L'ancien patron de l'Ofpra, Pascal Brice, qui incitait les migrants de Calais désireux d'aller au Royaume-Uni à plutôt solliciter une demande d'asile est aujourd'hui le président de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) qui comptent plusieurs associations de soutien aux demandeurs d'asile, comme le Gisti et la Cimade. C'est lui qui a permis à l'Ofpra d'augmenter le taux de bénéficiaire de la protection internationale de 12 % à 25 % entre 2012 et 2018, années de son mandat comme directeur de cet établissement.

### **Ces associations sont-elles subventionnées par l'État? Leurs motivations sont-elles uniquement humanitaires ou également idéologiques, voire économiques?**

Oui. Le ministre de l'Intérieur a communiqué en avril 2023 en réponse à une question parlementaire le chiffre de 750 millions d'euros de subventions bénéficiant à 1 350 associations pour l'année 2021. Certaines d'entre elles souhaitent abolir les frontières et aident des migrants à les traverser puis les hébergent. D'autres, comme Coallia, gèrent pragmatiquement des structures d'accueil, puisque l'État leur a délégué cette mission. Le produit d'exploitation de cette seule association était de 380 millions pour l'année 2020, pour un chiffre d'affaires de 231 millions.

**Le ministre de l'Intérieur a communiqué en avril 2023 le chiffre de 750 millions d'euros de subventions bénéficiant à 1350 associations pour l'année 2021. Certaines d'entre elles souhaitent abolir les frontières et aident des migrants à les traverser puis les hébergent**

*Philippe Fontana*

### **Le patronat exerce-t-il aussi une forme de pression sur les pouvoirs publics. Que pensez-vous de la volonté du gouvernement de faciliter l'obtention de titre de séjour pour les métiers en tension?**

À ma connaissance, aucun de ses représentants n'a souhaité une telle adoption auprès des rapporteurs au Sénat du projet de loi abandonné par le gouvernement en mars 2023. C'est un choix politique, qui entérine le détournement de l'asile au profit des métiers dits en tension. Une alternative est possible,

celle de l'éloignement des déboutés du droit d'asile. Or, pour cela, le gouvernement devrait accélérer la construction des CRA. Au nombre de 26, ils ne comptaient, fin 2022, que 1 850 places. Le ministre de l'Intérieur privilégie, dans une situation de pénurie, le placement en rétention les bénéficiaires d'une OQTF qui présentent un risque de trouble à l'ordre public.

## **Est-il encore possible d'empêcher le détournement du droit d'asile? Cela peut-il se faire en maintenant le statut de réfugié?**

Le statut de réfugié est accordé au bénéficiaire de l'asile et de la protection subsidiaire. Il est possible de le réformer, d'abord en transposant astucieusement les directives européennes. Celle du 26 juin 2013 permet de refuser l'asile à des demandeurs transitant par des pays d'origine sûre avant leur arrivée en France. La CNCDH, s'appuyant sur la jurisprudence du Conseil d'État, a dissuadé le gouvernement de s'en inspirer lors de la présentation du projet de loi adopté par le Parlement en septembre 2018.

## **Au-delà de la question de l'asile, est-ce la politique d'immigration qu'il faut revoir entièrement?**

L'asile ne doit pas être confondu avec l'immigration. Son caractère est historique et presque sacré. Tout le paradoxe est là. Les associations entendent s'en servir pour promouvoir l'immigration. Elles ne sont pas dupes de la raison essentiellement économique de la demande d'asile, donc de son détournement.



*La Vérité sur le droit d'asile*, Philippe Fontana, L'Observatoire, 10 mai 2023, 208 p., 20 €. Editions de l'Observatoire

25 mai 2023 (FAZ)

[Frank-Walter Steinmeier wirbt für eine soziale Pflichtzeit \(faz.net\)](https://www.faz.net)

SOZIALE PFLICHTZEIT:

## Ein Dienst zur Stärkung unserer Demokratie

VON FRANK-WALTER STEINMEIER

-AKTUALISIERT AM 25.05.2023-15:56



Strukturen der Solidarität: ehrenamtliche Helferinnen der Tafel in Lübeck

Ein Dienst, bei dem Menschen aus verschiedenen Milieus und Schichten zusammenarbeiten müssen, kann den Zusammenhalt der auseinander driftenden Gesellschaft wieder stärken. Ein Gastbeitrag des Bundespräsidenten.

Vor einem guten Jahr habe ich einen verpflichtenden Dienst an der Gesellschaft vorgeschlagen. Die öffentlichen Reaktionen waren sehr unterschiedlich. Einige waren erschrocken. Eine Pflicht zum Dienst? Das könnten wir den Menschen nicht zumuten. Von manchen Jüngeren hieß es: „Auch das noch, als ob Corona uns nicht schon genug Lebenszeit und Entfaltungsfreiheit geraubt hat!“ Es gab aber auch viel Zustimmung. Viele Menschen sind regelrecht elektrisiert von der Vision: eine Zeit des Miteinanders, eine gleiche Pflicht für alle, ein Dienst für unsere Demokratie.

Kalt gelassen hat die Frage wohl kaum jemanden. Die Debatte führen wir so intensiv wie nie zuvor, und darüber freue ich mich. Ich will jetzt präzisieren, welche Bedingungen für eine soziale Pflichtzeit zu erfüllen sind und welche Formen sie haben kann.

### Warum muss es eine Pflicht sein?

Die Zustimmung zur sozialen Pflichtzeit erreicht in der ganzen Gesellschaft etwa 65 Prozent. Das ist ermutigend. Bei den Jüngeren fällt sie geringer aus und liegt knapp über 50 Prozent. Hier sehe ich einen Prüfstein für die weitere Diskussion. Dass Ältere mit ihrer Mehrheit über die Pflicht von Jüngeren entscheiden, das wäre falsch. Es müssen alle Generationen dazu bereit sein. Das ist mein Ziel.



Bundespräsident Frank-Walter Steinmeier :Bild: Daniel Pilar

Deshalb gleich zu der zentralen Frage: Warum muss es eine Pflicht sein? Es gibt ja die Freiwilligendienste und das freiwillige Engagement. In der Tat kümmern sich Millionen in unserem Land jeden Tag um Menschen, die Hilfe brauchen. Sie sind für andere da, oft neben ihrem Beruf. Ich bin dankbar für die Verantwortung, Hilfsbereitschaft und Tatkraft, die in unserer Gesellschaft steckt. Zur Wahrheit gehört aber auch, dass das Engagement in vielen Vereinen, Notdiensten, Hilfsorganisationen an Nachwuchsmangel leidet. Wahr ist auch, dass an vielen Orten immer dieselben Personen das Ehrenamt tragen. Viele Strukturen der Solidarität werden in der modernen Gesellschaft brüchig. Es fehlt ihnen zunehmend an Breite, Dauer und Verlässlichkeit.

Eine Pflicht ist nicht einfach nur Zwang. Denken wir einen Moment darüber nach. Wenn alle angesprochen sind und sich alle beteiligen, dann erfahren sich auch alle als gleiche Bürgerinnen und Bürger. Mit der Pflicht sagt der demokratische Staat: „Du zählst, du trägst Verantwortung, und du bist Teil dieser Demokratie! Du wirst gebraucht!“ Und zwar für eine gerechtere, eine menschliche und nachhaltige Gesellschaft. Die Pflichtzeit ist praktischer Einsatz für die Demokratie und für eine lebenswerte Zukunft.

Wir geben mit der sozialen Pflichtzeit eine Antwort auf die destruktiven Auswirkungen sozialer Zersplitterung. Ich mache mir Sorgen, dass die Abwendung der Menschen voneinander früher oder später die Grundlage unserer Demokratie aushöhlt. Wer sich nur noch von seiner Gruppe bestätigen lässt, wer nur noch denkt und fühlt, was in der eigenen Blase gedacht und gefühlt wird, der verliert sein Mitgefühl mit anderen und oft auch den Respekt vor ihnen. Eine allgemeine Pflichtzeit führt zur Begegnung mit Leuten, denen wir sonst wenig oder nie begegnen oder die wir nur im Vorbeigehen in ihrer beruflichen Funktion erleben, aber nicht in ihrer Menschlichkeit. Indem wir ihnen näherkommen, lernen wir auch etwas über das Leben anderer. „Ambiguitätstoleranz“ nennt es die Sozialphilosophie. Gemeint ist die Fähigkeit, sich nicht so leicht befremden und ängstigen zu lassen, wenn ein Mitmensch ganz anders tickt als man selbst.

## Verbindung zwischen unterschiedlichen Milieus

Ich bin überzeugt, dass eine soziale Pflichtzeit eine verbindende Erfahrung in einer Gesellschaft der verschiedenen Lebenswege ermöglicht. Sie kann gegeneinander abgeschottete Lebenswelten öffnen – reich und arm, Abiturienten und Hauptschüler, jung und alt, Stadt und Land, Ost und West, Nord und Süd, diese oder jene Religion, Kultur, Herkunft, Orientierung, Identität. Das ist kein Widerruf der individuellen Entfaltung, die zur Stärke der modernen freien Gesellschaften zählt. Wir wachsen in der Auseinandersetzung mit anderen Milieus. Es geht darum, dass selbstbewusste Individuen an Orten zusammenfinden, an denen sie gemeinsam etwas bewirken.

Freiheit als Gesellschaftsentwurf geht nicht in einer isolierten Ich-Perspektive auf. Sie benötigt lebendige Beziehungen zu anderen Menschen, in denen sich eine verantwortungsbewusste Persönlichkeit entwickeln kann. Hilfe geben und Hilfe empfangen, die eigene Stärke als nützlich und gewinnbringend für

Mitmenschen erleben, mit denen wir nicht verwandt sind, die nicht unserem Freundeskreis, ja nicht einmal der eigenen Generation angehören, in Kooperation mit anderen Menschen Probleme lösen – dies sind Dimensionen unseres Lebens, mit denen wir nicht nur durch Worte, sondern durch Taten alles stärken, was uns verbindet.

Genau diese Fähigkeiten sind auch notwendig, damit unsere Demokratie funktioniert. Denn nur wer sich in andere hineinversetzen kann, wer unterschiedliche Perspektiven gelten lässt, wird bereit sein, Kompromisse zu schließen oder mitzutragen. Demokratische Politik muss dies jeden Tag leisten: einen möglichst fairen Ausgleich zwischen unterschiedlichen Interessen finden, die für sich genommen alle eine Berechtigung haben.

## Der Staat muss sich die Pflichtzeit etwas kosten lassen

Mein Wunsch wäre es, dass die soziale Pflichtzeit länger dauert als eine Hospitation oder ein **Praktikum**. Sechs Monate sollten es schon sein, aber auch nicht mehr als ein Jahr. Sie sollte in unterschiedlichen Phasen des Lebens absolviert werden können: Die Zeit nach dem Schulabschluss oder der Berufsausbildung liegt nahe, als Moment der Orientierung und des Neuanfangs im Leben. Aber auch später, als Auszeit im Beruf, kann ein solcher Dienst besonders sein. Jeder und jede sollte die Wahl haben.

Eines muss uns bewusst sein. Es wird eine soziale Pflichtzeit in Deutschland nur dann geben, wenn wir einen größeren politischen Konsens erreichen. Denn erstens müssen wir unsere Verfassung ändern, und dafür braucht es eine verfassungsändernde Mehrheit in gewählten Parlamenten, die wir heute für eine Pflichtzeit noch nicht haben. Zweitens stimmt es eben nicht, dass der Staat durch eine Dienstpflicht Geld sparen kann. Im Gegenteil, er muss für eine soziale Pflichtzeit Geld aufwenden, um den auskömmlichen Lebensunterhalt und die Unterkunft der Dienstleistenden sicherzustellen, aber auch für eine gute Begleitung der Pflichtzeit mit Schulungen und Seminaren. Wir müssen also gewillt sein, uns den Dienst an der Gemeinschaft etwas kosten zu lassen, in diesen Dienst an der Demokratie zu investieren. Auch das ist ein Prüfstein unserer Ernsthaftigkeit.

Die Pflichtzeit kommt, wenn wir Bürgerinnen und Bürger sie wollen. Ich werbe dafür. Denn sie wäre ein Gewinn für die innere Festigkeit unserer demokratischen Lebensweise in unsicheren Zeiten.

25 mai 2023 (Le Figaro)

[Gilbert Cette: «L'impôt, un mauvais réflexe “génétiquement” français» \(lefigaro.fr\)](#)

## Gilbert Cette: «L'impôt, un mauvais réflexe “génétiquement” français»

Par [Julien Da Sois](#)

Publié il y a 2 heures , mis à jour il y a 49 minutes



Gilbert Cette. Sébastien SORIANO/Le Figaro

**ENTRETIEN - Pour le professeur d'économie, s'il faut taxer quelque chose, ce n'est pas la richesse mais les comportements.**

*Gilbert Cette est professeur d'économie à Neoma Business School. Il a notamment publié Travail et changements technologiques. De la civilisation de l'usine à celle du numérique aux Éditions Odile Jacob en 2021.*

**LE FIGARO. - Le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, a fustigé mardi la «solution pavlovienne de l'énarchie française: un problème, une taxe». Le recours à la fiscalité est-il ancré dans la tradition française?**

**Gilbert CETTE.** - Oui, c'est un mauvais réflexe «génétiquement» français. Quelque chose à financer? Une taxe. C'est habituel et culturel en France. Et cela nous amène à être le pays avancé, avec le Danemark, à la fiscalité la plus lourde, y compris en termes de progressivité. Au contraire, économiser sur des dépenses pour en financer d'autres, par exemple pour la transition climatique, est un bon réflexe pour un pays comme le nôtre qui est le champion de la dépense publique, et co-champion en matière de prélèvements publics.

**Il faut changer de logiciel et viser le désendettement de l'État**

*Gilbert Cette*

**Que pensez-vous de la taxation exceptionnelle du patrimoine financier des plus aisés pour financer la transition climatique, proposée par Jean Pisani-Ferry?**

Cela passe à côté du problème. **S'il faut taxer quelque chose, ce n'est pas la richesse, mais les comportements, pour les modifier afin qu'ils soient plus sains et respectueux du climat.** C'est sur le système de prix qu'il faut agir, en y intégrant le coût environnemental des différents types de consommation, de façon que les comportements s'orientent vers une demande moins chargée en termes d'émissions de gaz. **Et pour éviter de pénaliser les plus pauvres, il serait possible de leur redistribuer le produit de cette taxe carbone.**

Je vais pousser le raisonnement jusqu'à l'absurde. Quand on entend dire que les très riches émettent beaucoup de gaz à effet de serre, on passe à côté du sujet. Par euro de revenu, les riches produisent moins d'émissions de gaz à effet de serre que les pauvres, car ils épargnent. Si l'on veut faire des

transferts monétaires favorables au climat, il faudrait prendre aux pauvres pour donner aux riches! Cette approche aboutit à des enseignements absurdes. Il y a un réflexe un peu pavlovien en France qui est de taper sur les riches.

## **Mais on se rappelle que la hausse de la taxe carbone en 2018 avait été la goutte d'eau qui avait amené la crise sociale des «gilets jaunes»...**

Cela avait été très mal expliqué à l'époque. On peut envisager de l'augmenter de façon très progressive, et en redistribuant le produit de cette taxe aux bas revenus. Et puis, en 2018, il n'y avait pas de redistribution de cette taxe qui était prévue. Là, elle prendrait une autre allure. Ce serait complètement équitable.

## **Comment expliquer que cette piste d'un «ISF climatique» semble gagner des partisans?**

Il s'agit d'une position politique, dans un débat qui devrait être dépolitisé, car il s'agit d'un débat d'économie au sens large: que faut-il faire sur le plan climatique en termes de dépenses et de sources de financement? **Il faut arrêter de mélanger des considérations politiques et économiques.**

Certains pays y arrivent, comme la Suède, et pourtant ce pays a une taxe carbone phénoménale. Après la réforme de 2018 décidée par Emmanuel Macron, la France reste malgré tout l'un des pays européens dans lesquels la fiscalité du capital est la plus lourde, après le Luxembourg. Le but est-il d'être encore plus champion dans ce domaine?

## **Et la piste de l'endettement, également présente dans le rapport de Jean Pisani-Ferry?**

**Je ne comprends pas le raisonnement. Dans un pays où la dette est déjà très élevée, et avec des perspectives très incertaines sur le niveau des taux d'intérêt dans quelques années, cela me paraît dangereux. Il faut changer de logiciel et viser le désendettement de l'État. Les taux d'intérêt bas, c'est fini. Il ne faut pas préconiser d'endettement public, quelle que soit la dépense. On a chargé la barque ces trois dernières années, avec la crise du Covid et la crise inflationniste. Stop. L'héritage qu'on laisse à nos enfants est déjà très lourd.**

## **Comment alors financer la transition climatique, selon vous?**

**Nous avons en France un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 10 points inférieur à celui de l'Allemagne, à cause d'un taux d'emploi beaucoup plus faible. Si la France était au même niveau que l'Allemagne en la matière, cela ferait 100 milliards d'euros de plus dans les caisses publiques. On aurait ainsi de quoi financer la transition climatique, mais aussi le désendettement public ou des réformes importantes de l'Éducation nationale. La principale source de financement à long terme est là.**

[25 mai 2023 \(The Economist\)](#)

[How well does your country provide for its citizens? \(economist.com\)](#)

[Graphic detail](#) | Daily chart

# How well does your country provide for its citizens?

## A global index that attempts to compare people's well-being across 170 countries

May 24th 2023

How well off is humanity? Which countries' citizens are thriving and which are languishing? Where are people making progress and where are they sliding back? Often the answers to such questions come from examining their economies. GDP per person, however, can only show so much. More important is how prosperity translates into well-being. A dataset published on May 24th by the Social Progress Imperative, a non-profit organisation, aims to show that. It ranks 170 countries on how well they have provided for their citizens, using metrics other than wealth. See how they compare in our interactive chart below.

The organisation is not alone in measuring development by methods other than money counting. The UN's Human Development Index, for instance, combines GDP per person with measures of health and education. But the Social Progress Index (SPI) eschews GDP entirely. Instead, it tracks 52 indicators and groups them into three categories, to which it gives equal weight: basic human needs (such as food and water), the foundations for long-term development (education and health care) and "opportunity" (including personal rights and freedoms).

The results still suggest a link between wealth and well-being: the richest countries are often the ones where citizens thrive. Conditions are worst in the poorest. But the data also show that countries that have made great progress in some areas, such as meeting basic needs, let their citizens down in others, especially in protecting and expanding their freedoms.

The SPI's findings for 2022 put Norway top, with a score of 90.7. South Sudan came last. In general wealthy European countries are among the highest-ranked whereas countries in sub-Saharan Africa are the lowest.

In a separate analysis, the SPI shows how scores have changed between 1990 and 2020 (the latest figures are omitted because of differences in its methodology). After rapid progress in the 1980s and 1990s, improvements in human welfare seem to have slowed. Progress in some regions, such as Latin America, has stalled. The United States, meanwhile, is going backwards. The covid-19 pandemic has probably hurt global progress even more since.

The region that experienced the greatest increase in well-being is East Asia and the Pacific. Taken together, countries there improved their SPI score by an average of 18 points between 1990 and 2020. Much of that was driven by the rise of China's middle class, which showed up in higher scores on indicators for health education and provision of basic needs.

South Asia has also seen significant progress. India's SPI score, for example, increased by 16 points over the three decades. But it is tiny Bhutan, sandwiched between India and China, that advanced the most among the 170 countries. Its score jumped by 30 points as it greatly increased its provisions for meeting basic human needs. That looks like a vindication for the country that invented "[gross national happiness](#)", which its government prefers as a target to GDP. Venezuela, whose economy has shrunk by 75% since



2013 even as its dictator, Nicolás Maduro, [tightened his grip](#) on power, has seen the biggest drop of any country in its SPI rank between 1990 and 2020.

Paired with data on GDP, the SPI rankings show that economic growth is important, but not the sole determinant for social progress (see chart). China's GDP per person increased 11-fold between 1990 and 2010; over the same period its SPI score increased by 45%. India achieved a similar jump in its score, from a slightly lower base, with a third of China's economic growth.

America is another country where economic success is accompanied by deterioration in other areas. Despite having the richest citizens in the G7, a club of rich democracies, its SPI score, of 87.6, is the lowest in that group. Since 2016 America's SPI score has gone steadily downwards even though its economy has grown faster than those of other rich countries. That is largely because of worse scores in the "opportunity" category, which includes measures of discrimination and access to advanced education. Worryingly, America's performance reflects a trend: progress on personal rights is stalling around the world. Money, it seems, is not the root of all good.

Country	Social progress index in 1990	Social progress index in 2020	Rank change 1990-2020	Basic human needs
1 Switzerland	83	94	4	96
2 Norway	84	94	1	95
3 Denmark	84	93	1	96
4 Iceland	80	93	11	95
5 Germany	82	93	2	94
6 Finland	83	93	0	94
7 Sweden	84	92	-5	95
8 Netherlands	81	92	3	95
9 Canada	85	92	-8	95
10 Austria	80	92	7	96
11 Ireland	78	92	8	96
12 Belgium	82	92	-3	95

25 mai 2023 (The Economist)

[The American credit cycle is at a dangerous point \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Buttonwood

## The American credit cycle is at a dangerous point

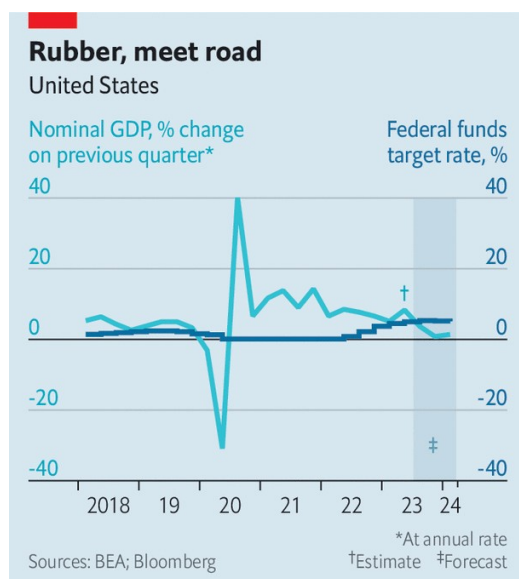
Welcome to a bad time for big debts



May 24th 2023

The celebrated tome **“Capital in the Twenty-First Century”, by Thomas Piketty**, a French economist, runs to 204,000 words—longer even than Homer’s “Odyssey”. But the book’s central argument can be distilled to a single, three-character expression:  **$r > g$** . As long as “ $r$ ”, the real rate of return to capital, exceeds “ $g$ ”, the real rate of economic growth—as Mr Piketty calculated it did over the course of the 20th century—then inequality will supposedly widen.

The simplicity of the message won Mr Piketty widespread acclaim. It also spawned a resurgence in the popularity of economic expressions. An influential one,  **$i > g$** , is a variation on the Piketty rule. **It applies when nominal interest rates (or risk-free returns) exceed nominal growth. The troubling conclusion from this expression applies to debt. In an  $i > g$  world, growth in revenues, wages or tax receipts that a debtor earns will be slower than the interest accumulating on their borrowing, meaning debt levels have the potential to explode.**



The Economist

**An  $i > g$  world is unfamiliar to America and most of the West. Since the end of 2009 nominal growth has been higher than nominal rates** (aside from the first half of 2020, when the covid-19 pandemic crashed the economy). **Now America is about to cross the threshold.** In the first quarter of 2023 robust annualised real economic growth, of 4.5%, and troublesomely high inflation meant that **nominal gdp rose**

at an annualised rate of 8.3%, easily exceeding nominal interest rates of around 5%. A panel of economists surveyed by Bloomberg, a data firm, anticipate that in the second quarter of the year growth will slip to just 0.4% and inflation to 3.3%. **Nominal growth is forecast to be just 3.7%—well below nominal rates of around 5.2%.**

**“This is when the rubber really meets the road for the economic cycle,”** notes Carl Riccadonna of bnp Paribas, a bank. **“This is the point at which, if you’re a business, your revenues are now growing more slowly than your cost of financing.”** Wage growth will lag debt growth. **Governments’ interest bills will grow faster than tax receipts. A single quarter of this might be bearable. Unfortunately, economists expect the situation to last a year or more.**

The precise impact depends on the extent to which debt reprices as interest rates rise. **The vast majority of American homeowners have 30-year fixed-rate mortgages.** This generous financing will protect them against a pincer-like combo of slowing wage growth and rising interest expenses. Nevertheless, **consumers carrying other kinds of debt—including revolving credit-card balances and private student loans—will feel the pinch.**

Many companies carry a mix of fixed and floating-rate debt, meaning they will also be somewhat insulated. But the maturities of their debts tend to be much shorter than those of mortgages. **A large portion of corporate fixed-rate debt is due to roll over in 2024. Companies that are preparing to refinance are getting nervous.** Raphael Bejarano of Jefferies, an investment bank, points out that many corporate treasurers have been spooked by just how difficult it has been to issue debt over the past year. **“Many of them are looking at their big maturities in 2024 and trying to roll some of that debt a little earlier, even at higher rates,”** he says. **What they really fear is being unable to roll their debt over at all.**

The most-exposed companies include many that have been recently snapped up by private-equity barons. Private-credit loans taken on by their firms’ portfolio companies tend to have floating rates. During the last major credit cycle, in 2008, many private-equity firms were able to hang on to their overleveraged acquisitions by negotiating with lenders, which were mostly banks. This time around they will be going toe-to-toe with private-credit lenders, many of which also employ hefty private-equity teams and will be more than happy to take on overleveraged firms. In a sign of what may be to come, on May 16th kkr, a giant private-assets firm, allowed Envision Healthcare, a portfolio company in which it invested \$3.5bn at a \$10bn valuation in 2018, to fall into bankruptcy and be seized by its lenders.

When surveying this scene, it is reassuring to note interest rates have been high for some time, the American economy has fared reasonably well and even bank failures seem to have represented a flesh wound rather than a fatal one. **But all of this has happened in a different context. It is far easier to swallow a high cost of capital when it is matched by high returns on said capital. And that will not be the case for much longer.**

25 mai 2023 (L'Express)

[Sud global : cette imposture pour chercheurs en mal de marxisme, par Abnousse Shalmani - L'Express \(lexpress.fr\)](#)

Société, samedi 20 mai 2023 740 mots

## Sud global : cette imposture pour chercheurs en mal de marxisme, par Abnousse Shalmani

Abnousse Shalmani

**Ne soyons pas naïfs! Derrière son apparente "lutte contre les dominations occidentales", le Sud global n'est qu'une association d'autocraties qui mènent une guerre culturelle contre nos valeurs démocratiques.**

Après le tiers-mondisme qui, à l'époque de la guerre froide, prônait le non-alignement; après le mouvement post-chute du mur de Berlin, qui vantait le progrès politique, social et technique partout - autrement dit, le libéralisme pour tous -, voici venu le temps du Sud global, censé défendre une vision non occidentale du monde, combattre l'oppression, et instaurer l'autonomie pour tous. Est-il si différent du tiers-mondisme qui n'était qu'un paravent de l'autoritarisme - relatif parce que non occidental? Peut-il constituer une force d'équilibre? Existe-t-il un meilleur des mondes qui ne soit pas démocratique?

Au fond, qu'est-ce que ce Sud global qui fait saliver des chercheurs français orphelins du marxisme? Une petite musique s'installe qui, sans saluer ouvertement la chute tant rêvée du Grand Satan américain, espère une nouvelle donne mondiale où les pays dits du Sud ne seraient plus exploités pour leurs matières premières, et où leurs valeurs seraient monétisées au même titre que les valeurs occidentales (honnies). Lors d'une rencontre en Alaska, entre les chefs des diplomaties chinoise et américaine, en mars 2021, Yang Jiechi, directeur du bureau de la commission des Affaires étrangères, tenait tête à Antony Blinken, secrétaire d'Etat, en vantant les « droits de l'homme à la chinoise ». Voilà qui pourrait résumer la contre-proposition du Sud global qui réjouit tant Narendra Modi, Premier ministre indien, nationaliste hindou qui, avec son fidèle bras droit et ministre de l'Intérieur Amit Shah, efface progressivement la population musulmane d'Inde, tant dans le droit à la citoyenneté que dans l'Histoire en occultant, entre autres, les empereurs moghols musulmans entre le XVIe et le XIXe siècle - le Taj Mahal n'est plus, par conséquent, le mausolée de l'épouse adorée de Shah Jahan. Le président brésilien Lula, dont l'ADN anti-impérialiste le persuade que ce sont les Américains et la CIA qui ont monté de toutes pièces les accusations de corruptions à son encontre - l'idée qu'il n'aurait peut-être pas dû piquer dans la caisse pour éviter de se faire prendre ne l'effleure visiblement pas -, préfère dorénavant le voyage à Pékin et les prêts toxiques chinois à Washington et ses postures démocrates, ces empêcheurs de tricher en paix. Nous pourrions encore citer l'Iran des mollahs, résolument de retour dans le jeu diplomatique côté Chine, des zombies qui ne survivent qu'en s'abreuvant à la source toxique de la deuxième voie.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan joue le grand équilibre entre la Russie et l'Ukraine, la Chine et les Etats-Unis, sultan de l'opportunisme, qui s'offre même le luxe d'un virulent discours antioccidental, et parvient à sauver son islamisme frériste par l'introduction d'une forte dose d'ultranationalisme, qui ferait pâlir le plus modéré des socialistes s'il était européen, mais qui passe crème de l'autre côté du continent honteux des colonisations - oubliant au passage que la Turquie fut un empire avec des colonies européennes. L'ensemble du Sud global attaque les valeurs occidentales vues comme décadentes et si les analystes ne se concentrent que sur le bruyant discours anti-LGBT de Poutine, les dirigeants chinois, indien, sud-africain, turc, iranien et leurs copains reprennent tous la litanie de l'homosexuel responsable de tous les maux et dangereux pour la stabilité sociale. Le Sud global, ce sont les Etats contre leur population avide de démocratie. C'est l'autocratie nationaliste et discriminatoire sous un nom d'emprunt qui fleure bon la lutte contre les dominations occidentales d'avant-hier et l'impérialisme qui n'impose plus grand-chose. Les valeurs du Sud global sont bâties sur un anachronisme qui arrange les professionnels de la déstabilisation démocratique occidentale de l'intérieur.

Car pendant ce temps-là, en Occident, en Europe, là où l'autocritique et les excuses devant l'Histoire sont nées, là où la volonté de reconnaître les minorités ethniques, sexuelles, religieuses et d'offrir un havre de paix aux exilés des autocraties amies - nous devons parler à tout le monde car sinon nous ne parlerions à personne -, la remise en cause des valeurs démocratiques protectrices est un hobby d'enfant gâté. **Il est instructif de remarquer que l'islamisme perd partout dans le monde arabo-musulman (Egypte, Turquie, Tunisie, Iran, etc.) mais gagne chaque jour plus d'influence en Occident. Comme si la seule et dernière manière de nous faire pardonner serait d'importer inconsciemment ici ce qui détruit rageusement là-bas.**

25 mai 2023 (L'Express)

[Condamnation de Sarkozy : "Il se dégage de cette traque une odeur de règlement de compte" - L'Express \(lexpress.fr\)](https://www.lexpress.fr/actualite/politique/condamnation-de-sarkozy-_-il-se-dégage-de-cette-traque-une-odeur-de-règlement-de-compte-_-l-express_1171111.html)

France POLITIQUE, jeudi 25 mai 2023 1508 mots, p. 28

Entretien

## Jean-Eric Schoettl : « Le verdict contre Nicolas Sarkozy n'est pas commun »

LAURELINE DUPONT

**Avec sagacité, l'ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel interroge notre passion contemporaine pour les lynchages.**

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURELINE DUPONT

Un an de prison ferme et une privation de ses droits civiques durant trois ans alors que le Parquet n'avait requis que trois ans avec sursis : comment expliquez-vous une telle condamnation pour Nicolas Sarkozy?

Jean-Eric Schoettl : La condamnation va en effet au-delà des réquisitions du Parquet et confirme la sentence du tribunal correctionnel. Même s'il n'est pas incarcéré, un ancien président de la République se voit donc interdit de vote pendant trois ans et condamné à passer une année de sa vie assigné à résidence sous surveillance électronique. Ce verdict n'est pas commun, même pour des délits caractérisés (comme les agressions prouvées contre les agents de l'ordre public lors de manifestations). La cour d'appel pousse donc très loin le curseur de la sévérité. C'est déjà troublant.

Ça l'est plus encore quand on examine le fond de l'affaire. Je n'arrive pas à trouver caractérisés les délits de corruption active et de trafic d'influence. La position de l'autorité judiciaire, depuis le début de cette affaire, est construite sur le récit d'un pacte de corruption qui me paraît fantasmé : M. Sarkozy demandant à M. Azibert d'intervenir en sa faveur devant la Cour de cassation dans une procédure de portée limitée (récupération des agendas présidentiels saisis lors d'une précédente instance) en échange d'un poste de magistrat à Monaco. Me paraissent faire défaut toutes les pièces du puzzle dont l'assemblage signerait un véritable pacte de corruption ou un trafic d'influence : Nicolas Sarkozy ne demande ni directement, ni par le truchement de M. Herzog, à M. Azibert d'intervenir auprès de ses collègues de la Cour de cassation; Gilbert Azibert n'intervient pas auprès de ses collègues chargés de l'affaire des agendas présidentiels, lesquels appartiennent d'ailleurs à une autre chambre que la sienne; Nicolas Sarkozy ne demande rien à la principauté de Monaco en faveur de M. Azibert qui n'est d'ailleurs pas intéressé par le poste; poste qui n'est d'ailleurs ni si prestigieux, ni si rémunérateur; la nomination de M. Azibert à Monaco n'a pas lieu, pas plus qu'une quelconque pression de ce dernier ne s'exerce sur ses collègues, foi de ceux-ci. Le pacte de corruption imaginé par le juge n'a donc pas été consommé et l'intention de le commettre n'a pas non plus été établie. Pas plus que de trafic d'influence.

Il n'y a pas de fumée sans feu répliquera-t-on? Mais d'abord ce n'est pas sur une impression (et moins encore sur cette présomption de culpabilité permanente qui pèse sur l'ancien chef d'Etat) que doit se fonder le juge pénal. C'est sur la double certitude des faits et des intentions. Ensuite, cette « fumée », que révèle-t-elle, en réalité? Tout au plus que M. Azibert aurait fait part à M. Herzog d'un « climat » à la Cour de cassation et que M. Herzog aurait à son tour informé de ce « climat » M. Sarkozy. Zèle excessif de l'amitié entre les trois hommes? Peut-être. Mais non pacte de corruption. Si c'est cela un pacte de corruption, je m'accuse d'en avoir commis d'innombrables au cours de ma carrière en exposant à des élèves ou à des interlocuteurs extérieurs quel était, sur telle ou telle question, l'état d'esprit des cours où j'ai servi.

Même en mettant les choses au pire et en supposant (car rien n'est établi) qu'un « échange de services » ait été un temps imaginé pour évaluer les chances de succès d'une demande de restitution d'agendas, la condamnation à trois ans de privation des droits civiques et la peine de trois ans d'emprisonnement dont deux

avec sursis (tempérée si on ose dire par l' « aménagement de la partie ferme de la peine sous le régime de la détention à domicile sous surveillance électronique », auquel, selon le juge, il convient de soumettre l'ancien président) est-elle proportionnée? Est-il proportionné d'imposer pendant un an le port du bracelet électronique à un ancien président parce que celui-ci aurait (c'est un pur conditionnel) un moment envisagé de recommander à la principauté de Monaco (pour effectuer des vacances mensuelles payées 350 euros) une personnalité lui ayant donné son impression de magistrat (étranger à la prise de décision) sur ses chances de voir aboutir une demande de restitution d'agendas...?

Quelle est la portée symbolique d'une telle condamnation?

Depuis des années, Nicolas Sarkozy est le mauvais objet de l'intelligentsia française, notamment de sa branche étatique, à laquelle appartiennent les juges. Au près de la grande majorité des magistrats judiciaires, il a tout pour déplaire : de droite, ancien ministre de l'Intérieur tenant des propos sécuritaires et de facture populiste et, last but not least, ayant utilisé une image ressentie comme offensante (les « petits pois ») pour dépeindre la carrière judiciaire. Sans compter la robuste sincérité de sa défense au cours des innombrables poursuites dont il a été et reste l'objet.

Il y a eu des relaxes, mais aujourd'hui, tout se passe comme si les formations de jugement avaient à cœur de justifier la radicalité des phases d'enquête et d'instruction préalables. Il se dégage de cette traque une odeur de règlement de compte idéologique et corporatif. C'est l'autorité judiciaire qui s'affirme symboliquement victorieuse dans une empoignade avec le mauvais pouvoir. Le fait qu'elle soit juge et partie interpelle. Mais le message est éclatant : la classe politique n'a qu'à bien se tenir.

Comment se prémunir contre l'irruption du pénal dans la politique?

Il n'y a pas de remède miracle, parce que cette irruption est d'abord imputable à un état d'esprit dont on peut trouver l'origine dans la célèbre harangue qu'Oswald Baudot, substitut à Marseille et membre du Syndicat de la magistrature, adresse en août 1974 à ses collègues débutants : « Soyez partiaux. Pour maintenir la balance entre le fort et le faible, le riche et le pauvre, qui ne pèsent pas d'un même poids, il faut que vous la fassiez un peu pencher d'un côté... » Ce manichéisme militant et interventionniste se retrouve dans l'affaire du « mur des cons » et dans nombre de jugements qui, faisant un usage intempestif de certaines théories juridiques (état de nécessité, voie de fait), donnent tort au « système » (affaire des décrocheurs des portraits du président de la République à Lyon, affaire Vincent Lambert).

Beaucoup de magistrats estiment avoir un rôle rédempteur : « purifier » les instances dirigeantes. Les responsables politiques sont a priori suspects de corruption, d'abus de pouvoir et de négligence. D'où l'insistance sur l'exemplarité : un délit commis par un politique, même en dehors de l'exercice de ses fonctions, est plus grave que celui commis par le malftrat ordinaire. Les poursuites, comme les sentences, expriment cette dissymétrie.

La condamnation de Nicolas Sarkozy, le 17 mai, serait-elle alors à replacer dans un contexte plus large?

Les affaires Sarkozy ne sont pas les seules loin de là, à voir l'autorité judiciaire faire preuve, à l'encontre des personnalités politiques, au nom du fameux devoir d'exemplarité, d'un zèle et d'une sévérité exceptionnels. Depuis son entrée en fonction, l'actuel garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti, est vilipendé par une bonne partie de la magistrature, que celle-ci s'exprime par la voix de ses syndicats, qui dénoncent, dans sa nomination, une « déclaration de guerre », ou bien d'une haute hiérarchie judiciaire qui ne craint pas de le morigéner publiquement. Ces mêmes hautes autorités pèsent sur le fonctionnement de la Cour de justice de la République (CJR) à tous les stades de la procédure surréaliste engagée contre le ministre de la Justice et n'ont pas le réflexe de se déporter.

Il en va de même pour la crise sanitaire : le 10 septembre 2021, la commission d'instruction de la CJR met en examen Agnès Buzyn du chef de « mise en danger de la vie d'autrui » et la place sous le statut de témoin assisté pour « abstention de combattre un sinistre ». Il suffit de se reporter à la définition de ces infractions dans le Code pénal pour se convaincre qu'aucune des deux ne s'applique aux actes ou omissions d'agir pouvant être

directement attribués à Agnès Buzyn (ou à Olivier Véran, ou aux précédent et actuel Premiers ministres) dans la gestion de la crise. S'agissant de la « mise en danger de la vie d'autrui » la Cour de cassation a heureusement dégonflé la baudruche le 20 janvier dernier. Un rayon de soleil.

L'opinion publique ainsi que les médias ont également leur part de responsabilité dans cette dérive. Nous nous complaisons presque tous à l'idée que nos élus sont indignes de nos suffrages. La petite musique du « tous pourris » nous console de nos frustrations de citoyens, de notre rêve déçu de gouvernance efficace, de notre insignifiance politique personnelle. En ce sens, l'importance donnée à la chronique médiatico-judiciaire des affaires impliquant la classe politique traduit non pas une exigence d'intégrité, mais une délectation morose dans la mise au pilori récurrente des responsables publics pour une immoralité que nous tenons pour congénitale, pour mieux pouvoir les immoler à notre convenance. Presse et justice sont les instruments de ce désir collectif, jamais complètement assouvi, de lynchage.



25 mai 2023 (L'Express)

[Pourquoi nous devons sauver la notion de mérite, par Gérald Bronner - L'Express \(lexpress.fr\)](#)

Idées et débats, dimanche 21 mai 2023 740 mots

## Pourquoi nous devons sauver la notion de mérite, par Gérald Bronner

Gérald Bronner

**La méritocratie est une fiction qui ne tient pas toutes ses promesses, mais c'est une fiction utile. Sa seule alternative? Le fatalisme social.**

La question de la reproduction des inégalités sociales entre les générations est un problème central du monde contemporain. C'est particulièrement vrai pour les systèmes démocratiques qui promettent, a contrario des sociétés traditionnelles, que les cartes de la réussite seront redistribuées en fonction du mérite de chacun. Ce mythe d'une égalité sur la ligne de départ où l'on est censé être récompensé en fonction de ses efforts et de son talent finit par humilier ceux qui restent sur le bord de la route. Dans nos sociétés, si le sang ne transmet plus la légitimité du pouvoir politique, il confère une chance statistique plus grande de réussite. Ceux qui, à tort ou à raison, considèrent qu'ils n'ont pas réussi leur vie peuvent alors, quelles qu'aient été leurs chances initiales réelles, intégrer l'idée que c'est parce qu'ils ont été moins méritants.

Cette rhétorique de la défaite se mue aisément en rage sociale, et cela donne une raison sérieuse de mettre en examen l'idée d'une égalité des chances, comme le souligne Michael Sandel, professeur en philosophie politique à Harvard et auteur d'un livre intitulé *La Tyrannie du mérite*. Pour cette raison, le récit méritocratique, et même la notion de mérite, est attaqué de toute part aujourd'hui, y compris par une partie de la gauche. N'a-t-on pas entendu récemment Olivier Faure évoquer, lui aussi, la "tyrannie du mérite"? La méritocratie est une fiction qui ne tient pas toutes ses promesses, c'est entendu, mais elle est peut-être, pour reprendre les mots du sociologue François Dubet, une "fiction utile". Car, dans le fond, quelle est l'alternative narrative? Ceux qui conduisent au bûcher politique la notion de mérite n'ont pas d'autres récits à proposer que celui du fatalisme social, c'est-à-dire l'idée qu'à de rares exceptions consolantes près, les inégalités sociales ont vocation à se reproduire. Il s'agit d'un récit commode pour inspirer une forme de rage politique, mais il engendre possiblement des effets pervers, notamment celui de se muer en prophétie autoréalisatrice.

Une recherche récente donne de nouveaux arguments à cette crainte. Conduite par trois économistes, Rustamdjan Hakimov, Renke Schmacker et Camille Terrier, elle porte sur 2 000 élèves de terminale en France juste avant la date limite fixée par Parcoursup pour émettre des vœux d'orientation. Il s'agit d'évaluer la confiance en eux-mêmes de ces élèves. Sans surprise, l'étude montre, comme plusieurs autres avant elle, que les enfants d'origine modeste - y compris les meilleurs élèves - souffrent d'un manque de confiance.

Un fatalisme fictionnel

Or, les choix d'orientation sont justement impactés statistiquement, à moyenne générale égale, par cette estime de soi. Lorsqu'elle est faible, elle conduit à des options moins ambitieuses. Mais, après tout, étant donné leurs plus faibles chances de réussite, n'est-il pas raisonnable pour les enfants d'origine modeste d'ambitionner plus bas? Ce sont les effets que l'on peut craindre et que l'on observe d'un fatalisme social latent.

En effet, ces trois chercheurs ont poussé plus loin leurs investigations : ces jeunes issus des catégories modestes évaluent-ils convenablement la position qu'ils occupent dans la hiérarchie de Parcoursup? La réponse est non : ils se sous-estiment, là aussi. A ce point, les chercheurs leur offrent de connaître leur position réelle. Informés convenablement et parvenant à se défaire d'une vision pessimiste de leur capacité, ces jeunes corrigent leurs choix d'orientation en réduisant notablement les inégalités d'ambition initiales.

Les représentations de soi-même et les fictions auxquelles nous nous attachons pour imaginer notre destination ne sont donc pas sans influence sur la reproduction des inégalités. A ce point, on peut interroger l'intérêt qu'il y a à démolir le mythe républicain du mérite si ce n'est lui substituer un fatalisme tout aussi fictionnel, mais plus instrumentalisable politiquement. Les conséquences de ce fatalisme me paraissent - même au regard des valeurs

que prétendent défendre ceux qui le portent - effrayantes. Non seulement il propose une assignation à résidence sociale, mais il risque de décourager la production de l'effort, notamment scolaire, étant entendu que, pour incertaines que soient les chances de réussite, elles ne peuvent puiser leur source que là. Il faut veiller à ce que l'inégalité des chances ne se transforme pas - ce qui serait une double peine - en inégalité des espoirs.

*\* Gérald Bronner est sociologue et professeur à la Sorbonne Université*

25 mai 2023 (L'Express)

[Chômage : la France, une exception à l'échelle européenne - L'Express \(lexpress.fr\)](#)

Politique économique, mardi 23 mai 2023 414 mots

## Chômage : la France, une exception à l'échelle européenne

Arnaud Bouillin

**A l'inverse de tous ses voisins, la France se préoccupe assez peu du retour rapide à l'emploi.**

Sept mois de travail, deux corps mobilisés - l'Inspection des finances et celle des affaires sociales -, sept auteurs dont une ancienne ministre, Brigitte Bourguignon, près de 200 personnes interrogées, et 438 pages d'analyses : c'est peu dire que le rapport comparant les services publics de l'emploi dans différents pays européens, publié le 12 mai, constitue une somme sur les bonnes pratiques dont la France pourrait s'inspirer pour réduire son taux de chômage. Las! Les conclusions de cette mission ont été accueillies dans une indifférence quasi générale. Le débat récent organisé par L'Express entre Olivier Dussot et Agnès Verdier-Molinié avait permis de poser le cadre. Voici donc la suite du tableau, d'une éblouissante clarté sur les limites de notre modèle.

Des cinq autres pays étudiés - Allemagne, Belgique, Danemark, Suède, Espagne -, **la France est celui qui dépense le plus (1,87 % du PIB) en indemnisation du chômage et le moins (0,48 % du PIB) en dispositifs facilitant le retour dans la vie active : formation professionnelle, insertion des travailleurs handicapés, allègement de cotisations...** C'est aussi le seul pays à compter autant d'échelons institutionnels - Pôle emploi, départements, communes -, alors même que **le délai entre la notification du licenciement et le premier diagnostic par un agent y est le plus long : vingt-trois jours en moyenne, contre douze jours en Allemagne et un à sept jours au Danemark. Quant au taux de sanction des demandeurs d'emploi qui ne remplissent pas leurs obligations, il est plus faible chez nous (11,3 %) que partout ailleurs, notamment au Danemark (46,3 %) où l'on distingue clairement les chômeurs qui ont besoin d'un soutien de ceux directement employables, ou " job ready".**

Si ces derniers ne font pas assez d'efforts pour retrouver un poste durant leurs trois premiers mois de chômage, la commune de Copenhague leur réserve une surprise : elle les envoie faire un stage de deux semaines dans des équipes de destruction d'espèces nuisibles... On imagine le tollé que provoquerait pareille mesure chez le "Gaulois réfractaire au changement" qu'Emmanuel Macron avait raillé dans cette même ville. C'était en 2018. La petite phrase est restée. **L'éloge présidentiel de la "flexisécurité" danoise s'est envolé. Comme l'espoir de réformer un système français dont la philosophie, unique en son genre, consiste à accompagner le chômeur dans son projet, plutôt qu'à lui trouver un emploi.**

25 mai 2023 (Contrepoints)

[La Banque centrale européenne : retour sur vingt ans de stabilité des prix - Contrepoints](#)

## La Banque centrale européenne : retour sur vingt ans de stabilité des prix

[Pierre Schweitzer](#)

Le retour d'une inflation élevée est en train de faire regretter les deux décennies précédentes, lorsque la Banque centrale européenne remplissait son mandat de stabilité des prix. Ce succès, rarement contesté, mérite toutefois un examen critique.



Publié le 25 mai 2023

La communication de la Banque centrale européenne, de même que les commentaires de nombreux économistes, laissent croire que l'inflation n'existait pratiquement plus avant les événements déstabilisateurs qui se sont enchaînés à partir de 2019 (pandémie, guerre, etc.). Le taux annuel d'inflation sur la base de l'année précédente est l'indicateur de choix pour la quasi-totalité des discussions autour de la question du coût de la vie.

Cet usage statistique pourrait faire oublier un fait majeur : les prix ont connu une très forte hausse entre la création de la Banque centrale européenne en 1998 et l'année 2018.

Depuis 2019, l'inflation a fait un retour fracassant dans l'actualité économique, et créé l'effervescence dans le monde économique, aujourd'hui rattrapé et bientôt dépassé par les enjeux politiques.

Les économistes remettent en question leurs modèles théoriques, ces derniers ne pouvant plus expliquer de manière satisfaisante la nouvelle donne macro-économique.

Les milieux financiers spéculent sur la faisabilité d'un « atterrissage en douceur », autrement dit un resserrement des politiques monétaires suffisant pour juguler l'inflation tout en évitant un choc trop brutal après 15 ans de crédit facile.

Les banquiers communiquent plus que jamais pour préserver leur crédibilité, et ne se limitent pas aux discours puisque les hausses de taux d'intérêts se succèdent en dépit des avertissements d'un nombre croissant de commentateurs financiers inquiets de la rapidité du retournement de politique monétaire.

De leur côté, les politiques sont bien conscients du caractère explosif que pourrait prendre un ras-le-bol de l'opinion face à l'augmentation du coût de la vie et tentent de gagner du temps à coups de mesures temporaires comme le « trimestre anti-inflation » ou le retour forcé aux négociations sur les prix entre producteurs et distributeurs, les uns et les autres étant désignés plus ou moins ouvertement comme responsables de la situation.

Arrêtons-nous aujourd'hui sur le rôle des banques centrales, à commencer par celle qui nous concerne au premier chef, la Banque centrale européenne.

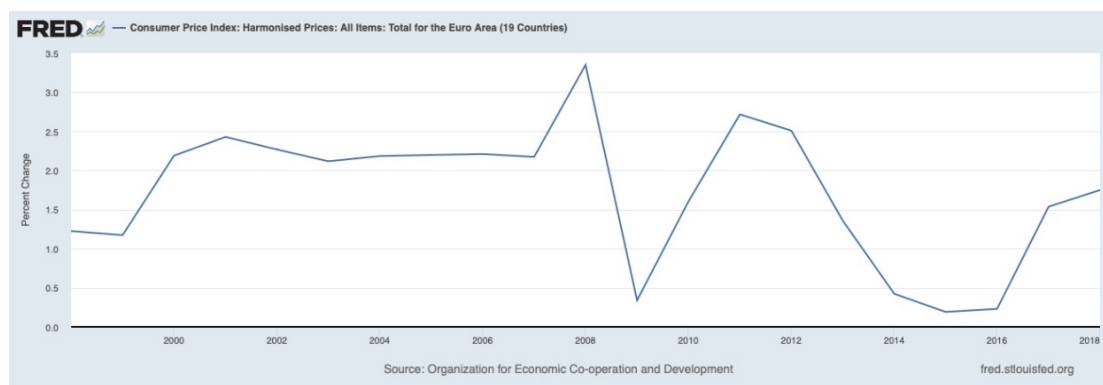
Pour simplifier le raisonnement, laissons de côté les débats autour de la pertinence et la cohérence des méthodes de l'évolution des prix à la consommation, et acceptons les discours de la BCE à leur valeur faciale.

Pour les statistiques, c'est la base de données FRED qui est utilisée, celles d'Eurostat étant plus limitées en matière de génération de graphiques couvrant la période 1998-2018.

## L'inflation annuelle apparemment maîtrisée

Sur le premier graphique nous pouvons lire le taux d'inflation annuel pour la zone euro.

Ce graphique semble a priori satisfaisant : l'inflation ne s'est jamais durablement éloignée de l'objectif des 2 % fixé par la Banque centrale européenne. La forme de la courbe donne même une certaine impression de stabilité et va dans le sens du discours sur une inflation « maîtrisée ».



Changement annuel dans l'indice harmonisé des prix à la consommation pour les pays de la zone Euro (1998-2018)



*We keep prices  
stable and your  
money safe*

L'indice des prix sur 20 ans : une image beaucoup moins flatteuse

Alors pourquoi avons-nous ce sentiment de « vie chère » ?

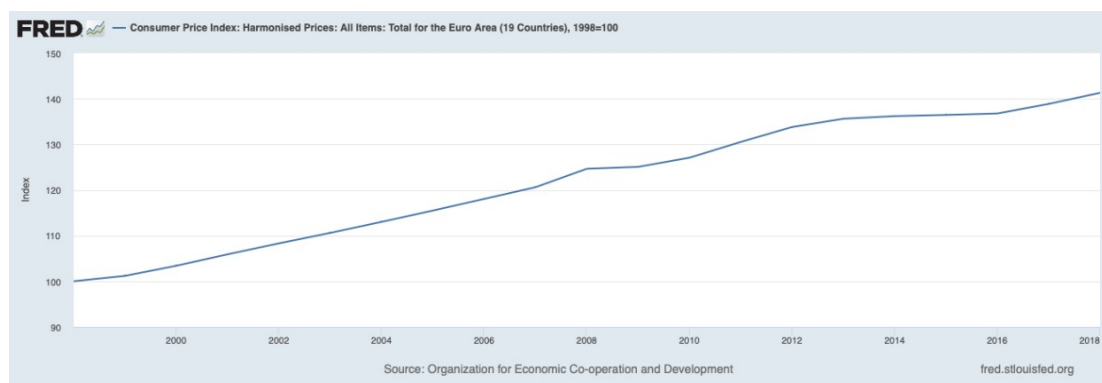
Pour le comprendre, il est plus instructif de regarder l'évolution d'un indice des prix, dont la base 100 serait fixée en début de période (1998).

Pour nombre d'Européens, il y a fort à parier que ce second graphique renvoie une image nettement moins satisfaisante des résultats obtenus par la BCE. On peut l'interpréter ainsi :

***pour obtenir le même panier de consommation qui coûtait 100 euros en 1998, un Européen devait dépenser plus de 140 euros en 2018. Autrement dit, les prix ont augmenté de plus de 40 % en vingt ans.***

Pour des raisons de méthodologie, la Banque centrale européenne ne considère que le coût de la vie au quotidien, et ne tient aucun compte de l'évolution du prix de l'immobilier (+160 % sur la période !) ni du prix d'autres actifs importants pour l'épargne individuelle <sup>1</sup>.

Les actions des 40 plus importantes entreprises françaises ont vu leur prix plus que doubler entre 1998 et aujourd'hui <sup>2</sup>, ce qui s'explique difficilement par la croissance économique ni même par les perspectives futures de profits étant donné le poids de l'endettement public et privé et la remontée quasi-inéluctable des taux d'intérêt qui – par leur faiblesse historique – ont conduit à ces valorisations extraordinairement élevées qui rendent l'accès à l'épargne toujours plus difficile pour les derniers arrivés (les jeunes et les pauvres en sont les premières victimes).



Indice harmonisé des prix à la consommation pour les pays de la zone Euro (1998-2018). Base 100 = 1998

## **L'objectif de la BCE est-il respecté ?**

Il est souvent de bon ton de critiquer la Banque centrale européenne et la création de l'euro : la droite souverainiste y voit l'instrument néfaste de l'élite bureaucratique européenne, et la gauche anticapitaliste dénonce une supposée rigueur monétaire et budgétaire imposée par l'Allemagne et à laquelle nous échapperions si nous n'étions pas contraints par les traités européens.

Pour ne pas céder à la critique facile, il convient de rappeler un fait incontestable : les prix n'augmentent pas plus vite depuis la mise en place de la monnaie unique.

Les banques centrales nationales avaient d'ailleurs tendance à tolérer plus d'inflation que la Banque centrale européenne, cette dernière ayant une feuille de route largement inspirée par le fonctionnement de la Bundesbank, connue pour sa gestion solide du deutschmark. Si l'euro n'existait pas, on pourrait

aisément imaginer que la France aurait cédé à la tentation de la création monétaire pour financer les déficits budgétaires constants depuis 1975 et qui viennent s'ajouter chaque année à une dette publique de moins en moins supportable.

L'objectif de la BCE souffre d'une ambiguïté congénitale : la stabilité des prix est mise en avant comme son seul mandat – ou a minima le plus important -, mais cette stabilité des prix est entendue comme une hausse continue d'un rythme annuel de 2 % !

Le but n'est pas de remettre en cause la validité de cet objectif puisque ce dernier correspond toujours au consensus chez les économistes, mais peut-on l'assimiler à un objectif de stabilité des prix ?

Voilà peut-être où se situe le plus grand malentendu.

**Why 2%?**

Why does the ECB aim for inflation of 2% over the medium term, and not of 0% or 1%? There are a number of reasons for this:

- A clear target**  
Our inflation target is clear and predictable. It gives you an idea of how much prices are likely to change.
- A safety margin**  
To have a safety margin against the potential risks of deflation.
- Country differences**  
To leave room for differences in inflation across euro area countries.

Le dictionnaire [Larousse définit ainsi le mot stabilité](#) :

1. Qualité de ce qui est stable, de ce qui tend à conserver sa position d'équilibre.
2. Caractère de ce qui se maintient tel, sans profondes variations, pendant un temps assez long.

À la limite pourrait-on considérer que le rythme et le sens d'évolution des prix sont « stables », mais combien de consommateurs et épargnants ont conscience que la « stabilité » ainsi définie les dépouille lentement mais sûrement de leur épargne et de leur pouvoir d'achat ?

**Qualifier de « stables » les prix en eux-mêmes est au mieux sibyllin, et au pire mensonger.**

## Un avenir incertain

Selon la logique de la [Théorie quantitative de la monnaie](#), dont se revendiquent de nombreux partisans de l'économie de marché, les injections massives de liquidités dans le circuit économique – commencées en réponse à la crise financière de 2008 et accélérées en 2015 suite à la crise des dettes souveraines en Europe – auraient dû provoquer une inflation massive.

Pourtant celle-ci est toujours sous contrôle malgré l'augmentation prodigieuse de la masse monétaire, ce qui semble donner raison aux économistes tenants de la MMT (*Modern Monetary Theory* pour ses partisans, *Magic Money Theory* pour ses détracteurs), [un courant d'analyse monétaire](#) parfois décrit comme héritier des courants keynésiens.

Sans entrer dans le détail, on peut toutefois se demander si les politiques monétaires « accommodantes » des quinze dernières années n'ont pas tout simplement généré une force inflationniste qui aura

simplement compensé – à peu de choses près – les forces déflationnistes du progrès technique et de la mondialisation de l'économie.

Comme dans une compétition de tir à la corde, l'absence de mouvement peut s'expliquer par une neutralisation des forces contraires.

Un constant viendrait à l'appui de cette hypothèse : derrière le « niveau général des prix » se cachent de grandes disparités entre les biens et services fortement soumis au progrès technique et à la mondialisation (dont les prix ont plutôt baissé ou la qualité fortement augmenté à prix équivalent, ce qui revient au même), et ceux dont la relative fixité de l'offre n'a pas permis d'éviter une forte hausse des prix, probablement liée aux torrents de monnaie déversés sur l'économie (on pense à l'immobilier, aux matières premières, ou aux métaux précieux).



### Offre monétaire mesurée par l'agrégat M3 pour la zone Euro (2020-2023)

Les forces déflationnistes étant plutôt en recul (notamment en raison des tensions internationales) et la création monétaire ayant encore accéléré en même temps que les dettes se sont amoncelées, il est possible que l'heureuse période où la Banque centrale européenne a pu donner une illusion de relative stabilité des prix malgré des politiques laxistes n'ait été qu'une anomalie historique.

Si les excès de dette du passé ne sont jamais compensés par une récession que personne ne semble encore prêt à accepter aujourd'hui, alors l'inflation pourrait nous conduire à une faillite historique du système monétaire.

Toute la communication lissée des banques centrales et les injonctions politiques en direction des producteurs n'y pourront rien, chacun devra alors en assumer les conséquences sociales.

1. Extrait d'une note de recherche de l'INSEE, figure 1

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/version-html/5000631/G2020-15.pdf>

2. Source : Euronext <https://live.euronext.com/fr/product/indices/FR0003500008->

XPAR



25 mai 2023 (Le Point)

[Chevènement : « Il va falloir au moins cinquante ans pour refaire la France » \(lepoint.fr\)](https://lepoint.fr)

## Chevènement : « Il va falloir au moins cinquante ans pour refaire la France »

ENTRETIEN. Le sage de la République publie un essai aux accents gaullois. Industrie, Russie, Ukraine, Macron... Il répond au « Point ».

Propos recueillis par [Jérôme Cordelier](#)



**Inoxydable.** Jean-Pierre Chevènement, chez lui à Paris, le 16 mai.

Publié le 24/05/2023 à 19h00

**E**t revoilà le « Che » ! Jean-Pierre Chevènement, le grand sage de la République, est de retour sous les feux de l'actualité avec un essai, qui paraît aux éditions Bouquins et dont le titre vaut programme : *Refaire la France*. Mais pour ce combattant aguerrri aux joutes électorales, tant locales que nationales, qui fut candidat à la présidentielle de 2002 et un ministre marquant pour ses positions tranchées et son franc-parler (Recherche, Éducation, Défense, Intérieur), désormais octogénaire, l'heure n'est plus aux candidatures mais à la transmission. L'homme s'y efforce depuis déjà plusieurs années à la tête de la Fondation Res Publica, qu'il a créée et qui irrigue le débat public en drainant des intellectuels, hauts fonctionnaires et politiques de tous horizons. L'un des derniers miterrandiens reste une vigie pour Emmanuel Macron, qui, en octobre dernier, faisait commandeur de la Légion d'honneur ce « républicain de bataille » devant quatre anciens Premiers ministres - deux de gauche, et deux de droite - et un aréopage impressionnant de personnalités de tous bords. L'autorité républicaine, le souverainisme tant économique que politique, la question européenne, on retrouvera dans ce livre - avec les contributions instructives de Louis Gallois et de Jean-Éric Schoettl, qui fut durant dix ans le secrétaire général du Conseil constitutionnel - les marottes chevènementiennes. Cette réflexion aux accents gaullois brasse large, puisqu'il y est question du rôle et de la place que la France a à construire dans le nouvel ordre mondial. À l'occasion de la sortie de ce livre, dont on pourra lire des extraits sur [lepoint.fr](https://lepoint.fr), Jean-Pierre Chevènement a accordé au *Point* un entretien décapant où il sonne le tocsin, énonce des vérités dérangeantes - sur la Russie et l'Ukraine, notamment - et dégage quelques perspectives.

### Le « Che »

1939 Naissance à Belfort.

1963-1965 ENA.

1971 Soutient François Mitterrand au congrès d'Épinay.

1973 Premier mandat de député du Territoire de Belfort.

1981-1983 Ministre de la Recherche.

1983 Premier mandat de maire de Belfort.

1984-1986 Ministre de l'Éducation nationale.

1988-1991 Ministre de la Défense.

1992 Opposé au traité de Maastricht.

1993 Quitte le PS et préside le Mouvement des citoyens, puis le MRC.

1997-2000 Ministre de l'Intérieur.

2002 Candidat à la présidentielle. Il soutiendra Emmanuel Macron en 2017 et 2022.

**Le Point : La France est-elle si en déclin qu'il faille la « refaire », comme vous l'affirmez en titre de votre ouvrage ?**

**Jean-Pierre Chevènement : J'ai repris une expression de De Gaulle de 1940. « Que faites-vous ? » lui demande-t-on. « Nous sommes en train de refaire la France », répond-il. C'est une tâche du même ordre qui nous attend. Il va falloir au moins cinquante ans pour réapprendre à la France à produire, relever l'État républicain, défaire les liens qui entravent les initiatives, refaire des Français et d'abord des citoyens, permettre à nouveau à notre nation de parler une langue qui soit comprise du monde entier. Tout cela demande du temps et de la volonté.**

**La politique de réindustrialisation voulue par Emmanuel Macron va-t-elle dans le bon sens ?**

Les maux dont souffre notre pays s'enracinent presque tous dans une désindustrialisation commencée à la fin des années 1970 en fonction de choix idéologiques à l'aveugle : nos élites ne savent plus où elles vont depuis une quarantaine d'années. **Les lilliputiens de Bruxelles ont enchaîné notre Gulliver national. La France est sur une mauvaise pente depuis qu'elle a choisi à travers l'Acte unique de s'en remettre à la Commission de Bruxelles pour araser les réglementations, déréguler et installer partout le primat de la concurrence**, sans aucune étude d'impact préalable. Le primat a été donné à la circulation des capitaux par rapport à l'emploi. Ce qui a conduit à une délocalisation massive des industries vers des pays à bas coûts. **À la fin des années 1970, la France comptait 6 millions d'emplois industriels, il n'y en a plus que 2,8 millions. L'industrie française, c'est 280 milliards d'euros, l'industrie allemande, 780 milliards : presque trois fois plus. La France s'est désinvestie de l'industrie et a privilégié les services et la finance.** Je veux bien que l'on rende Macron coupable de tout, mais tous ses prédécesseurs depuis les années 1980 sont responsables de cette situation...



**L'ordre républicain est-il toujours assuré en France ?**

L'ordre républicain, c'est un concept d'ensemble fondé sur la suprématie de la loi. Or on a vu proliférer des instances administratives indépendantes, des jurisprudences nationales et internationales qui se substituent à la loi... **Le soubassement républicain n'est plus fermement assuré. À partir de là, constatons que la police est devenue le bouc émissaire facile des fauteurs de violences professionnels. La justice, ça ne va pas** : trop de recours en tous sens, des délais de jugement démesurément allongés, **le sentiment d'une inefficacité globale**. Ce que je propose, c'est de remettre de l'ordre dans la hiérarchie des normes, d'abord. Ensuite, de donner des directives claires à la police, avec les moyens de remplir les tâches qu'on lui assigne. La détérioration de la situation est bien antérieure au pouvoir actuel. Les gouvernements les uns après les autres ont été dépassés. **La violence qui se déchaîne au moindre prétexte est ravageuse dans une société démocratique. Il faut restaurer l'autorité. Une autorité qui se veut simple, rapide et bien sûr proportionnée.**

**L'actuel président de la République fait-il tout pour « relever l'autorité de l'état », l'un des chantiers prioritaires à votre sens ?**

**Emmanuel Macron n'a pas raison sur tout, mais il lui arrive d'avoir raison.** Maintenant, s'il a eu le mérite de faire turbuler le système en 2017, il n'a pas encore reconstruit une politique claire à long terme. Relancer le nucléaire a été une décision salvatrice et structurante pour l'avenir, mais dans beaucoup d'autres domaines il y a des décisions analogues à prendre. Dans le secteur de l'automobile, par exemple : nous avons un excédent de plus de 10 milliards d'euros en 2000 ; aujourd'hui, le déficit est de 20 milliards d'euros. Parce que les constructeurs ont délocalisé une partie importante de leur production. N'est-il pas possible de les convaincre d'inverser le mouvement ? **Il faut recréer un ministère de l'Industrie.** Emmanuel Macron a pris une bonne initiative en préconisant la modulation de l'interdiction des moteurs thermiques, mais il n'en est pas gratifié. Pas plus quand, de retour de Chine, il affirme que l'Europe ne doit pas être « suiviste » pour dire que notre politique étrangère ne doit pas être une copie servile de celle des Chinois ou des Américains. Il provoque un tollé de récriminations, alors qu'il exprime une vérité de bon sens si l'on veut que la France reste un pays indépendant...

**Remplit-il le rôle d'« arbitre national », dans l'esprit de la V<sup>e</sup> République voulu par de Gaulle, que vous évoquez dans votre essai ?**

**Ce rôle d'arbitre national conçu par de Gaulle a bien fonctionné avec celui-ci puis Pompidou, mais il a commencé à être pollué sous Giscard d'Estaing, à travers des polémiques peu dignes.** Le président de la République détient une fonction éminente au sommet de l'État, il doit être à l'abri des critiques excessives. Cela ne veut pas dire que je considère que la réforme des retraites a été vendue de manière pédagogique...

**L'Europe, selon vous, est en partie responsable de la genèse du conflit en Ukraine. De quelle manière ?**

**Soyons clair : la Russie est l'agresseur. Mais dans la genèse de ce conflit, les torts sont partagés.** Cette guerre vient de loin. La première « révolution orange », c'est 2003, et à l'origine il y a une certaine conception des rapports entre l'Ukraine et la Russie que je fais remonter au livre de Zbigniew Brzezinski [*ex-conseiller à la Maison-Blanche, NDLR*], *Le Grand Échiquier* (1997). Il y a eu une volonté de se servir de l'Ukraine comme d'un bélier contre la Russie, alors que tous les présidents français, et notamment Jacques Chirac, avaient pour politique d'associer la Russie au destin européen. Parallèlement, l'Union européenne a lancé en 2008 le « partenariat oriental », un projet d'association forcément déstabilisateur pour la Russie, dont l'économie était étroitement intégrée à celle de l'Ukraine. Deux projets d'association se sont trouvés face à face. Or le projet européen, dit « partenariat oriental », n'a pas été géré politiquement. **Le président de la Commission européenne de l'époque, M. Barroso, porte une lourde responsabilité dans le dérapage qui s'est produit en 2013-2014.** Celui-ci était parfaitement évitable si l'on avait pensé ensemble ces deux

projets de libéralisation des échanges. **Surtout, si on avait établi une neutralité pour l'Ukraine, entre l'Europe et la Russie.** Au lieu de cela, nous avons eu un conflit que **les accords de Minsk, en eux-mêmes méritoires, n'ont pas réussi à geler.** L'Ukraine s'est refusée à les appliquer. Et la Russie a cru **pouvoir en profiter pour imposer militairement sa solution.** Cette agression a jeté l'Europe dans les bras des États-Unis, et la Russie se trouve désormais à la merci de la Chine. Beau résultat du point de vue de l'indépendance de l'Europe !

**Vous plaidez dans votre livre pour une alliance Europe-Russie afin d'assurer la sécurité du continent. Vous êtes à contre-courant ?**

Cette question pour l'instant n'est plus d'actualité. Mais elle le redeviendra, parce que **la Russie se trouvera toujours où elle est, sur un espace géographique de 17 millions de kilomètres carrés et 11 fuseaux horaires. Qui occupera cet espace ? Est-ce intelligent de renvoyer la Russie dans les bras de la Chine ?** C'est ce qui a fini par arriver avec la guerre en Ukraine, parce que la Russie s'est crue - à tort - assiégée par un « Occident collectif ». C'est une grave erreur d'analyse du point de vue de la Russie. Mais aussi du point de vue de **l'Europe, qui s'est tiré une balle dans le pied.**

**Emmanuel Macron gère-t-il bien la crise ukrainienne ?**

À sa décharge, il est arrivé un peu tard. **Aujourd'hui, surtout, il faut éviter d'ajouter la guerre à la guerre. Donner à l'Ukraine les armes nécessaires pour se défendre, d'accord.** Mais pas pour porter la guerre sur le territoire russe, avec des missiles à très longue portée, à très forte puissance. **Il faut quand même qu'une voix de raison se fasse entendre si l'on veut éviter un embrasement généralisé.** Quand on regardera les événements avec le recul de l'histoire, on verra que peu de dirigeants ont cherché à enrayer cette marche vers le gouffre.

**Pourquoi n'êtes-vous pas favorable à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, que soutient avec force notamment la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen ?**

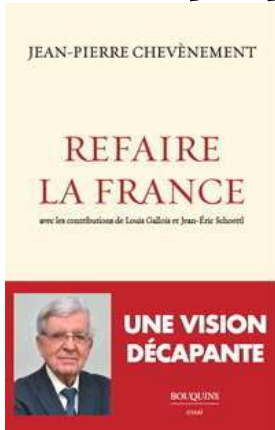
**L'Ukraine est loin de répondre à des standards exigés pour une adhésion à l'Union européenne. Il y a des solidarités que nous devons à l'Ukraine agressée, mais il nous faut aussi défendre nos intérêts économiques légitimes.**

**Vous avez été le représentant de la France pour la Russie entre 2012 et 2021, vous connaissez donc bien Vladimir Poutine. Quel témoignage pouvez-vous apporter sur son évolution ?**

Mon rôle a consisté à freiner la marche vers un conflit de grande ampleur. Dès 2013, j'ai pris la mesure du danger. J'assume la mission qui fut la mienne, je la revendique, et j'en suis fier car j'ai essayé d'empêcher l'irréparable. Et j'ai pu voir au plus près l'évolution des esprits de part et d'autre. **Pour moi, il y a eu deux Poutine. Celui d'abord qui a mis un terme à la chaotique période Eltsine, quand la Russie avait perdu la moitié de son PIB : Poutine a redressé son pays en modernisant l'État et l'économie. C'est l'époque, en 2002, où il offrait aux États-Unis des bases militaires en Asie centrale contre les talibans. Puis est arrivée la deuxième partie de l'ère Poutine, que je fais commencer à 2007, quand, à la conférence sur la sécurité de Munich, dite « Wehrkunde », celui-ci adresse une sévère mise en garde aux Américains, aux Européens et à l'Otan s'agissant de leur politique vis-à-vis de la Russie, notamment en Ukraine. On connaît la suite... Je me souviens de cette phrase de Poutine : « Celui qui ne regrette pas la disparition de l'URSS n'a pas de cœur, mais celui qui veut la rétablir n'a pas de tête. »** J'ai pensé que cette phrase exprimait le fond de sa pensée. **Mais je suis bien obligé de constater qu'il s'est laissé gagner par un nationalisme obsidional, à l'origine de cette gravissime erreur qu'a été l'invasion de l'Ukraine en 2022. C'est une erreur fondamentale dont nous n'avons pas fini de payer le prix.**

EXTRAIT

# Quatre propositions institutionnelles pour « refaire la France »



« **Refaire la France** », de Jean-Pierre Chevènement (Bouquins « Essai », 180 p., 19 €).

« Les citoyens ont besoin de retrouver confiance dans l'action politique. Tout ce qui contribue à la clarté du fonctionnement institutionnel va dans ce sens :

- dissociation de la durée des mandats du président et des députés ;
- maintien pour l'essentiel du mode de scrutin majoritaire aux élections législatives avec une faible dose de proportionnelle, de façon à dégager autant que possible une majorité claire ;
- nomination de ministres peu nombreux et qui soient des « patrons » ;
- réduction drastique du nombre des lois et allègement des procédures consultatives, etc. »

25 mai 2023 (Le Point)

[FOG – La ténébreuse affaire Sarkozy \(lepoint.fr\)](https://lepoint.fr)

## FOG – La ténébreuse affaire Sarkozy

ÉDITO. L'ancien président a été condamné pour « corruption active » au nom d'intentions non avérées. Quand la justice invente le délit d'arrière-pensée...



FOG – La ténébreuse affaire Sarkozy

Publié le 25/05/2023 à 06h30

« **Le macronisme n'est pas violent par hasard.** » Quatre « intellectuels » dont on taira les noms, par pitié, ont signé, l'autre jour, sous ce titre, une tribune dans *Le Monde* pour expliquer que les Français vivaient quasiment en dictature, au nom du « néolibéralisme », sous la férule de Macron, fauteur de guerre civile.

**Voilà le délire français** : perchés très haut dans un monde imaginaire, nos « intellectuels » hurlent au fascisme d'État ou aux « violences policières » tandis que les esprits faibles boivent leurs paroles. Qu'ils aillent faire un tour dans les régimes policiers ou totalitaires, la Russie, la Chine ou le Venezuela, ils ne blablateraient pas les mêmes fadaïses !

**Nos libertés sont bel et bien menacées**, pourtant. Le mal ne vient pas de notre impotent État-Gulliver, mais de partout : **avec l'affaïssement des institutions et le délitement de l'autorité, tout le monde se croit autorisé à faire n'importe quoi**. Le refus d'obtempérer est devenu un sport national. Y compris dans la justice. La preuve par l'affaire Bismuth.

**Une histoire de cornecul devenue une affaire d'État**, illustration de toutes nos dérives, de nos démissions. Est certes totalement surréaliste la sentence qui confirme en appel la peine de Nicolas Sarkozy à deux ans de prison avec sursis et un an ferme à purger sous surveillance électronique. Mais le pire est sans doute l'espèce de déférence molle, voire ricanante, qui a accueilli l'arrêt du tribunal, **alors que des principes élémentaires du droit étaient foulés aux pieds : si les mots ont un sens, il s'agit bien là d'un déni de justice**.

**Ce n'est pas un militant sarkozyste**, loin de là, qui écrit ces lignes, les lecteurs du *Point* sont bien placés pour le savoir. Et je n'en suis que plus à l'aise pour m'indigner contre le mauvais procès qui a été fait à l'ancien chef de l'État. « *Un procès de Moscou, au temps du stalinisme* », me disait un témoin des débats au tribunal, choqué par les méthodes expéditives de la machine judiciaire, **comme la diffusion d'extraits tronqués des conversations téléphoniques, sorties de leur contexte. En ces temps délétères, il aura montré à quel point la justice, pilier de la République, est vermoulue, comme l'est au demeurant l'école publique**.

« **Les magistrats partisans osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît** », aurait pu dire l'un de nos grands philosophes (Michel Audiard). **Que vous aimiez ou pas Sarkozy n'est pas la question : nous sommes là devant une sorte de forfaiture**. Qu'on en juge. Passe encore que **toute l'accusation repose sur les écoutes téléphoniques de conversations entre un client (Nicolas Sarkozy, qui se faisait appeler Paul Bismuth pour passer sous les radars des « grandes oreilles ») et son avocat**

(Thierry Herzog). Une pratique indigne d'une démocratie comme la France. **Mais ce ne sont même pas des faits qui ont été jugés, comme le voudrait la justice, non, ce sont des... intentions.**

**Des « intentions » supposées**, qui ne sont même pas avérées. Sarkozy a néanmoins été condamné, comme son avocat, **pour « corruption active »**. **Par quelle opération du Saint-Esprit ?** Gilbert Azibert, premier avocat général près la Cour de cassation, n'a pas atterri au poste monégasque, beaucoup moins rémunérateur, que lui aurait fait miroiter sinon promis, sans qu'aucune preuve ne l'atteste, Sarkozy-Bismuth en échange d'informations sur des dossiers en cours. **Un boulevard s'ouvre pour la justice, qui pourra désormais condamner Sarkozy et d'autres justiciables, vous ou moi, pour de sombres desseins qu'on n'aura ni esquissés ni... formulés.**

**La France vient d'inventer le délit d'arrière-pensée**, qu'on se le dise. Ce n'est pas la seule incongruité de cette affaire. Il en est une autre, qui en dit long sur **la dégénérescence du système**. En 2009, Sophie Clément, la présidente de la chambre qui a condamné Sarkozy, s'en était prise violemment, dans *Le Monde*, à sa réforme de la justice, qui aurait eu pour objet, selon elle, de « museler » la justice. La décence la plus élémentaire n'aurait-elle pas voulu qu'elle se déportât ? Pour avoir osé le dire, l'ancien chef de l'État s'est fait rabrouer, événement rarissime, par le premier président de la cour d'appel de Paris, qui lui a rappelé que, dans un « État de droit démocratique », il est malséant de mettre en cause personnellement « le magistrat, auteur de la décision ». **Mais, à en juger par cette énième condamnation de Sarkozy, sommes-nous encore dans un État de droit ?**

**« Soyez partiaux ! Itinéraire de la gauche judiciaire »** : dans son excellent livre (1) qui porte ce titre, l'avocat Hervé Lehman met le doigt sur l'entre-soi militant qui met à mal notre justice sous prétexte de la « révolutionner ». Voilà bien une réforme systémique qui s'impose avant que tout s'effondre : encore une que Macron ne fera pas !§

1. Éditions du Cerf.

25 mai 2023 (Le Figaro)

[«La planète n'a pas besoin d'un ISF climatique, mais d'investissements et d'innovations technologiques»](#)  
(lefigaro.fr)

## «La planète n'a pas besoin d'un ISF climatique, mais d'investissements et d'innovations technologiques»

Par [Olivier Babeau](#)

Publié hier à 17:20 , mis à jour hier à 17:34



«Il sera exceptionnel nous dit-on. Mais la France a tellement de goût pour ces prélèvements “temporaires” qu'elle adore les faire durer : la vignette auto avait duré 44 ans, la CRDS n'aura probablement jamais de fin.» *MARIO TAMA*

**FIGAROVOX/TRIBUNE** - Alors qu'un rapport de France Stratégie préconise de mettre en place une taxe visant les plus aisés pour financer la transition écologique, **l'essayiste Olivier Babeau** estime que l'État ferait mieux d'inciter à l'investissement dans la transition écologique. Olivier Babeau est essayiste et président de l'Institut Sapiens (think-tank). **Il vient de publier *La Tyrannie du divertissement* (Éditions Buchet-Chastel).**

Est-ce le grand retour de l'impôt sur la fortune ? Oh, il n'était jamais vraiment sorti des esprits. Pas une semaine sans que sur un plateau il ne soit question d'«enfin faire payer les riches» en «rétablissant l'ISF». C'est au tour [du dernier rapport de France Stratégie de remettre l'idée sur le tapis](#). L'organisme de réflexion rattaché au premier ministre s'était fait remarquer il y a quelques années avec l'excitant projet de taxer les «loyers fictifs» perçus par les propriétaires occupants de leurs logements. Son dernier diagnostic est implacable : *«pour financer la transition, un accroissement des prélèvements obligatoires sera probablement nécessaire. Celui-ci pourrait notamment prendre la forme d'un prélèvement exceptionnel, explicitement temporaire, sur le patrimoine financier des ménages les plus aisés.»* L'ineffable **France Stratégie** n'a certes qu'un rôle de conseil. Mais on sait que ce genre d'organisme sert aussi à lancer des ballons d'essai pour tester la réaction de l'opinion. «Climatique» est, à l'instar de «solidaire» ou «inclusif», un adjectif magique qui sert de justification indiscutable. [Un impôt climatique](#) est forcément détenteur d'un totem d'invulnérabilité, comme une loi de prétendue «justice sociale» : qui peut s'y opposer ? Pourtant les objections ne manquent pas.

Il sera exceptionnel nous dit-on. Mais la France a tellement de goût pour ces prélèvements «temporaires» qu'elle adore les faire durer : la vignette auto avait duré 44 ans, [la CRDS n'aura probablement jamais de fin](#). Citons aussi ce coup de génie de la «*contribution exceptionnelle et temporaire*» transformée, ô astuce, en «*contribution d'équilibre technique*».

**Loin d'être une solution significative, l'impôt climatique, aussi lourd qu'il soit, risque d'être simplement une nouvelle louche versée dans le tonneau des Danaïdes d'un État incapable**



**de se remettre en cause et de repenser en profondeur ses pratiques pour être enfin à la hauteur des prélèvements qu'il exige.**

*Olivier Babeau*

Oui, les défis qui se dressent devant nous sont immenses. Les investissements qui s'imposent sont inouïs : non seulement l'écologie, mais aussi la défense, demain la dépendance... **Mais nos finances arrivent exsangues face à ces épreuves. Nous n'avons plus de marges de manœuvre.** Depuis près de 50, ans nous n'avons plus présenté un budget à l'équilibre. La dette déjà lourde a explosé du fait du Covid et de la lutte contre l'inflation. Cette année, nos dépenses publiques sont supérieures de 30% à nos recettes. **Côté prélèvements, la France est déjà le pays le plus fiscalisé au monde avec la Finlande.** Les prélèvements obligatoires représentent près de la moitié de la richesse produite chaque année. **Mais ce n'est jamais assez.** Pire : pour ce prix-là, nous souffrons de services publics volontiers dénoncés comme étant «à l'os», dont la qualité semble se dégrader sans cesse. Loin d'être une solution significative, **l'impôt climatique, aussi lourd qu'il soit, risque d'être simplement une nouvelle louche versée dans le tonneau des Danaïdes d'un État incapable de se remettre en cause** et de repenser en profondeur ses pratiques pour être enfin à la hauteur des prélèvements qu'il exige. **Avec France Stratégie, on comprend que l'austérité sera moins que jamais pour l'État : elle sera réservée aux contribuables.**

Certains ont réussi à imposer en France l'idée reçue selon laquelle les riches échapperaient à l'impôt. Ceux qui parviennent à fuir sans doute. Mais pour les autres, l'impôt est bien là. Rappelons par exemple que les très hauts salaires s'acquittent sur leur revenu net (donc après charges sociales massives) de 45% plus une surtaxe de 4% à quoi il faut ajouter une part non déductible de la CSG (autre trouvaille fiscale qui n'est rien d'autre qu'une double imposition). **Les 10% des ménages les plus aisés payent 70% de l'impôt sur le revenu. Les grosses successions sont imposées au taux marginal maximal de 45% en ligne directe et 60% en ligne indirecte.** L'IFI, ajouté à la taxe foncière, impose lourdement les gros propriétaires immobiliers. Dans bien des cas, **le curseur fiscal est probablement déjà si haut qu'il nous met dans la partie descendante de la courbe de Laffer : augmenter le taux ferait chuter les recettes, notamment en alimentant l'exil des capitaux.** On avait d'ailleurs constaté avec le prélèvement forfaitaire sur les dividendes qu'une baisse du taux faisait monter les recettes.

**L'État doit donner d'utiles impulsions, mais on l'attend surtout sur la création des bonnes incitations pour que les capitaux y participent spontanément.**

*Olivier Babeau*

**Aux yeux de notre administration,** il n'y a pourtant aucun problème qu'un bon impôt ne saurait résoudre. Pour elle, **les particuliers et les entreprises ne savent pas prendre les bonnes décisions. Elle seule est capable de planification et de clairvoyance, c'est pourquoi l'argent qu'elle confisque sera toujours supposé être mieux employé que celui qu'elle nous laisse. C'est peu dire que le bilan de l'État planificateur et investisseur est pourtant peu à son avantage.** Le dossier de l'énergie en a été la **consternante illustration.** Il a mis en évidence **l'amateurisme, le dogmatisme, l'absence de vision et l'incohérence de décideurs publics** beaucoup plus intéressés par leur plan de communication à court terme que par l'efficacité à long terme.

De quoi la transition écologique a-t-elle besoin ? D'investissements considérables et d'innovations. L'État doit donner d'utiles impulsions, mais on l'attend surtout sur la création des bonnes incitations pour que les capitaux y participent spontanément. **Nous avons besoin d'un État modernisé, concentré sur ses grandes missions et agile, capable de produire un cadre intelligent suscitant l'émulation des entreprises autour des objectifs de décarbonation** et évitant en particulier la concurrence déloyale de produits non soumis aux mêmes contraintes. **C'est moins facile, assurément, qu'une paresseuse hausse d'impôts.**

24 mai 2023 (Le Figaro)

[«Le français ne va pas si bien, hélas» \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## «Le français ne va pas si bien, hélas»

Par [Tribune collective](#)

Publié il y a 2 heures , mis à jour il y a 1 heure



«Le français n'est pas envahi par l'anglais», nous est-il asséné: pourtant 80 % des messages publicitaires reçus électroniquement passent par un intitulé anglais. *Sylvie Bouchard - stock.adobe.com*

**TRIBUNE - Dans *Les linguistes atterrées. Le français va très bien, merci*, un texte publié chez Gallimard (collection «Tracts»), un collectif d'auteurs et de professeurs affirment notamment que «le français n'existe pas» et attaquent l'Académie française. Jean Pruvost, linguiste et professeur émérite, leur répond dans une tribune cosignée par une vingtaine de spécialistes et amoureux du français.**

Il y a des titres perturbants. Pour les typographes, pour le corps enseignant dévoué auprès de ses élèves, pour le public amoureux de [la langue française](#). On n'y prend pas garde mais, sur la première de couverture du «Tracts» n°49 chez Gallimard, avoir affiché en guise de titre «Les linguistes atterrées», l'adjectif étant doté d'un e final grisé - une nouveauté inclusive inapplicable -, suffirait à démentir le sous-titre: «Le français va très bien, merci». Cette sèche formule de politesse sonnait comme: «Il n'y a rien à ajouter.» Une soixantaine de pages vont cependant suivre...

«Tracts», collection passionnante chaque fois qu'elle offre le point de vue d'une personnalité, se prête mal au collectif lorsque, dès les premières lignes, le discours tenu laisse croire qu'un petit groupe s'exprime au nom de tous les linguistes. De quel droit? Ainsi: «*Nous, linguistes, sommes proprement atterrées...*», atterrés que d'autres puissent s'inquiéter pour la langue française et ne pas participer à une euphorie laissant croire que [l'anglicisation](#), l'orthographe et [l'écriture inclusive](#) ne seraient que des préoccupations d'ignorants ou de vieux conservateurs, voilà qui reste un tantinet méprisant. On se souvient alors de la formule: «*C'est nous les savants!*», lue chez Anatole France, alias Pierre Nozière, dénonçant le fait d'assimiler tous ceux qui pensent différemment à des égarés. Et de retrouver ce manichéisme avec la formule pompeuse des «scientifiques de la langue», supposés nous expliquer les bienfaits des pronoms non genrés, les vertus des graphies inclusives, suggérant au choix étudiant.e.s ou étudiant.es pour «*dépasser le binarisme du genre grammatical*».

En bon principe, les «scientifiques» devraient observer, analyser sans exclure et rendre compte de tous les points de vue. Certes, il est juste d'affirmer que toute langue a une histoire et on apprécie aussi que soit souligné combien «*la langue est un pouvoir*», et les langues «*soumises à des règles*», mais pourquoi alors fustiger le questionnement légitime: «Est-ce que c'est correct?» Quel étonnement de lire comme si ce n'était plus à enseigner que «*le participe passé avec l'auxiliaire avoir tend à devenir invariable*»: la lecture de la presse suffit à constater qu'il n'en est rien. C'est comme si on affirmait que

l'infinif et le participe passé tendent à se confondre, la faute existant dans les copies. À ce train-là on peut supprimer l'enseignement de l'orthographe...

Ne devrait-on pas penser en toute modestie que si Molière est devenu un symbole, c'est peut-être parce qu'il nous rassemble et continue de nous enrichir ?

Il n'est pas inintéressant de lire que parfois *«la forme correcte d'aujourd'hui est souvent la faute d'hier»*, en donnant l'exemple du fromage se disant initialement fromage. À dire vrai, c'est presque un contre-exemple: quel professeur ne corrigerait pas gentiment cette graphie d'hier dans un texte d'aujourd'hui? Personne par ailleurs ne prend au pied de la lettre la périphrase assimilant le français à «la langue de Molière», et l'anglais à «la langue de Shakespeare». De là à «traduire Molière», il y a un pas. Assimiler jocrisse ou transport - la vive émotion - à des archaïsmes, c'est nier leur existence dans le registre de langage soutenu. Ne devrait-on pas penser en toute modestie que si Molière est devenu un symbole, c'est peut-être parce qu'il nous rassemble et continue de nous enrichir?

Inutile de nous infantiliser avec des *«Eh oui, la prononciation aussi a changé»*: personne ne contredira qu'il faut *«étudier la langue de Molière»*, ce que font chaleureusement les professeurs. Avouons-le, on apprécie que dans les suggestions ponctuant chaque chapitre, intitulées «Et si?», soit abandonné le ton «donneur de leçon».

*«Le français n'existe pas»*... Effet de manches sans doute, car pour l'expliquer est mis en œuvre un français accessible à tous les francophones. Tout le monde sait que des variantes existent d'un pays à l'autre mais en quoi avancer que rencontrer «je vas» au Québec est un argument pour ne pas enseigner «je vais» là où c'est la norme?

*«Le français n'est pas envahi par l'anglais»*, nous est-il asséné: pourtant 80 % des messages publicitaires reçus électroniquement passent par un intitulé anglais. Aussi faut-il relire le rapport de l'Académie française publié en février 2022, *«pour que les institutions françaises parlent français»*, offrant plus de trente pages fortes de nombreux exemples. 70 % des Français seraient horripilés par la présence asphyxiante d'anglicismes: est-ce à ignorer? Faut-il tenir pour rien ces rejets du «french impact», de «my Loire Valley», du «Fun-Mooc», des voitures «easy-life»? Ne peut-on être inversement très heureux des travaux de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France en lien avec l'Académie française luttant contre ces abus, préférant infolettre plutôt que newsletter? N'a-t-on pas le droit de rappeler que la langue française a toujours bénéficié d'une politique linguistique, de Villers-Cotterêts jusqu'aux institutions actuelles?

Autre point de vue heurtant: *«Pourquoi les linguistes ne privilégient pas la littérature et le bon usage?»* avec pour arguments que *«la moitié des langues humaines sont sans tradition écrite»* et que *«la littérature ne peut servir d'alibi pour autoriser ou interdire telle ou telle construction»*. Alibi? Le ton est au procès: les femmes et les hommes de lettres invités à «La Grande Librairie» n'ont-ils aucun rôle dans ce plaisir d'une langue mise au service des sentiments, de la pensée? Faut-il rejeter tout modèle?

## Critique acerbe et injuste de l'Académie française

On peut certes adhérer aux explications données sur les mécanismes de la langue, mais il reste consternant que resurgisse la critique acerbe et injuste de [l'Académie française](#), démon hantant quelques linguistes qui n'en connaissent pas les travaux. Au-delà du ton méprisant, l'information est fallacieuse: *«Si l'Académie n'est pas à jour sur le vocabulaire, elle ne l'est pas non plus en grammaire. Sa seule grammaire date de 1932.»* Quelle honte d'écrire cela! Cette grammaire n'était pas une commande, mais le fait d'un auteur, et l'Académie ne l'a jamais mise en avant. Quant à être à jour... faut-il rappeler que l'Académie est au vif des Commissions d'enrichissement de la langue française rassemblant des centaines de spécialistes de tous les domaines, de l'éducation aux sciences physiques, en passant par les sports et l'informatique?

Il eut été honnête de signaler la présence d'un portail numérique très apprécié: d'un clic bénéficier gratuitement d'un article consacré à l'un des 60.000 mots de la neuvième édition presque achevée, avec son étymologie, des définitions très soignées, assorti d'une part d'un lien direct avec FranceTerme, riche

de pas moins de 8000 termes scientifiques, d'autre part de liens avec la Base de données lexicographique panfrancophone et l'Office québécois de la langue française, véritable ouverture à la francophonie, sans oublier un fichier de conseils quant à l'usage, n'est-ce pas extraordinaire? Quel dictionnaire au monde peut offrir pour un mot, «atterrorer» par exemple, d'un clic la définition de 1694, 1718, 1740, 1762, 1798, 1835, 1878, 1935, et celle du XXI<sup>e</sup> siècle? Quel outil pour les professeurs et leurs élèves, et pour nous tous!

Il faut assurément une grande mauvaise foi pour oser écrire que *«depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'Académie française ne suit plus l'évolution de la langue»*. En quatrième de couverture, est évoqué un combat contre les idées reçues. D'abord balayer devant sa porte. On sera cependant d'accord avec un constat commun: l'*«immense vitalité»* de notre langue. À préserver absolument.

### ***La liste des signataires:***

Pascal-Raphaël Ambrogi, écrivain et lexicographe. Fabrice Antoine, professeur émérite de l'université de Lille (traduction, lexicologie, lexicographie). Alain Bentolila, linguiste, auteur et professeur à l'université Paris-Descartes. Sami Biasoni, docteur en philosophie et essayiste. Alain Borer, écrivain, poète, auteur de *«Speak White!» Pourquoi renoncer au bonheur de parler français*. Jean-Loup Chiflet, éditeur et écrivain. Isabelle Courtin, enseignante en langue française et lettres modernes, UFR des langues et cultures étrangères. Jean-Michel Delacomptée, écrivain, auteur de *Notre langue française*. Bruno Dewaele, professeur agrégé de lettres modernes, champion du monde d'orthographe. Joëlle Ducos, linguiste et philologue médiéviste. Michael Edwards, académicien, écrivain, professeur au Collège de France. Luc Fraisse, professeur à l'université de Strasbourg, membre honoraire de l'Institut universitaire de France. Jean-Joseph Julaud, écrivain, auteur du *Petit manuel à l'usage de ceux qui doutent*. Jean Maillet, écrivain, auteur de *Langue française: arrêtez le massacre!* Andrea Marcolongo, auteur, diplômée de lettres classiques de l'Università degli Studi de Milan. Franck Neveu, professeur de linguistique française à la Sorbonne Université, spécialiste de la syntaxe du français et de l'histoire des idées grammaticales. Françoise Nore, docteur en linguistique, spécialisée en lexicologie, traductrice. Olivier Soutet, linguiste et professeur d'université émérite. Xavier-Laurent Salvador, agrégé de lettres modernes et maître de conférences en langue et littérature médiévales. Marie Treps, linguiste, sémiologue au CNRS (Institut national de la langue française), auteur de *Les Mots voyageurs. Petite histoire du français venu d'ailleurs*. Frédéric Vitoux, académicien, président de la Commission d'enrichissement de la langue française. Michel Zink, académicien et philologue.

24 mai 2023 (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/campus/article/2023/05/23/a-sciences-po-bordeaux-l-algorithme-maison-favorise-les-boursiers-et-les-eleves-des-lycees-cordees-de-la-reussite\\_6174428\\_4401467.html](https://www.lemonde.fr/campus/article/2023/05/23/a-sciences-po-bordeaux-l-algorithme-maison-favorise-les-boursiers-et-les-eleves-des-lycees-cordees-de-la-reussite_6174428_4401467.html)

## A Sciences Po Bordeaux, l'algorithme maison favorise les boursiers et les élèves des lycées « cordées de la réussite »

Avant la publication des résultats de Parcoursup, le 1er juin, « Le Monde » dévoile le système mis en place à l'institut d'études politiques bordelais, dont l'objectif est d'avantager, à l'entrée, les lycéens d'origine modeste. Les « perdants » sont en majorité des candidats issus des lycées privés.

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié hier à 06h00, modifié hier à 17h41

**On peut faire de la politique avec un algorithme. C'est le parti pris de Sciences Po Bordeaux, qui, soixante-quinze ans après sa fondation, a métamorphosé son mode de recrutement.** En 2020, l'établissement est passé du concours écrit classique à l'examen approfondi des dossiers de candidature sur la plate-forme Parcoursup, complété par un oral d'admission.

L'institut d'études politiques (IEP) n'en fait pas mystère : son algorithme de sélection des dossiers est paramétré pour favoriser les élèves boursiers et ceux qui sont issus de lycées participant aux « cordées de la réussite », un dispositif de lutte contre l'autocensure se traduisant par un accompagnement continu à l'orientation dès la classe de 4<sup>e</sup>.

Fondé sur « l'écart à la moyenne », ce calcul algorithmique se distingue de celui qui est proposé par le ministère de l'enseignement supérieur, appelé « outil d'aide à la décision » (OAD), fondé exclusivement sur les notes. Ce choix est né de la volonté de l'institut de se saisir de la marge de manœuvre laissée aux formations sur la plate-forme, mais aussi de répondre à une question devenue brûlante, de façon à ne pas léser les lycéens dans leurs candidatures : comment l'enseignement supérieur peut-il mesurer le niveau d'un élève quand toute la classe a obtenu de bons résultats ?

### Diversité sociale

Contrairement à l'OAD, l'algorithme bordelais ne discrimine pas les candidats de lycées où la notation est restée sévère, « *mais il est défavorable aux lycées qui pratiquent l'inflation des notes et à ceux dont l'homogénéité du niveau des élèves est telle qu'il n'y a pas de dispersion des notes au sein de la classe* », explique son concepteur, le professeur Vincent Tiberj, un ancien de Sciences Po Paris qui a œuvré, en 2001, avec Richard Descoings – lequel était alors directeur de l'institut –, au lancement des conventions éducation prioritaire, nouvelle voie d'entrée imposant davantage de diversité sociale dans l'école.

Le résultat est sans appel : lors de l'actuelle campagne de recrutement, 72 % des admissibles auraient été les mêmes, quel que soit l'outil utilisé, et 28 % des admissibles n'auraient été retenus que par le seul outil d'aide à la décision ou par le seul algorithme « maison ».

*« Quelques 300 élèves n'ont donc pas été sélectionnés parce qu'on n'utilise pas l'outil d'aide à la décision du ministère, établit M. Tiberj. Je me dis que ces élèves auront de belles perspectives ailleurs, car les autres formations utilisent l'OAD. En revanche, ceux qui ont été reçus grâce à l'algorithme maison n'auraient pas eu de belles perspectives ailleurs. »*

### « Un choix sociologique »

Dans ces deux cohortes en miroir, les profils des « admissibles maison » et des « admissibles OAD » se distinguent nettement : les élèves venant d'une cordée de la réussite passent de 19 % dans le premier groupe à

3 % dans le second ; les boursiers, de 12 % à 5 % ; les élèves des lycées partenaires de l'IEP, de 12 % à 2 % ; ceux qui sont originaires des DOM-TOM, de 8,5 % à 3,5 %. Enfin, 14 % des admissibles dans ce groupe ont été scolarisés dans un lycée privé, contre 43 % de ceux qu'aurait retenus l'outil d'aide à la décision dans ce panel – constat dressé une fois le classement établi, aucune formation du supérieur n'ayant le droit de faire de la nature « privée » ou « publique » d'un lycée un critère de sélection.

M. Tiberj assume, parlant d'un « *choix sociologique* ». « *Les classes hétérogènes au lycée, ce n'est pas une lubie de Sciences Po Bordeaux, c'est très favorable également aux élèves ayant de moins bons résultats, qui se retrouvent entraînés par les autres, justifie-t-il. La conséquence de notre algorithme est bien de favoriser les lycées qui acceptent une diversité au sein de leurs classes.* » Selon lui, certains établissements de la région bordelaise l'ont bien compris, et « *commencent à travailler sur la composition de leurs classes* ».

La qualité des candidatures suit des chemins différents, affirme l'enseignant-chercheur, qui déclare vouloir « *aller chercher les talents là où ils sont* » : « *Nous revendiquons des valeurs républicaines, et il y aurait des inégalités sociales que nous ne voudrions pas voir ? Ce n'est pas notre option.* »

## Profonds écarts

Celui qui estime jouer franc jeu déplore l'absence totale de débat sur la construction des algorithmes et leur portée politique, sociale et territoriale. Depuis quatre ans que l'IEP a intégré la plate-forme, aucun interlocuteur du ministère de l'enseignement supérieur n'a cherché à nouer le dialogue. « *Il n'y a aucune appétence de la part des équipes de Parcoursup pour engager une discussion au sujet de nos pratiques* », regrette M. Tiberj. Le seul contact a pris la forme d'un courrier administratif envoyé en fin de campagne de recrutement 2022, pour confronter les résultats d'admissibilité entre outil d'aide à la décision et algorithme bordelais – les profonds écarts n'ayant pas échappé au ministère.

Le professeur rêve d'un « *vrai service public* » où la plate-forme proposerait différents algorithmes, chaque formation du supérieur devant faire un choix transparent. « *On pourrait imaginer d'avoir à disposition, pour chaque candidat, les bonnes matières aux bons endroits nous informant à chaque fois de l'écart à la moyenne* », suggère celui qui, durant une semaine chaque année, n'écrit pas moins de 1 300 lignes de programmation pour faire tourner l'algorithme bordelais. D'autres données, publiques par ailleurs, pourraient y trouver place, comme la « *valeur ajoutée* » du lycée, que le ministère calcule lui-même tous les ans ou, plus sensible, l'indice de position sociale, indicateur qui résume les conditions socio-économiques et culturelles des familles des élèves accueillis dans un établissement.

La mue entamée redessine également la scolarité, une plus grande part des recrues manifestant un besoin d'accompagnement. « *Il ne faut plus cocher toutes les cases de l'étudiant de Sciences Po des années 1950*, résume M. Tiberj. *Dès lors que vous ne sélectionnez plus sur des épreuves écrites standardisées, vous n'avez plus les mêmes étudiants.* »

La direction des études y travaille activement, en proposant des dispositifs de tutorat, de nouvelles manières d'enseigner et des enseignements neufs. Avec un espoir : que de la diversité des cohortes formées entre ses murs sortent demain des élites qui comprendront mieux la société que les élites actuelles, si homogènes socialement.

24 mai 2023 (NZZ)

[Svenja Flaspöhler über #Metoo, Medien und die Macht von Frauen \(nzz.ch\)](#)

## Svenja Flaspöhler: «Geschichten von mächtigen Männern, die junge Frauen belästigen, verkaufen sich ziemlich gut»

Die Philosophin Svenja Flaspöhler fordert die Frauen auf, die Opferrolle abzulegen und die Emanzipation zu vollenden. Ein Geschlechterverhältnis sei dann lebendig, wenn sich zwei souveräne, lustfähige Subjekte begegnen. Sähnen Frauen in Männern nur Täter, arbeiteten sie am eigenen Ausschluss.

Birgit Schmid

24.05.2023, 05.30 Uhr



«Was wir als Gewalt beschreiben, wird immer subjektiver»: Svenja Flasspöhler. Lena Giovanazzi / Laif

Frau Flasspöhler, in jüngster Zeit häufen sich die #MeToo-Enthüllungsgeschichten. Ständig wird einem Schauspieler, Comedian, Koch oder Chefredaktor Machtmissbrauch und Sexismus vorgeworfen. Sie haben den #MeToo-Feminismus schon früh kritisiert, da Frauen allein mit dem medialen Aufschrei in der Opferrolle verharrten. Sind wir also nicht weiter?

Erst einmal ist es richtig, wenn problematische Strukturen benannt werden, und es ist auch richtig, dass ein Chef sich dafür rechtfertigen muss, wenn er Untergebene sexuell belästigt. Die Frage ist aber: Was genau ist sexuelle Belästigung? Wo beginnt sie? Je mehr sich der Gewaltbegriff ausdehnt, desto diffuser wird er. Der Raum für Anschuldigungen wird immer grösser. Das ist die Kehrseite.

Wie dehnt sich der Gewaltbegriff aus?

Je sensibilisierter Gesellschaften sind, desto mehr umfasst dieser Begriff. Und auch das ist erst einmal gut so. Niemand, der bei Verstand ist, würde heute noch sagen, dass es falsch war, die Vergewaltigung in der Ehe unter Strafe zu stellen. Und es ist auch zu begrüßen, dass wir sensibler werden für sprachliche Gewalt. Wörter können verletzen, richtiggehend vernichten. Die brisante und äusserst schwer zu beantwortende Frage ist aber, wann der zivilisatorische Punkt erreicht sein wird, an dem wir sagen: So, jetzt haben wir den Gewaltbegriff genug ausgedehnt. Werden wir ihn überhaupt je erreichen, und wenn nicht, mit welchen Konsequenzen? Unter den sehr weiten Begriff der sexualisierten Gewalt fällt heute auch eine Berührung am Knie nachts an der Hotelbar. Was wir als Gewalt beschreiben, ist immer subjektiver geworden. Das kann man am Trauma-Begriff gut nachzeichnen.

So hat die Hand auf dem Knie plötzlich traumatisierendes Potenzial?

Der Trauma-Begriff war Anfang des 20. Jahrhunderts reserviert für schwerste Gewalterfahrungen wie Krieg oder der Verlust eines nahen Menschen. Dann kam in den 1970er Jahren der Begriff der posttraumatischen Belastungsstörung auf: Anfangs ging man noch davon aus, dass jeder Mensch gleich auf schwerste seelische

Erschütterungen reagiert, doch das stimmte nicht, die individuelle Konstitution spielte durchaus eine Rolle. Infolgedessen formulierte man die Definition im Klassifikationssystem psychiatrischer Krankheiten in den 1990er Jahren um: Traumatisierend sind allgemein Ereignisse, die die psychische Integrität verletzen. Und das kann eben, je nach Konstitution, auch eine falsche Berührung am Knie sein. Oder ein falsches Wort.

In Ihrem Buch «Die potente Frau» haben Sie Frauen dazu aufgefordert, sich nicht nur als Opfer zu sehen, sondern Handelnde zu werden. Sind die Frauen zu wehleidig?

Nein, das ist so nicht richtig. Deshalb habe ich #MeToo auch nicht pauschal kritisiert. Die Bewegung hat Vergewaltiger wie Weinstein zur Rechenschaft gezogen. Und sie hat uns auch sensibilisiert für Situationen, die wir früher einfach weggelächelt haben. Das war jahrhundertlang unsere Rolle, die wir tief verinnerlicht haben: die männliche Macht, den männlichen Narzissmus zu spiegeln. Diesen Mechanismus zu unterbrechen und so natürlich auch eine selbstherrliche männliche Macht zu untergraben, ist richtig.

Aber?

Man hat leider versäumt, die richtigen Schlüsse zu ziehen, auch die weibliche Position in den Blick zu nehmen. Anstatt die eigene Rolle gründlich durchzuarbeiten, zeigt man nur auf die Männer: Ihr seid alle toxisch, ihr belästigt uns. Wir sind Opfer, ihr Täter! Bei einer Vergewaltigung ist das unbestritten der Fall, aber was ist mit dem weiten Feld der so genannten sexualisierten Gewalt? Das sind oft viel komplexere Situationen, und solange wir unseren eigenen Part darin nicht analysieren, bleibt die Emanzipation hinter ihren Möglichkeiten zurück.

Was genau meinen Sie?

Wir Frauen müssen unser historisches Gewordensein in den Blick nehmen und uns fragen: Woher kommt es, dass Frauen sich oft so eigentümlich passiv verhalten, gerade im sexuellen Feld? Im Kern geht es darum, dass Frauen sich aus ihrer Objekt-Position lösen und ihren eigenen sexuellen Willen aus der Latenz befreien. Die feministische Theorie von Simone de Beauvoir und Hélène Cixous hat das alles schon vor Jahrzehnten gesagt und gefordert, es wäre gut, sich daran zu erinnern.

Was ist mit einem Abhängigkeitsverhältnis – mit dem Vorgesetzten, der die Praktikantin belästigt?

Natürlich ist das ein Problem. Was ich mir wünschen würde: dass sich ältere mutige Frauen mit der Praktikantin solidarisieren, beim Chef anklopfen und sagen: So läuft das hier nicht. Sicher mag es Fälle geben, in denen das nicht reicht. Aber wir müssen uns auch klarmachen, dass Männer tyrannische Strukturen oft nur aufbauen konnten, weil Frauen sie mitgetragen, vielleicht sogar von ihnen profitiert haben. Und: Eine solch unmittelbare Reaktion vermittelt weibliche Stärke und verhindert eine Kultur der Denunziation, wie wir sie heute vielfach erleben.



Der «Spiegel» hat aus den #MeToo-Geschichten nahezu ein eigenes Genre gemacht. Manche Vorfälle liegen Jahre zurück. Zudem steht kaum jemand mit Namen hin, sondern angeklagt wird anonym. Hat das nicht etwas von einer Verdachtsberichterstattung?

Ich verstehe schon, warum Frauen anonym agieren. Gerade weil Sexualdelikte oft nur schwer zu beweisen sind, gehen Frauen ein hohes Risiko ein. Aber man muss auch die andere Seite sehen. Wie ist es für einen Mann, für den erst einmal die Unschuldsvermutung gelten muss, von einer anonymen Gruppe der sexuellen Belästigung bezichtigt zu werden? Wie soll man darauf reagieren? Und niemand wird leugnen, dass bei anonymen Anschuldigungen auch niedrige Motive im Spiel sein können – von dem finanziellen Interesse der Medien ganz zu schweigen. Geschichten von mächtigen Männern, die junge Frauen belästigen, verkaufen sich ziemlich gut.

Was für Auswirkungen hat das für die Männer?

Sie werden vorsichtiger. Vielleicht hat es am Ende zur Folge, dass Männer eben lieber unter sich bleiben und ihre Seilschaften pflegen, anstatt auch die Kollegin abends zum Bier einzuladen. So arbeiten Frauen an ihrem eigenen Ausschluss mit.

Wie verändert sich dadurch das Verhältnis zwischen Frauen und Männern?

Ein Geschlechterverhältnis ist dann lebendig, wenn sich zwei gleichberechtigte, souveräne, lustfähige Subjekte begegnen in ihrer jeweiligen Geschlechtlichkeit. Im Moment habe ich eher den Eindruck, dass wir versuchen, das Verhältnis auf der Angst des Mannes aufzubauen, sich falsch zu verhalten und dafür bestraft zu werden. Er ist der, der sich ändern oder am besten gleich selbst abschaffen muss. Die Frau kann so bleiben, wie sie ist. So bleibt sie in ihrer eigenen Frustration stecken.

Was meinen Sie damit?

Die Feministin Emilia Roig zum Beispiel zitiert in ihrem gerade erschienenen Buch «Das Ende der Ehe» den Hite Report. Der stammt aus den 1970er Jahren und nimmt die defizitäre Lust der Frau in heterosexuellen Beziehungen in den Blick. Entsprechend schreibt auch Roig vom «Mythos des vaginalen Orgasmus». Er ist aber kein Mythos, er ist nur etwas komplizierter. Und auch leben wir nicht mehr in den 70ern. Es ist, als wollten viele Frauen gar nicht in die Lust kommen. Der Vorteil ist, dass man dann weiter auf «das Patriarchat» schimpfen und sich bequem auf die Opferposition zurückziehen kann.

Kann man aus der Opferposition auch einen Gewinn ziehen?

Die Opferposition hat in den letzten hundert Jahren zunehmend eine Aufwertung erfahren. Und ja, natürlich ist das ein Gewinn. Es ist begrüßenswert, dass Opfer eine Stimme bekommen haben und man ihnen zuhört. Wenn aber zeitgenössische Feministinnen allen Ernstes behaupten, sie seien immer noch Opfer des «Patriarchats», kann ich mich des Eindrucks nicht erwehren, dass sie an ihrem Opfersein um jeden Preis festhalten wollen – auch wenn die Realität längst eine andere ist. Natürlich wohnen in uns noch patriarchale Denkmuster, die wir hinterfragen müssen. Aber rechtlich leben wir doch in keinem Patriarchat mehr. Ehrlich gesagt, verhöhnt eine

solche Rede all jene Frauen, die wirklich noch unter dem Joch der Männer leben müssen. Was soll eine Frau in Iran denken, wenn eine junge Feministin aus Berlin, der alle Möglichkeiten offenstehen und die vielleicht sogar durch Frauenförderung ihre Stelle bekommen hat, über das Patriarchat klagt?

Sie wurden nach Ihrer #MeToo-Kritik massiv angegriffen. Wie war das für Sie?

Als eine Person des öffentlichen Lebens muss ich mit Angriffen rechnen und auch damit umgehen können. Dass Intellektuelle ins Kreuzfeuer geraten, ist ja nichts Neues, es gehört sogar zu ihrer Rolle: Intellektuelle sind Störenfriede. Es ist meine Aufgabe, den Mainstream des Denkens herauszufordern. Doch haben die sozialen Netzwerke zu einem tiefgreifenden Wandel der Öffentlichkeit geführt. Heute kann der Ruf durch Falschbehauptungen sehr leicht beschädigt werden. Wenn auf Twitter die Runde macht, ich hätte in «Die potente Frau» geschrieben, dass Frauen selbst schuld seien, wenn sie vergewaltigt würden, dann ist das schlicht eine Lüge. Aber wie soll man gegen solche Lügen vorgehen, die sich im Netz rasant verbreiten? Hier hilft nur ein hohes Mass an Stoizismus.

Inzwischen wird gern mit Gefühlen und eigener Betroffenheit argumentiert. Da du als Mann oder als Weisse meine Erfahrung nicht teilst, hast du auch nichts dazu zu sagen. Bleibt einem da als Nichtbetroffener noch ein Spielraum?

Es ist unbedingt richtig, Betroffenen genau zuzuhören, weil sie Erfahrungen machen, die Nichtbetroffenen erspart bleiben. Doch wäre es fatal, daraus den Schluss zu ziehen, Nichtbetroffene dürften sich gar nicht zu bestimmten Problemen äussern. Erstens sind auch Nichtbetroffene Teil der Gesellschaft, sie müssen sich zu Problemstellungen verhalten. Zweitens wird gegenwärtig häufig der Fehler gemacht, dass man Nichtbetroffene mit Tätern gleichsetzt. Das ist mir häufiger passiert, bis zum Vorwurf, ich betriebe «Täter-Opfer-Umkehr». Das dritte Argument für einen offenen Austausch ist, dass auch Nichtbetroffene etwas sehen, was den Betroffenen entgeht, und ihnen wiederum helfen, sich aus einer Situation zu befreien.

Können Sie das konkretisieren?

Wer betroffen ist, befindet sich oft in einem Leidenstunnel, nimmt schnell alles persönlich und sieht keinen Ausweg. Das kenne ich auch von mir selbst. Ich habe lange eine Psychoanalyse gemacht, und meine Psychoanalytikerin hat Dinge erkannt und gehört in meinem Sprechen, die mir selber nie aufgefallen wären. Gerade weil sie nicht betroffen ist, hat sie mir geholfen. Dieses Spiel «Ich sehe was, was du nicht siehst» sollten wir auch gesellschaftlich einüben. Indem wir aber sagen, dass nur Betroffene zu bestimmten Themen etwas sagen dürfen und sich Nichtbetroffene sowieso nicht in Betroffene einfühlen könnten, zieht man eine unüberwindbare Grenze und verschliesst Erkenntnismöglichkeiten.

Die Couch ist jedoch nicht dasselbe wie Twitter, wo fast kein vernünftiger Dialog mehr möglich ist.

Klar. Psychoanalyse ist Psychoanalyse, Öffentlichkeit ist Öffentlichkeit. Und vielleicht würde die Öffentlichkeit davon profitieren, wenn wir unsere Gefühle aus dem Diskurs möglichst raushalten, anstatt sie als Argument zu gebrauchen. Nicht umsonst hat der Philosoph Richard Sennett mit Blick auf unsere Gegenwart von einer «Tyrannei der Intimität» gesprochen. Zu Twitter: Die sozialen Netzwerke sind unterm Strich zerstörerisch. Deshalb halte ich mich auch komplett fern.

Sie halten sich von den sozialen Netzwerken komplett fern. Warum?

Warum sollte ich mir das antun? Die Algorithmen der sozialen Netzwerke belohnen die schrillen Töne. Hass und Shitstorms tragen dazu bei, dass der Diskurs verroht und gleichzeitig immer angstgetriebener wird. Man beisst sich auf die Zunge, weil man nicht die nächste Sau sein will, die durchs Dorf getrieben wird. So arbeitet man nolens volens an der Verengung des Diskurses mit.

Was für eine Verantwortung haben die Medien dabei?

Die Leitmedien lassen sich von Twitter-Stimmungen anstecken. Der Philosoph Max Scheler hat den Mechanismus der Gefühlsansteckung, die sich schnell zu Massenerregungen auswächst, bereits in den 1920er Jahren beschrieben. Diese Dynamik zeigt sich heute mit Blick auf den Einfluss der sozialen Netzwerke in Reinform.

Was ist zu tun?

Sowohl die Leitmedien wie auch andere Institutionen dürfen sich dem Druck nicht unterwerfen. Wenn Universitäten Vorträge absagen, nur weil auf Twitter der Bär tobt, dann ist die Universität das Problem. Anstatt souverän zu agieren, hängt sie ihr Fähnlein in den Wind.

Ist das schon Cancel-Culture für Sie?

Da bin ich sehr vorsichtig. Nur weil ich auf Twitter gehasst werde und Zeitungen auf den Zug aufspringen, werde ich ja nicht zum Schweigen gebracht. Im Gegenteil, wir beide sprechen gerade miteinander, und oft führen auch Versuche, Vorträge zu verhindern, ja eher zum Gegenteil, der oder die «Gecancelte» steht umso mehr im Rampenlicht. Und doch: Wenn man nicht aufpasst, geht es ganz schnell, dass man plötzlich einen bestimmten Ruf nicht mehr loswird. Und das geschieht nicht nur in den USA, sondern auch bei uns.

Sind Sie selber bereit, sich von anderen Meinungen verunsichern zu lassen?

Ich habe an mich selbst den Anspruch, innerlich beweglich zu sein – aber eben kein Fähnlein im Winde. Das ist eine Gratwanderung, und ich gebrauche dafür gern ein Bild: Ist ein Hochhaus zu stabil und starr gebaut, dann hält es dem Sturm nicht stand. Es kriegt Risse. Ein Hochhaus muss mitschwingen können, wenn ein starker Wind bläst oder die Erde bebt. Übertragen auf den Diskurs heisst das: Wer sich in den eigenen Gewissheiten verpanzert, ist nicht resilient, sondern höchst angreifbar. Wahre Resilienz trägt die Sensibilität für die Aussenwelt in sich. Und es könnte ja tatsächlich sein, dass ich etwas übersehe.

Svenja Flasspöhler (48) leitet das «Philosophie-Magazin» in Berlin. Die Philosophin, Journalistin und Autorin wurde 2018 mit ihrem Buch «Die potente Frau» bekannt, in dem sie den #MeToo-Feminismus kritisiert. Mit ihrem Mann, dem Autor Florian Werner, mit dem sie zwei Kinder hat,

schrieb sie 2019 «Zur Welt kommen», ein Buch über Elternschaft. 2021 erschien von ihr «Sensibel. Über moderne Empfindlichkeit und die Grenzen des Zumutbaren». Im Frühling 2022 hat sie den offenen Brief der Zeitschrift «Emma» mitunterzeichnet, der sich gegen Waffenlieferungen an die Ukraine aussprach und im selben Jahr den Schriftstellerverband PEN Berlin mitbegründet.

24 mai 2023 (The Economist)

[“How To Have Sex” is among the standouts at Cannes Film Festival \(economist.com\)](https://www.economist.com/entertainment/film/2023/05/23/how-to-have-sex-is-among-the-standouts-at-cannes-film-festival)

Young hearts, to yourself be true

## “How To Have Sex” is among the standouts at Cannes Film Festival

Molly Manning Walker’s debut feature film follows three teenage girls on a clubbing holiday



May 23rd 2023

Last year a female British writer-director introduced her debut feature film at the Cannes Film Festival and the intimate chronicle of a fateful European beach holiday established her as an exciting new talent. Exactly the same could be said this year. Just as [Charlotte Wells’s “Aftersun” was one of the best films of 2022](#), [Molly Manning Walker’s “How to Have Sex” is likely to be remembered as one of the finest of 2023](#).

The holiday-makers in Ms Walker’s piquant coming-of-age drama are three teenage schoolgirls from London on their first trip abroad without their parents. It’s the sort of package deal in which your plane lands in Crete at three in the morning and you have to wait for hours by the pool before you can check into your hotel room. Not that this stops the exuberant trio predicting, at high volume, that they are about to have “the best holiday ever!” Their plan is simple: put on their skimpiest outfits, down several shots of alcohol, and head to the many [bars and clubs](#) on the main street in Malia that cater for like-minded young Brits.

Emma (Enva Lewis) seems to be the most restrained of the bunch—which isn’t saying much—and Skye (Lara Peake) the most lascivious, while Tara (Mia McKenna-Bruce) is the quick-witted life and soul of the party. She’s also the only one of the gang who is a virgin, and she is under joking but persistent peer pressure to change that before they catch the plane home.

As the hedonism begins, “How to Have Sex” could be mistaken for a raucous gross-out teen comedy, a female companion piece to [“The Inbetweeners”](#). Viewers of a certain age may well feel that rowdy, noisy Malia is hell on Earth. But the girls are so elated by their freedom, and by the goldfish-bowl-sized glasses of blue cocktails, that you can appreciate why it might feel like a paradise to them. Even when the clubs are at their most deafening and chaotic, and the girls at their wildest, Ms Walker treats them with enormous sympathy, noting the subtle shifting power dynamics within their friendships. Ms McKenna-Bruce deserves to become a star, too: her saucer-sized eyes project the insecurity and naivety behind Tara’s motor-mouthed bravado.

The film then slides smoothly from comedy to drama. One morning after she has been absent from their shared hotel room, Tara admits to her friends that she had sex the night before. Specifically, she had sex on a beach, in the middle of the night, with a boy she barely knew or liked. The encounter was on the very edge of rape. As a deft, heart-stopping flashback demonstrates, a boy can [ask for consent](#) twice, but a girl can be so cold, scared, tired and miserable that muttering an affirmative can feel easier than saying no.

Tara is in an environment devoted to binge-drinking and carnality; sexual assaults seem almost inevitable.

“How to Have Sex” raises important questions about such resorts. It should be required viewing in schools, in travel-company offices and in the homes of teenage girls. But it is too vibrant and multilayered to be dismissed as a treatise on one particular issue. As carefully constructed as any thriller, yet as believable as any documentary, the film sparkles with Ms Walker’s insights. After the grim night on the beach, for instance, the holiday carries on as normal. Tara keeps dancing and partying, and even manages to smile when the boy who had sex with her is in the room. She simply doesn’t know what alternative she has.

*“How to Have Sex” will be released theatrically by MUBI in America and Britain, though the date has not yet been announced.*

24 mai 2023 (Mediapart)

[L'Allemagne se rêve en pays d'immigration qui s'assume | Mediapart](#)

## L'Allemagne se rêve en pays d'immigration qui s'assume

Vieillissant, le pays n'a pas d'autre choix que d'ouvrir en grand ses portes aux travailleurs qualifiés venus de l'extérieur de l'Union européenne. Une nouvelle loi entend révolutionner leur accès au marché du travail. L'accueil des réfugiés, lui aussi, doit être facilité.

[Thomas Schnee](#)

23 mai 2023 à 10h00

### BerlinBerlin (Allemagne).—

Ingo Weber, directeur général de l'entreprise berlinoise Elpro, serait parfaitement heureux si la pénurie de main-d'œuvre ne venait pas régulièrement contrecarrer ses plans. Les trois cents **salarié·es** de son entreprise produisent des stations électriques pour parcs solaires et éoliens, des panneaux de contrôle pour la production d'hydrogène ou encore des armoires électriques pour les chemins de fer.

*« Les énergies renouvelables et les transports sont deux secteurs avec des perspectives de croissance énormes. Mais la pénurie de main-d'œuvre nous oblige à refuser bien des projets. Aujourd'hui, nous pourrions embaucher soixante-dix personnes tout de suite. Hélas, nous ne trouvons pas »,* regrette-t-il.

**Les conséquences du vieillissement de la population et du taux élevé d'emplois à temps partiel sont toujours plus visibles, et pas seulement dans l'industrie.** Les vitrines de magasins portant une offre d'emploi ou bien les restaurants à moitié fermés par manque de serveurs et de serveuses sont pléthore. **La population active n'a jamais été aussi importante, avec 45,6 millions de personnes, le taux de chômage est descendu à 5,6 %.** Ainsi n'est-il plus rare de devoir communiquer en anglais avec un infirmier ou un livreur venu d'un pays hors UE. Les Européen·nes sont déjà 2,5 millions à travailler en Allemagne.

*« Avec le nombre actuel de salariés, les tâches nécessaires pour la protection du climat, la transition énergétique et l'évolution de la mobilité seront difficiles à assumer et à réaliser »,* souligne aussi le président de la Confédération allemande de l'artisanat (ZDH), Hans Peter Wollseifer, qui parle de 250 000 artisans manquants.

La situation ne va pas se détendre. **L'Agence fédérale pour l'emploi (BA) attend en effet sept millions de départs en retraite d'ici à 2030. Elle évalue qu'il faudrait un apport durable de 400 000 travailleuses et travailleurs étrangers qualifiés par an pour assurer le développement de l'économie nationale.** En 2022, pourtant année record, seulement 56 000 nouveaux permis de travail ont été distribués à des travailleurs et des travailleuses hors Union européenne. Il y a 351 000 personnes en tout à disposer de ce statut. Le pays est loin du compte.

*« 90 % des candidatures reçues pour nos places d'apprentissage et 40 % pour nos offres d'emploi sont le fait de candidats qui habitent hors de l'Union européenne. Recruter dans le lointain est une vraie alternative. Mais les obstacles juridiques et les lenteurs administratives rendent tout recrutement en direct long et compliqué. Ce que nous voulons avant tout, c'est de la rapidité »,* témoigne la cheffe du personnel d'Elpro, Christiane Wieseler, qui sait de quoi elle parle.

**Environ soixante des trois cents salarié·es de son entreprise viennent d'Ukraine et de Russie, du Pakistan et d'Iran, de Tunisie et du Maroc.** *« Il y a ceux qui ont étudié en Allemagne. Avec eux, c'est facile. Et puis il y a ceux qui viennent pour la première fois. Nous les aidons à se loger à l'arrivée. Nous offrons trois niveaux de cours d'allemand dans l'entreprise et un système de parrainage entre salariés pour les intégrer. Enfin, nous avons installé une salle de prière par étage pour nos salariés musulmans »,* précise Ingo Weber, qui réfléchit désormais à acheter des appartements pour ses salarié·es.

Notre objectif est d'avoir la législation sur l'immigration la plus moderne d'Europe.

Hubertus Heil, ministre de l'emploi

Malgré la création d'une *greencard* pour travailleuses et travailleurs hautement qualifiés dès 2000, l'accès au marché du travail allemand s'est peu ouvert à une main-d'œuvre qualifiée non européenne, bloqué par des débats identitaires, d'importants verrous administratifs et de complexes procédures d'équivalences de diplômes. « *Mais aujourd'hui, on peut toujours s'asseoir et dire : nous ne voulons pas d'étrangers. Ça ne marche plus* », expliquait il y a un an déjà le président de l'agence fédérale pour l'emploi, Detlef Scheele. Jusqu'en 2010, son Service de placement à l'étranger (ZAV) travaillait à placer les Allemand·es hors du pays. « *Depuis 2013, nous faisons l'inverse avec la signature de divers accords binationaux de formation et de placement avec la Tunisie, l'Inde ou le Mexique pour qu'ils nous envoient des aides-soignants, des mécaniciens ou des ingénieurs* », explique Marcel Schmutzler, porte-parole du ZAV.

**Le ministre de l'emploi, Hubertus Heil**, sait qu'il en faudra plus pour soutenir l'économie allemande. Il parle donc d'une petite révolution : « *Notre objectif est d'avoir la législation sur l'immigration la plus moderne d'Europe, car nous sommes en concurrence avec de nombreux pays pour attirer des têtes pensantes et des mains secourables* », reconnaît-il en présentant son projet de « loi sur l'immigration de la main-d'œuvre qualifiée ». Celle-ci doit, en principe, tout changer et se trouve déjà entre les mains des député·es pour un vote avant l'été.

**L'Allemagne veut un système de sélection à points à la canadienne, avec cinq critères : diplôme, expérience professionnelle, langues, âge inférieur à 35 ans et relations avec l'Allemagne. Si** la moyenne est obtenue, une « carte de la chance » permettra alors à son détenteur de venir chercher du travail en Allemagne pendant un an, sans contrat de travail préalable. C'est la levée d'un obstacle majeur. Le ou la future travailleuse ne sera pas non plus obligé·e de chercher dans son domaine de qualification. **Enfin, tout·e candidat·e pourra signer un « partenariat de reconnaissance » avec un employeur allemand, qui aura alors le droit de l'accueillir immédiatement, de lui proposer une formation et une régularisation au fur et à mesure. Du jamais-vu.**

## Réforme du Code de la nationalité

À cela s'ajoute **un accord important pour une réforme du Code de la nationalité**, présenté vendredi 19 mai par les partis de la coalition gouvernementale (écologistes, libéraux et sociaux-démocrates). Les modifications attendues veulent offrir une solide perspective d'intégration sur le long terme.

Deux mesures particulièrement importantes émergent du projet de loi : **l'acquisition accélérée de la nationalité allemande (en trois ou cinq ans au lieu de huit) ainsi que le droit de conserver sa nationalité d'origine.** « *Je m'attends à une demande importante parmi les personnes d'origine turque en Allemagne, en particulier celles de la deuxième génération* », a commenté Gökay Sofuoğlu, président de la Communauté turque d'Allemagne, principale association faîtière des organisations turques laïques outre-Rhin.

**Pendant des décennies, le monde politique allemand s'est déchiré sur la question de savoir si l'Allemagne était un pays d'immigration ou pas. Cela en dépit du fait que le nombre de personnes étrangères vivant en Allemagne est passé de 2,7 millions en 1970 à 13,4 millions en 2022 (16,1 % de la population), avec 6 millions d'arrivées de 2013 à 2022. Aujourd'hui, l'Allemagne a au moins cessé de nier cette réalité.** Même le parti d'extrême droite AfD, qui a grandi en se nourrissant de la xénophobie, a pour l'instant délaissé le sujet : le matraquage des écologistes et de leur transition énergétique « *démoniaque* » rapporte plus.

**Cette évolution des mentalités et des structures se retrouve aussi dans la gestion des réfugié·es, une réserve de main-d'œuvre sur le long terme.** Bien sûr, tout n'est pas rose. Mercredi 10 mai dernier, la bagarre entre l'État fédéral et les communes sur le financement de l'aide aux réfugié·es a ainsi été sèchement ajournée et repoussée à novembre prochain. L'État fédéral a finalement lâché un milliard d'euros pour que les communes, cheville ouvrière de l'intégration des personnes réfugiées, puissent faire face à l'explosion de leurs dépenses. La somme va s'ajouter aux 2,75 milliards d'euros budgétés pour 2023. Le chancelier Scholz a ainsi évité un débat sur une politique d'accueil allemande et européenne plus restrictive. Il ne s'y oppose pas frontalement, mais doit d'abord négocier avec ces alliés écologistes et libéraux.

**Des « classes de bienvenue » dans les écoles**



Ce point mis à part, et en dépit des coûts et de la surcharge de travail qui écrasent toutes les administrations chargées des personnes venues de l'étranger, les choses se passent étonnamment bien. Il y a bien sûr des dérapages, comme à Upahl, une petite commune du nord-est de l'Allemagne où les 400 habitant·es ont manifesté brutalement pour bloquer la construction d'un centre d'accueil de... 400 places. Mais il y a aussi des situations pacifiques, comme dans la ville de Münster (4 400 réfugié·es), près de la frontière hollandaise, qui a développé un vrai concept adopté dès 2017 par le conseil municipal.

Les réfugié·es y sont logé·es dans des ensembles d'appartements qui respectent les standards architecturaux des quartiers, réunissent 50 personnes maximum et ne sont pas excentrés. Le tout avec un accompagnement social renforcé, assuré par des spécialistes et des bénévoles. « *Les questions migratoires étant cycliques, et les arrivées de réfugiés irrégulières, Münster a même construit ces logements en prévoyant de les occuper avec des réfugiés ou des étudiants, selon les besoins du moment* », précise la chercheuse Danielle Kasparick, qui dirige la Cellule de recherche et de transfert d'expérience sur les questions migratoires de l'université d'Hildesheim. « *Les communes se voient attribuer un certain nombre de réfugiés, selon un système national de quotas. Le travail est énorme. Mais au fil des années, les municipalités ont acquis d'énormes compétences dans le domaine, poursuit Danielle Kasparick. Des structures durables chargées de traiter ces questions sont ainsi apparues dans l'organigramme des administrations communales. Dans les écoles, les "classes de bienvenue" pour les réfugiés sont en passe de s'institutionnaliser.* »

Si les premières formalités et la demande d'asile se font toujours dans un « centre de premier accueil » dépendant du Land, ce sont les communes qui gèrent tous les aspects administratifs et sociaux de l'installation des réfugié·es, du logement à l'école pour les enfants, des cours de langue pour les adultes à l'accès aux soins et même, quand c'est la commune qui gère le Pôle emploi, les questions de formation et d'emploi. « *L'arrivée des réfugiés ukrainiens a posé un problème logistique supplémentaire. Ils n'ont pas à faire une demande d'asile et peuvent s'inscrire dans la commune de leur choix* », précise Danielle Kasparick.

Si la question du recrutement de personnel expert est un point noir du secteur, des solutions pérennes et astucieuses apparaissent ici et là. Par exemple, l'application Intergre.at, qui sert autant aux réfugié·es qu'à leurs encadrant·es. Elle permet, en sept langues et quelques chapitres (école, langue, famille, santé, travail, etc.), d'avoir directement accès aux services, plateformes et documents administratifs nécessaires dans sa ville. Plus de cent villes et départements l'ont déjà adoptée.

Le centre de Danielle Kasparick démarre aussi pour dix mois le projet [Match'In](#), en coopération avec quatre Länder, la Basse-Saxe, la Rhénanie du Nord-Westphalie, la Hesse et la Rheinland-Pfalz : « *Une mauvaise orientation après le centre de premier accueil peut bloquer l'intégration d'une personne réfugiée. Quelqu'un qui arrive avec un problème de santé ne peut pas être envoyé loin d'un centre de soins, sinon il passe sa vie dans les transports. De même que vous ne placez pas des jeunes gens dans un village éloigné d'un centre de formation avec une forte population âgée* », raconte Danielle Kasparick.

L'idée de Match'In est donc de recueillir toujours plus d'informations sur les arrivant·es et sur les lieux de placement, afin de nourrir un algorithme qui, les chercheurs l'espèrent, permettra un placement vers une intégration plus souple et plus rapide.

24 mai 2023 (Contrepoints)

[Comment les Français choisissent-ils leurs médias ? - Contrepoints](#)

## Comment les Français choisissent-ils leurs médias ?

### [The Conversation](#)

Les Français déclarent consulter des médias en lesquels ils ont confiance et dont ils partagent l'orientation politique, mais ces deux facteurs n'influencent que très peu leur comportement informationnel effectif.



Publié le 24 mai 2023

Selon Reporters sans frontières, nous sommes entrés dans une [ère de polarisation des médias](#), susceptible d'entraîner des fractures au sein des pays. La France n'échapperait pas à cette tendance, avec l'apparition de nouveaux médias d'opinion. Il est vrai que, sur Internet notamment, l'offre médiatique est aujourd'hui pléthorique. Chacun peut dès lors trouver le [média](#) qui correspond à ses préférences politiques.

Mais, au-delà de ce constat, que sait-on vraiment des critères qui influencent le choix des canaux par lesquels nous nous informons ? Dans une étude pour la [Fondation Descartes](#) publiée dans *Mass Communication & Society*, nous avons obtenu des réponses plutôt nuancées en ce qui concerne l'usage effectif des médias en France et l'influence de la proximité politique.

### **Une question d'orientation politique à relativiser**

L'[orientation politique des médias](#) semble bien être un facteur qui compte dans ce choix. En effet, nous aurions tendance à préférer nous exposer à des informations qui vont dans le sens de nos [opinions politiques](#) – un phénomène que les chercheurs nomment « exposition sélective ». Aux États-Unis par exemple, la très républicaine chaîne [Fox News est plébiscitée par les électeurs conservateurs](#), tandis que les progressistes affirment l'éviter et disent lui préférer CNN, située sur une ligne plus démocrate.

Cette exposition préférentielle à des médias du même bord politique s'expliquerait en partie par le fait que nous leur ferions [davantage confiance](#). Des études montrent en effet que les individus estiment que les médias qui vont dans le sens de leurs opinions sont [moins biaisés](#), et donc potentiellement plus dignes de confiance, que ceux qui proposent un point de vue opposé au leur.

Le risque d'une telle exposition sélective serait de nous enfermer dans une « [chambre d'écho](#) » médiatique, au sein de laquelle nos opinions se trouveraient systématiquement validées et renforcées. Cette situation pourrait à son tour conduire à une [polarisation croissante de la société](#).

L'hypothèse de l'exposition sélective sur Internet est pourtant [remise en question par un certain nombre de chercheurs](#). En effet, les données empiriques qui laissent penser à l'existence du phénomène

proviennent essentiellement de questionnaires et de sondages adressés à la population. Or, on sait que de telles données déclaratives ne reflètent pas toujours fidèlement le comportement informationnel effectif des individus, particulièrement sur Internet.

De plus, les études sur la question sont souvent réalisées aux États-Unis, pays bipartisan dont l'environnement politico-médiatique est beaucoup plus polarisé qu'en France, notamment. Il est donc risqué d'extrapoler directement les résultats d'études étasuniennes à d'autres contextes nationaux.

## Le cas français

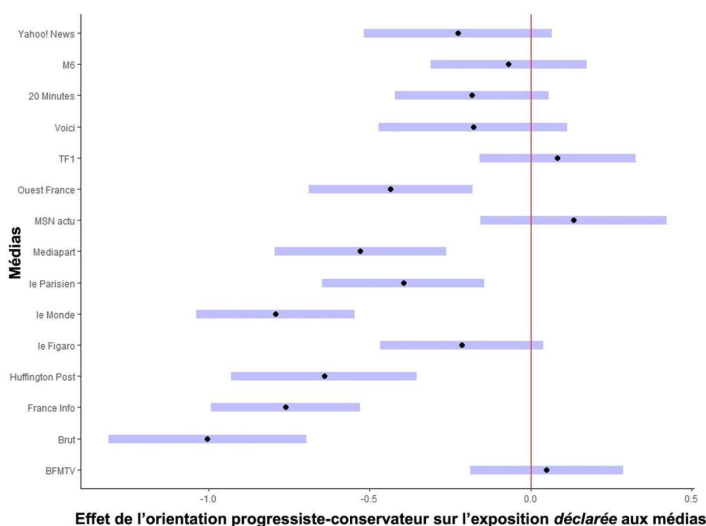
Lors de notre étude, nous avons dès lors testé l'hypothèse de l'exposition sélective en France, en comparant données déclaratives et comportementales.

Pour le faire, nous avons enregistré durant 30 jours le comportement sur Internet de 1536 Français issus d'un panel représentatif de la population. Nous avons en particulier mesuré leur *exposition effective* à 15 médias parmi les plus consultés dans le pays.

À la fin de cette période, nous avons interrogé ces mêmes participants sur :

1. Leur exposition en ligne à chacun des 15 médias en question au cours des 30 jours précédents (*exposition déclarée*).
2. Leur degré de confiance en chacun de ces médias.
3. Leur orientation politique sur un continuum progressif-conservateur, établie au moyen de plusieurs questions sur des sujets de société.

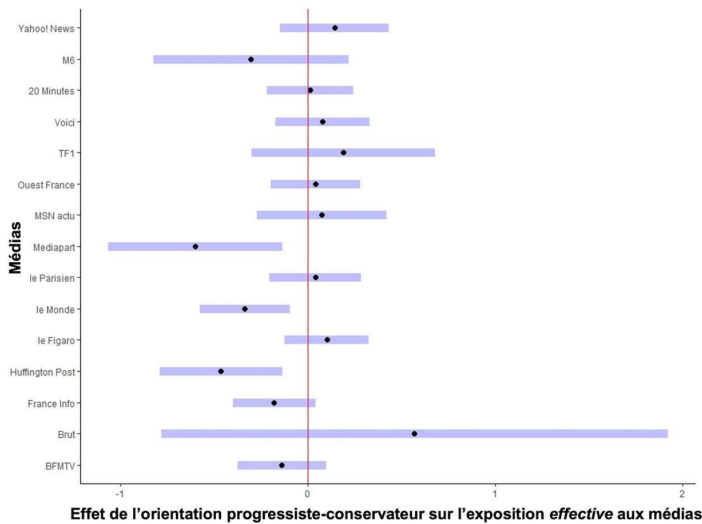
Il ressort de nos analyses que l'*exposition déclarée* par les participants aux médias est influencée par le fait d'être plus ou moins progressiste ou conservateur. Par exemple, les participants progressistes ont plus de probabilités que les participants conservateurs de déclarer avoir consulté le site web du *Monde* au cours des 30 jours précédents (Figure 1).



**Figure 1.** Effet de l'orientation progressiste-conservateur sur l'*exposition déclarée* aux médias sur Internet. **Lecture :** Plus un média (point noir) est à gauche de la ligne verticale rouge, plus il est probable que les participants progressistes aient déclaré l'avoir consulté, et inversement. Les barres horizontales mauves représentent la marge d'erreur de chaque résultat (IC 95 %).

Brest & Cordonier (2023), Mass Communication & Society

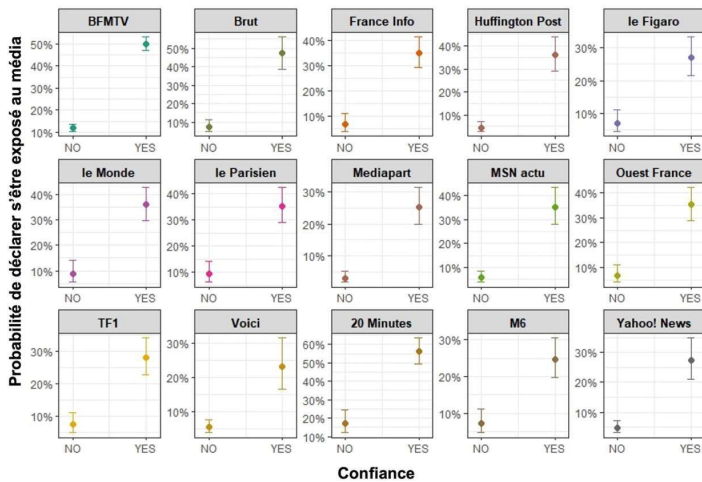
Cependant, cet effet de l'orientation politique des participants sur la consultation des médias diminue nettement dès lors que l'on s'intéresse à leur *exposition effective* à ces mêmes médias durant les 30 jours de l'étude (Figure 2) !



**Figure 2.** Effet de l'orientation progressiste-conservateur sur l'*exposition effective* aux médias sur Internet. **Lecture :** Plus un média (point noir) est à gauche de la ligne verticale rouge, plus il est probable que les participants progressistes l'aient effectivement consulté, et inversement. Les barres horizontales mauves représentent la marge d'erreur de chaque résultat (IC 95 %).

Brest & Cordonier (2023), Mass Communication & Society

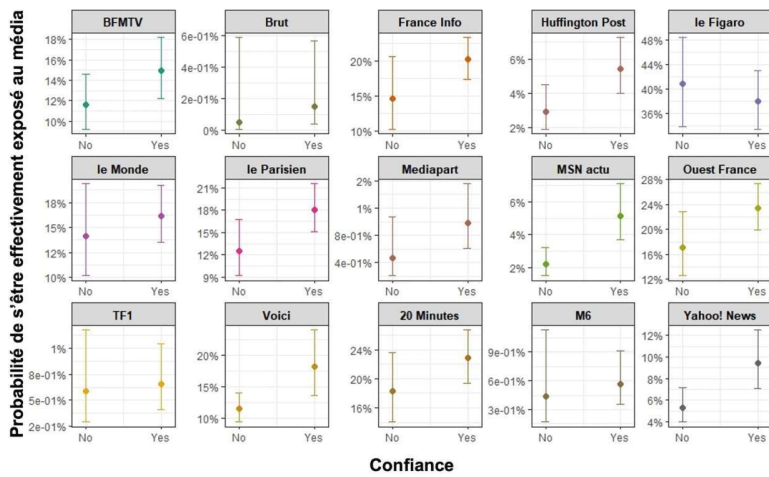
De même, l'*exposition déclarée* aux médias est influencée par la confiance que les participants disent avoir en eux. En effet, les participants ont plus de probabilités de déclarer avoir consulté un média s'ils disent avoir confiance en lui (Figure 3).



**Figure 3.** Probabilité de *déclarer* s'être exposé sur Internet à un média donné en fonction de la confiance en ce média (encodage binaire de la confiance : Non/Oui). Les barres verticales représentent la marge d'erreur de chaque résultat (IC 95 %). Note : l'échelle de l'axe y varie pour chaque média. **Lecture :** Les participants qui disent faire confiance à BFMTV ont 50 % de chances de déclarer avoir consulté le site web de ce média au moins une fois au cours des 30 jours précédents. Cette probabilité est de 12,5 % chez ceux qui disent ne pas faire confiance à BFMTV.

Brest & Cordonier (2023), Mass Communication & Society

Mais là encore, cet effet de la confiance sur la consultation des médias devient très faible si l'on s'intéresse à l'*exposition effective* des participants aux médias en question (Figure 4).



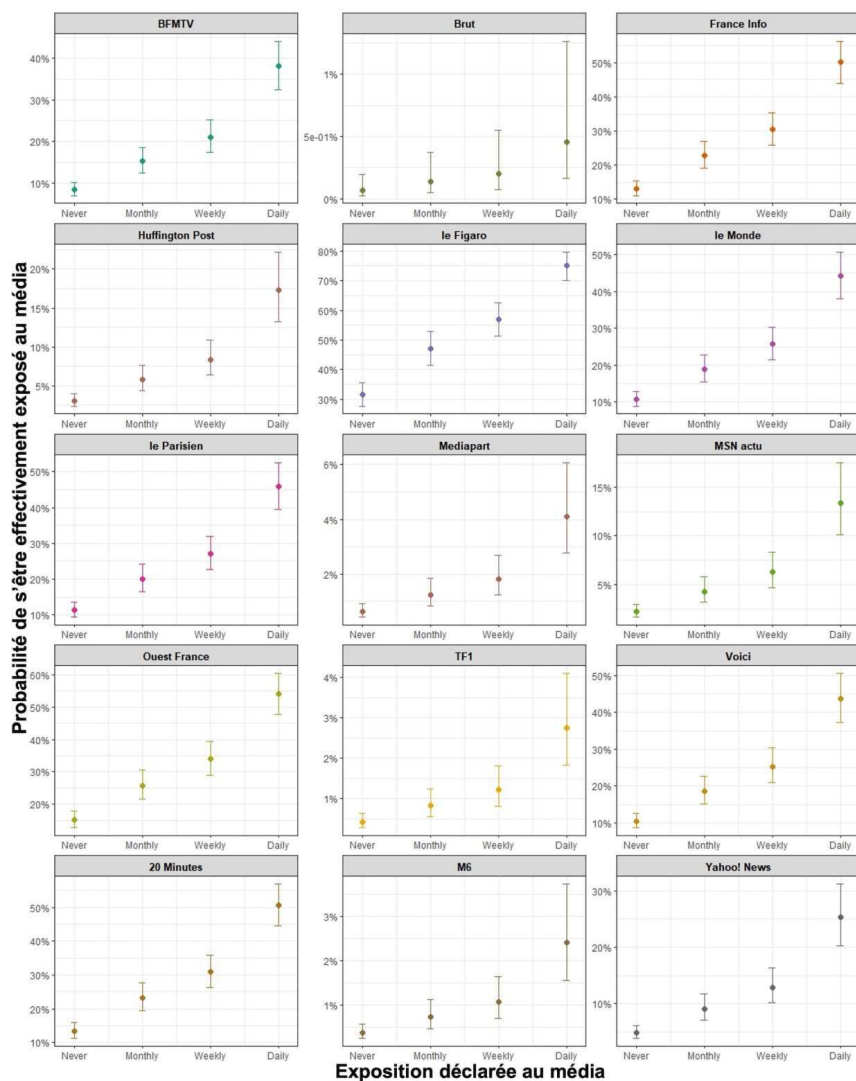
**Figure 4.** Probabilité d'avoir

été *effectivement* exposé sur Internet à un média donné en fonction de la confiance en ce média (encodage binaire de la confiance : Non/Oui). Les barres verticales représentent la marge d'erreur de chaque résultat (IC 95 %). Note : l'échelle de l'axe y varie pour chaque média. **Lecture :** Les participants qui disent faire confiance à BFMTV ont 15 % de chances d'avoir effectivement consulté le site web de ce média au moins une fois au cours des 30 jours précédents. Cette probabilité est de 11,5 % chez ceux qui disent ne pas faire confiance à BFMTV.

Brest & Cordonier (2023), Mass Communication & Society

En résumé, les Français *déclarent* consulter des médias en lesquels ils ont confiance et dont ils partagent l'orientation politique, mais ces deux facteurs n'influencent que très peu leur comportement informationnel *effectif* sur Internet. Autrement dit, le phénomène d'exposition sélective en ligne est exagéré si on ne l'appréhende qu'au moyen de données déclaratives.

Soulignons tout de même que les données déclaratives ne sont pas totalement erronées. Il existe bien une corrélation entre le fait de déclarer consulter un média et le fait de le consulter effectivement (Figure 5). Cependant, la consultation déclarée est largement surestimée par rapport à la consultation effective.



**Figure 5.** Probabilité que les participants

aient *effectivement* été exposés au moins une fois à un média donné durant les 30 jours de l'étude selon qu'ils *déclarent* s'y être exposés sur Internet : (1) « Jamais », (2) « Au moins une fois par mois », (3) « Au moins une fois par semaine », (4) « Plus ou moins tous les jours ». Les barres verticales représentent la marge d'erreur de chaque résultat (IC 95 %). Note : l'échelle de l'axe y varie pour chaque média. **Lecture :** Les participants qui déclarent avoir consulté plus ou moins tous les jours le site web de BFMTV au cours des 30 jours précédents ont 38 % de chances de l'avoir effectivement consulté au moins une fois durant cette période. Cette probabilité est de 8 % chez ceux qui disent ne l'avoir jamais consulté au cours des 30 jours précédents.

Brest & Cordonier (2023), Mass Communication & Society

## Pourquoi un tel écart en déclaration et usage ?

Pourquoi confiance et proximité politique n'influencent-elles pas davantage le choix des médias que consultent les Français sur Internet ?

Une première explication pourrait être que nous ne lisons pas les nouvelles dans le seul objectif d'acquérir des informations que nous jugeons importantes et vraies. **Nous le faisons également pour nous distraire et nous divertir** – faits divers et autres informations anecdotiques trouvent leur place dans la plupart des médias. Dans ce contexte de divertissement, qu'un média nous paraisse plus ou moins fiable ou politiquement proche sont des questions assez secondaires.

Une seconde explication, compatible avec la précédente, relève de la manière dont nous utilisons Internet pour nous informer. Comme nous l'avons montré dans une **étude antérieure**, les individus qui s'informent sur Internet *papillonnent* souvent d'une source à l'autre, ne passant que très peu de temps

sur un même site (moins de deux minutes en moyenne). Nombre d'internautes se laissent ainsi guider par leur curiosité, parfois au hasard de la rencontre d'un article sur les réseaux sociaux, plutôt qu'ils ne s'informent en consultant de façon systématique un média donné. Or, c'est probablement plus le sujet de l'article que la fiabilité perçue du média ou sa proximité politique qui importe dans ce comportement de papillonnage.

Au final, les critères qui guident les individus dans le choix de leurs médias sur Internet demeurent largement mystérieux. En revanche, ce dont on peut être raisonnablement sûr, c'est que les internautes français ne s'enferment pas massivement dans des chambres d'écho médiatiques. Cela n'exclut pas pour autant le risque d'une polarisation croissante de notre société, notamment sous l'effet de campagnes de désinformation créant de violents clivages sur les réseaux sociaux.

**Laurent Cordonier**, Sociologue – Docteur en sciences sociales, **Université Paris Cité** et **Aurélien Brest**, Doctorant en sciences cognitives, **Université de Bordeaux**

24 mai 2023 (Le Figaro)

[Vingt-cinq ans après sa création, la BCE joue sa crédibilité face à l'inflation \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## Vingt-cinq ans après sa création, la BCE joue sa crédibilité face à l'inflation

Par [Florentin Collomp](#)

Publié hier à 18:49 , mis à jour hier à 18:49



Wim Duisenberg, premier président de la Banque centrale européenne (1er juin 1998-31 octobre 2003), Mario Draghi (1er novembre 2011-31 octobre 2019) et Christine Lagarde (1er novembre 2019-...). *dpa Picture-Alliance via AFP / OLIVER STRATMANN / Anadolu Agency via AFP / DURSUN AYDEMIR / Getty Images via AFP / POOL*

### **DÉCRYPTAGE - L'institution créée en 1998 pour piloter la monnaie unique a plusieurs fois sauvé la zone euro de la désintégration. Sa légitimité acquise de haute lutte est désormais en jeu face à la flambée inflationniste.**

Le siège de la Banque centrale européenne (BCE) aurait pu s'installer... à Londres. C'était en tout cas la volonté des Anglais, qui souhaitent voir l'institution s'implanter au cœur de la City - avant qu'ils ne décident de rester en dehors de l'aventure de la monnaie unique, puis de quitter complètement le navire européen bien plus tard. Son premier président, le Néerlandais Wim Duisenberg, plaidait pour Amsterdam, ville «neutre» entre France et Allemagne. Pour la petite histoire, l'organisme précurseur de la BCE, l'Institut monétaire européen (IME), voit le jour hors de la future zone euro: en Suisse, où il est hébergé provisoirement par la Banque des règlements internationaux à Bâle, avant de rejoindre définitivement Francfort.

**Ce choix finit par faire consensus. La BCE est fondée sur le modèle de la Bundesbank, condition sine qua non pour que les Allemands fassent le deuil du deutsche mark.** Avec quelques jours d'avance sur la date anniversaire officielle (le 1<sup>er</sup> juin), le chancelier Olaf Scholz sera ce mercredi l'hôte d'une réception pour souffler les vingt-cinq bougies de l'institution, aux côtés de la présidente de la BCE, Christine Lagarde, ses prédécesseurs Jean-Claude Trichet et Mario Draghi (Wim Duisenberg est mort en 2005), les dirigeants de l'Union européenne et des représentants de pays membres de la zone euro. **Sur quatre présidents de la BCE, deux Français, un Italien et aucun Allemand,** alors que plusieurs candidats d'outre-Rhin ont été pressentis. **Las, au contraire, trois Allemands auront claqué la porte du Conseil des gouverneurs, en désaccord avec l'orientation de la politique monétaire.**

**En un quart de siècle, la BCE a subrepticement dévié de l'ordolibéralisme d'origine pour se lancer dans des expériences monétaires anticonventionnelles, rachats massifs d'obligations publiques et taux négatifs notamment, qui lui ont valu d'être vilipendée, voire attaquée en justice en Allemagne.** Durant cette courte histoire, la BCE aura réussi à maintenir à flot l'euro quand il a vacillé sur



ses bases et, avec lui, les économies européennes, face à une série de chocs: crise financière de 2008, crise des dettes souveraines, risque déflationniste, crise du Covid et retour de l'inflation.

## Missions officielles

Créée avec 400 employés il y a vingt-cinq ans, six mois avant le lancement officiel de l'euro, l'institution règne désormais dans ses tours jumelles de 185 mètres au bord du Main, où œuvrent quelque 3000 salariés. Au 41<sup>e</sup> étage, le Conseil des gouverneurs, où siègent les vingt patrons de banques centrales nationales des pays de l'euro et six membres du directoire, est l'un des cénacles les plus puissants au monde. C'est là que sont fixés les taux d'intérêt ou adoptées, parfois dans l'urgence, des mesures permettant de sauver un État de la faillite, comme lors de la crise des dettes souveraines il y a dix ans.

**Durant toutes ces années, la BCE n'a eu de cesse de combler la faille originelle de l'union monétaire: une monnaie commune sans politique économique et budgétaire commune.** À son mandat officiel de stabilité des prix, se sont greffées des missions officielles: la stabilité financière et la lutte contre la fragmentation de la zone euro. «*La BCE a traversé toutes les crises en montrant une grande capacité d'initiative, de flexibilité et d'adaptation, quitte à étirer parfois au maximum les capacités d'interprétation des traités pour préserver l'intégrité de la zone euro*», commente Éric Dor, professeur d'économie à l'Ieseg.

**La BCE a été obligée de résoudre tous les problèmes économiques de la zone euro en bricolant des solutions au-delà de son mandat**

*Edwin Le Heron, professeur d'économie à Sciences Po Bordeaux*

Le mandat de Wim Duisenberg et la première moitié de celui de Jean-Claude Trichet se déroulent de façon assez conventionnelle: l'inflation est la seule obsession. Quand survient la crise financière, en 2007, Trichet réagit au risque d'assèchement des liquidités en prenant la décision inédite d'autoriser les banques à emprunter sans limite auprès de la BCE. En 2010, il répond aux attaques spéculatives contre les dettes de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal, puis de l'Espagne et de l'Italie l'année suivante, en achetant 220 milliards d'euros de titres souverains. **Un tabou est brisé, au grand dam des Allemands.**

Alors qu'on attend cette fois un Allemand, c'est l'Italien Mario Draghi qui prend sa succession. Décidé à sauver l'euro «*quoi qu'il en coûte*» («*whatever it takes*» en VO), **il brise toutes les conventions.** Il crée un dispositif de rachats de dettes souveraines (OMT) sur le marché secondaire, attaqué en justice en Allemagne, bien qu'il n'ait jamais été dégainé. Puis se lance, à partir de 2015 dans un vaste programme de **quantitative easing**, au terme duquel la BCE aura englouti plus de 5000 milliards d'euros d'obligations. **Pendant la pandémie, celle-ci augmente encore son aspirateur à dettes pour financer un «quoi qu'il en coûte» quasi illimité des États. Sans oublier l'expérience des taux négatifs entre 2014 et 2022. La combinaison des deux a fourni aux gouvernements la faculté de s'endetter gratuitement, avec la certitude que la BCE serait là pour avaler ces dettes.**

## Financer les déficits

**Résultat: environ 30 % des dettes publiques de la zone euro sont détenues à Francfort. Pour ce faire, il a fallu jongler avec les règles:** pour aider l'Italie en rachetant sa dette, la BCE doit acquérir au prorata de son capital des obligations allemandes. «*La BCE a été obligée de résoudre tous les problèmes économiques de la zone euro en bricolant des solutions au-delà de son mandat*», juge Edwin Le Heron, professeur d'économie à Sciences Po Bordeaux, auteur du livre *À quoi sert la Banque centrale européenne?* (Documentation française). **On appelle cela la domination budgétaire: une politique monétaire contrainte par les impératifs fiscaux des États.**

«*Est-ce que la BCE est allée trop loin pour financer les déficits d'États qui n'étaient pas soutenables? L'histoire le dira*, estime Bastien Drut, stratégeste chez CPR Asset Management. *Si les taux restent longtemps élevés avec de hauts niveaux de dettes, c'est un sujet qui va se poser.*»

**Occupée à sauver l'Europe, la BCE en aurait-elle perdu de vue sa mission première de stabilité des prix?** Après avoir échoué à anticiper la flambée des prix survenue après la crise du Covid au début de la guerre en Ukraine, elle a réagi en relevant ses taux avec une brutalité sans précédent: de - 0,50 % à 3,25 % en dix mois - et ce n'est pas fini. Provoquant l'envolée des coûts du crédit, la chute des prix immobiliers et un resserrement des conditions financières pour les entreprises qui pèse sur l'activité économique.

**C'est la revanche tardive des «faucons» allemands et de l'Europe du Nord, partisans de la rigueur monétaire. «La tendance "colombe" dominante à la BCE a retardé la hausse inéluctable des taux»,** juge Éric Dor. **À force de s'être battue contre le risque désinflationniste, ses dirigeants n'ont pas vu venir celui de l'inflation. C'est là que se joue désormais la crédibilité de l'institution de Francfort.**